



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, VENDREDI, 31 DÉCEMBRE 1920.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, FRIDAY, 31ST DECEMBER, 1920.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

Tarif des annonces :

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 25c.

Feuilles volantes, 75c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "*Gazette Officielle*" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules :

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

The rates are :

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 25 cents per single number.

Slips 75 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "*Official Gazette*" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

4269

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.

Government House.

4270

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

C. FITZPATRICK.

[L. S.]

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes :

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,—SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le ONZE JANVIER prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé, chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce SIXIÈME jour de NOVEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent vingt et de Notre règne le onzième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne
en chancellerie à Québec,

3995—46-10

L.-P. GEOFFRION.

Bills privés, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 28 décembre 1920 et présentés avant le 1er février 1921 ; les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 21 janvier et reçues avant le 26

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

C. FITZPATRICK.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Defender of the Faith, Emperor of India :—

To Our Well-Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, GREETING.

WHEREAS for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the ELEVENTH day of JANUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec, for the dispatch of the business of the Province, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this SIXTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty and in the eleventh year of Our Reign.

By command,

L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.
3996—46-10

Private bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 28th December, 1920, and introduced before the 1st February, 1921 ; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 21st January

janvier 1921, et les rapports des comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 15 février 1921.

Québec, le 6 novembre 1920.

Le greffier,

3993-46-10

L.-P. GEOFFRION.

and received before the 26th January, 1921; and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 15th February, 1921.

Quebec, 6th November, 1920.

L.-P. GEOFFRION,

3994-46-10

Clerk.

Lettres patentes

"Routhier & Perron, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5969 et 5970, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du quinzième jour de décembre 1920, changeant le nom de "J. H. Poupert & Co., Ltd.", constituée par lettres patentes en date du 28 février 1920, sous le nom de "J. H. Poupert & Co., Ltd.", en celui de "Routhier & Perron, Limited", aux fins suivantes :

Importer, manufacturer, acheter et vendre toutes espèces de complets, accoutrements, vêtements, fourniture et articles de fantaisie ;

Faire le commerce des chaussures et autres articles en cuir ;

Faire affaires comme marchands généraux de nouveautés, marchands-merciers, tailleurs, habilleurs, bonnetiers, gantiers, confectionneurs généraux ;

Acquérir, acheter, détenir, vendre, aliéner, fournir, fabriquer et produire toutes espèces et catégories d'effets, denrées et marchandises dont on trafique, dans le commerce ou dans aucune partie du commerce précité, qui s'y rapportent ou s'y rattachent ;

Emettre des actions libérées, des débetures, obligations ou autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété, des droits qui peuvent être acquis par la compagnie, des services rendus, d'ouvrage fait pour la compagnie, en paiement ou à l'acquit des dettes ou obligations de la corporation ;

Acheter ou autrement acquérir, détenir, louer, vendre ou autrement disposer de la totalité de la propriété foncière et personnelle, des droits, privilèges, concessions, patentes, dessins, marques ou noms de commerce qui peuvent être nécessaires ou utiles à l'exercice du commerce de la compagnie ;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir, vendre ou autrement aliéner des actions et valeurs d'aucune autre compagnie exerçant aucun commerce susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la corporation, distribuer aussi ces actions et valeurs aux contributeurs de la compagnie ;

Se fusionner avec aucune autre compagnie, acquérir et prendre charge de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, du commerce, des privilèges, contrats, droits et obligations d'aucune personne, compagnie ou société dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ;

Vendre, louer ou autrement disposer de l'entreprise et de la propriété de la compagnie, ou d'aucune partie d'icelles, moyennant le prix que la compagnie jugera convenable, et particulièrement pour des actions, débetures, obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change,

"Routhier & Perron, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5969 and 5970, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1920, changing the name of the "J. H. Poupert & Co., Ltd.", incorporated by letters patent bearing date the 28th day of February, 1920, under the name "J. H. Poupert & Co., Ltd.", to that of "Routhier & Perron, Limited", for the following purposes :

To import, manufacture, buy and sell all kinds of ready-wear garments, wearing apparel, clothing, furnishings and fancy goods ;

To deal in boots, shoes and other leather goods ;

To carry on the business of general dry goods merchants, haberdashers, tailors, clothiers, hosiery, gloves and general outfitters ;

To acquire, purchase, hold, sell, dispose of, supply and manufacture and produce all manner and kinds of goods, wares and merchandise dealt in or appertaining or incidental to the business or any of the business aforesaid ;

To issue paid-up shares, bonds, securities or other securities of the company in payment or part payment for any property or rights which may be acquired by the company and for any services rendered or for any work done for the company or in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company ;

To purchase or otherwise acquire, hold, lease, sell or otherwise dispose of all real and personal property, rights, privileges, concessions, patents, designs, trade marks or trade names which may be necessary or useful for the carrying on of the business of the company ;

To take or otherwise acquire and hold, sell or otherwise dispose of shares and securities in any other company carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company and to distribute such shares and securities amongst the shareholders of the company ;

To amalgamate with any other company, acquire and undertake the whole and any part of the property, business, privileges, contracts, rights and liabilities of any person, company or firm having objects in whole or in part similar to those of the company ;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking and property of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem fit and in particular for the shares, debentures, bonds or securities of any other company or corporation ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills or exchange, bills of

Letters patent

connaissances, mandats ou autres instruments négociables ou transférables ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature, aucune propriété de la corporation, et spécialement aucunes actions, débetures ou valeurs d'aucunes compagnie et dont la corporation peut disposer ;

Faire tous et aucun des actes, exercer tous pouvoir et aucun commerce se rattachant à l'accomplissement des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation ;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée ;

Faire toutes les choses précitées ou aucunes d'icelles comme principaux, agents ou mandataires ;

Les pouvoirs mentionnés dans aucun paragraphe ne seront nullement limités ou restreints par les termes d'aucun autre paragraphe, avec un fonds social de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de décembre 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

4771

C.-J. SIMARD.

leading, warrants or other negotiable and transferable instruments ;

To distribute among the shareholders of the company in kind, any property of the company and in particular any shares, debentures or securities of any companies which the company may have the power to dispose of ;

To do all and any the acts and execute all the powers and any business relating to the fulfilment of the objects for which the company is incorporated ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as, from time to time, may be determined ;

To do all or any of the above things as principals, agents or attorneys ;

The powers enumerated in any one paragraph shall in no wise be limited or restricted by the terms of any other paragraph, with a total capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, is at the city of Sherbrooke, in the district of Saint-François.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of December, 1920.

C.-J. SIMARD,

4772

Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

"The W. M. Aitken & Co."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5994 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-unième jour de décembre 1920, à la compagnie "The W. M. Aitken & Co.", réduisant son capital autorisé de \$3,000,000.00 à \$1,900,000.00 par la cancellation de 11,000 actions de \$100.00 chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de décembre 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

4769

C.-J. SIMARD.

"The W. M. Aitken & Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5994 and following supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of December, 1920, reducing the capital stock of the company "The W. M. Aitken & Co.", from \$3,000,000.00 to \$1,900,000.00, by the cancellation of 11,000 shares of \$100.00 each.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of December, 1920.

C.-J. SIMARD,

4770

Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Province de Québec, district de Montréal.

Avis public est par le présent donné que la ville Laval-de-Montréal s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi accordant certains pouvoirs au sujet des garanties d'emprunts qu'elle a déjà faites pour des compagnies industrielles et pour amender sa charte relativement aux finances municipales ; au nombre des échevins ; à la tenue des élections ; à la liste électorale ; à l'adoption de règlements ; aux plans de la municipalité ; aux taxes et permis ; aux exemptions de taxes, et pour autres fins.

Laval-de-Montréal, 12 décembre 1920.

Le procureur de la requérante,

4687—52-4

JOSEPH JEAN.

Applications to the Legislature

Province of Quebec, district of Montreal.

Public notice is hereby given that the "Ville Laval-de-Montréal" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act granting it certain powers respecting guarantees of loans it has already made for industrial companies and to amend its charter relative to municipal finances ; the number of aldermen ; the holding of the elections ; the electoral list ; the adoption of by-laws ; the plans of the municipality ; the taxes and permits ; the exemption from taxes and any other purposes.

Laval-de-Montréal, 12th December, 1920.

JOSEPH JEAN,

4688—52-4

Attorney for petitioner.

Avis est par les présentes donné que les Révérends Pères Auguste Pelletier, Auguste Michaud, Gaudiose Labrecque s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi constituant en corporation les Révérends Pères du Très Saint-Sacrement de Québec, et aux fins d'autoriser ladite corporation à acquérir des immeubles, de vendre lesdits immeubles, et pour exercer tous les pouvoirs ordinaires des corporations.

Le procureur des requérants,

VALMORE BIENVENUE.

Québec, 20 décembre 1920.

4695-52-4

Avis public est par le présent donné que Chs-E. Côté, médecin; Joseph-N. Gastonguay, arpenteur; Alphonse Lessard, méderin; Fortunat Gingras, maître-plombier; Zéphirin Paquet, marchand; C.-Joseph Magnan, fonctionnaires civil et J.-Alphonse Métayer, avocat, tous de la cité de Québec, demanderont à la Législature, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi pour incorporer en municipalité de ville une certaine partie du territoire bordant le lac Sergent situé dans les municipalités de Sainte-Catherine et de Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf, sous le nom de "Ville du Lac Sergent," avec un seul quartier; pour que les membres du Conseil ne soient pas tenus de résider dans la ville; pour faire toutes procédures relatives à l'élection du conseil pendant les mois de juillet et d'août; pour exempter les candidats de faire un dépôt lors de la nomination; pour fixer pendant certains mois de l'année le bureau du conseil en la cité de Québec; et pour administrer la ville par un conseil provisoire à partir de la passation de la loi jusqu'aux prochaines élections.

Québec, 20 décembre 1920.

Les pétitionnaires,

CHS-E. COTE,

JOSEPH-N. GASTONGUAY,

ALPHONSE LESSARD,

FORTUNAT GINGRAS,

ZEPHIRIN PAQUET,

C.-J. MAGNAN,

4709-52-4 J.-ALPH. METAYER.

Avis est par les présentes donné que les soussignés demanderont à la Législature de Québec, à sa prochaine session, lors de l'étude de la charte de la cité de Montréal, d'amender cette charte afin d'augmenter le traitement actuel des records de la cité de Montréal.

Montréal, 18 décembre 1920.

4711-52-4 PERRAULT & RAYMOND.

Avis est par le présent donné que la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant les fidéicommissaires nommés dans le testament de feu Joseph-T. Savaria, en son vivant, curé de Lachine, reçu devant Mre J.-A. Meunier, N. P., et collègue, à Lachine, le premier juillet 1914, à mettre fin avant l'expiration du délai fixé à la fiducie créée par ledit testament, et à remettre dès maintenant, à la communauté, pour être employés au soutien de l'Hôpital Saint-Joseph-de-Lachine, les biens faisant l'objet de la fiducie, et dont elle est bénéficiaire éventuelle.

Lachine, 21 décembre 1920.

Le procureur de la requérante,

4719-52-4

A.-S. PELLETIER.

Notice is hereby given that the Reverend Fathers Auguste Pelletier, Auguste Michaud, Gaudiose Labrecque will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate the "Révérends Pères du Très Saint-Sacrement de Québec", and to authorize the said corporation to acquire and sell immoveables, and to exercise the customary powers engaged by corporations.

VALMORE BIENVENUE,

Attorney for the applicants.

Quebec, 20th December, 1920. 4696-52-4

Public notice is hereby given that Chas-E. Côté, physician; Joseph-N. Gastonguay, land surveyor; Alphonse Lessard, physician; Fortunat Gingras, master plumber; Zéphirin Paquet, merchant; C.-Joseph Magnan, civil servant, and J.-Alphonse Métayer, barrister-at-law, all of the city of Quebec, will pray the Legislature, at its next sitting, for an act to incorporate as a town a certain part of the territory bordering lake Sergeant in the municipalities of Sainte-Catherine and Saint-Raymond, in the county of Portneuf, under the name of "Ville du Lac Sergent", with only one ward; to enact that the members of the municipal council be not obliged to reside in the town; that all proceedings relating to the election of the municipal council be held during the months of July and August; that candidates for the council be exempt from making the legal deposit at the time of their nomination; that during certain months of the year of the Council may hold its sittings in the city of Quebec; and that town be administered by a provisional council from the date of the coming into force of the act until the next elections.

Quebec, 20th December, 1920.

CHS.-E. COTE,

JOSEPH-N. GASTONGUAY,

ALPHONSE LESSARD,

FORTUNAT GINGRAS,

ZEPHIRIN PAQUET,

C.-J. MAGNAN,

J.-ALPH. METAYER,

4710-52-4

Petitioners.

Notice is hereby given by the undersigned that upon consideration of the charter of the city of Montreal, at the next session of the Quebec Legislature, they will apply for amendments to said charter so as to increase the present salary of the Records of the city of Montreal.

Montreal, 18th December, 1920.

4712-52-4 PERRAULT & RAYMOND.

Notice is hereby given that the "Communauté des Sœurs de Charité de la Providence", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to authorize the trustees appointed in the will of the late Joseph-T. Savaria, in his lifetime, curé of Lachine, received before Mre J.-A. Meunier, N. P., and colleague, at Lachine, on the first July, 1914, to put an end before the expiration of the time fixed in said will, to the trust created thereby, and to remit then and there to the community to be employed for the up-keep of the Hospital Saint-Joseph-de-Lachine, the property in trust and of which it is the eventual beneficiary.

Lachine, 21st December, 1920.

A.-S. PELLETIER,

Attorney for applicant.

4720-52-4

CORPORATION DE LA CITE DES TROIS-RIVIERES

Avis public est par le présent donné, par la soussignée, la corporation de la cité des Trois-Rivières, qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour être autorisée à emprunter pour certaines fins et à modifier son pouvoir temporaire d'emprunt.

Trois-Rivières, 21 décembre 1920.

Le greffier,

4713—52-4

ARTHUR BELIVEAU.

Avis public est par les présentes donné que P. O'Connor, ex-inspecteur de police; David Medill, ex-lieutenant; François Maheu, ex-lieutenant; J.-M. Boisclair, ex-lieutenant; Olivier B. Laffèche, ex-lieutenant; Olivier Archambault, ex-capitaine; Nicholas McGrath, ex-lieutenant; Napoléon Mainguy, ex-sergent; Elie Brodeur, ex-capitaine; Joseph Charpentier, ex-surintendant; et Clovis Bastien, ex-lieutenant, tous membres et officiers en retraite du corps de police des cités et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir, lors de la présentation et de l'étude du bill amendant la charte de la cité de Montréal, l'insertion d'une clause obligeant la cité de Montréal à porter jusqu'à concurrence de la demie de leurs salaires la pension qu'elle paye aux neuf officiers en premier lieu mentionnés et à payer une pension de même quantité à Joseph Charpentier et à Clovis Bastien.

Le procureur des requérants,

J.-OCTAVE MOUSSEAU.

Montréal, 21 décembre 1920 4729—52-4

Avis est par les présentes donné que la ville de Shawinigan Falls s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 8 Edouard VII, chapitre 95, et les diverses lois qui l'amendent, dans le but d'obtenir des pouvoirs additionnels, et notamment pour les fins suivantes: pour fixer l'évaluation des terrains occupés actuellement pour des fins industrielles par certaines compagnies, dans la ville, y compris le pouvoir hydraulique, les digues, le pouvoir électrique, les poteaux, etc., etc., qui peuvent être actuellement en usage par lesdites compagnies pour une période de dix ans à partir du 1er juillet 1920; pour fixer le taux de la taxe que lesdites compagnies devront payer; pour changer l'administration de la corporation; pour pourvoir à la rémunération et à la nomination d'un gérant, et pour d'autres fins.

Shawinigan Falls, le 21 décembre 1920.

L'avocat de la ville de Shawinigan Falls,

4731—52-4

A.-E. PAQUETTE.

Avis est par les présentes donné que les soussignées: Marie-Calixte Boily, en religion Sœur Marie de l'Eucharistie; Sara Brassard, en religion Sœur Marie-Salomé, Odile Tremblay, en religion Sœur Marie du Calvaire; Eugénie Martin, en religion Sœur Marie de Sainte-Germaine, Rose-Anna Roy, en religion Sœur Marie de Sainte-Anne toutes du village de la Malbaie, s'adresseront à la prochaine Législature du parlement pour les constituer en corporation sous le nom de l'Orphelinat Apostolique de la Malbaie, laquelle aura son siège à la Malbaie, dans le but de recueillir les enfants pauvres et de maintenir et ouvrir des orphelinats en tous lieux dans la province de Québec.

Québec, 23 décembre 1920.

4757—52-4

DEMERS & DEMERS.

CORPORATION OF THE CITY OF THREE RIVERS

Notice is hereby given, by the undersigned, the corporation of the city of Three Rivers, that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for authorization to borrow for certain purposes and to modify its temporary loan power.

Three Rivers, 21st December, 1920.

ARTHUR BELIVEAU,

4714—52-4

Clerk.

Public notice is hereby given that P. O'Connor, ex-inspector of police; David Medill, ex-lieutenant; François Maheu, ex-lieutenant; J.-M. Boisclair, ex-lieutenant; Olivier B. Laffèche, ex-lieutenant; Olivier Archambault, ex-captain; Nicholas McGrath, ex-lieutenant; Napoléon Mainguy, ex-sergeant; Elie Brodeur, ex-captain; Joseph Charpentier, ex-superintendent; and Clovis Bastien, ex-lieutenant, all of them retired members and officers from the Police Force of the city and district of Montreal, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, with the purpose of obtaining, when the bill amending the charter of the city of Montreal is presented and studied the inclusion of a clause compelling the city of Montreal to raise up to the half of their salaries the pension which she now pays to the nine officers in first place mentioned, and to pay a pension of the same amount to Joseph Charpentier and Clovis Bastien.

J.-OCTAVE MOUSSEAU,

Attorney for applicants.

Montreal, 21st December 1920. 4730—52-4

Notice is hereby given that the town of Shawinigan Falls will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter, the act 6 Edward VII, chapter 95, and amendments thereto, for the purpose of obtaining additional powers and particularly for the following purposes: to fix the valuation of lands actually used for industrial purposes by certain companies, in town, including the hydraulic power, electric powers, dams, poles, &c., &c., which are actually in use by said companies, for a period of ten years from the 1st July 1920; to fix the rate that the said companies will pay as taxes; to change the management of the corporation; to provide for the salary and nomination of a manager, and for other purposes

Shawinigan Falls, the 21st December, 1920.

4732—52-4

A.-E. PAQUETTE,

Attorney for the town of Shawinigan Falls.

Notice is hereby given that Marie-Calixte Boily, in religion Sister Marie de l'Eucharistie; Sara Brassard, in religion Sister Marie Salomé; Odile Tremblay, in religion Sister Marie du Calvaire, Eugénie Martin, in religion Sister Marie de Sainte-Germaine; Rose-Anna Roy, in religion Sœur Marie-Anne de Sainte-Anne, all domiciled in the parish of La Malbaie, will pray the Legislative Assembly, at its next session, for the adoption of a law to constitute them in corporation under the name of "L'Orphelinat Apostolique de la Malbaie", which corporation shall have its seat of business at La Malbaie for the purpose of helping to the instruction and education of young children and to create and maintain new orphanages everywhere in the Province of Quebec.

Quebec, 23rd December, 1920.

4758—52-4

DEMERS & DEMERS.

Avis est par les présentes donné que la ville de La Tuque s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, pour les fins suivantes :

Etendre les limites de la ville en y annexant cette partie des lots Nos 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47 des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le premier rang du canton Mailhiot, s'étendant jusqu'à et non comprise la rivière dite "Petite Bostonnais ;"

Pouvoir d'imposer une taxe uniforme de \$5.00 (cinq piastres) sur toute personne venant demeurer dans la ville de La Tuque, et n'y payant pas autrement de taxes municipales, foncières, locatives, commerciales et autres, telle taxe de \$5.00 percevable dès l'établissement dans la ville des personnes y sujettes ;

Enlever le droit d'être inscrite sur la liste électorale à toute personne, ayant qualité pour voter comme propriétaire, locataire ou occupant, si le premier jour de mars elle doit à la municipalité quelque taxe ou taxe d'eau. (Les taxes spéciales exceptées).

Pourvoir à l'administration de la ville par son conseil et par un gérant ; pourvoir au mode de la nomination ou de la destitution du gérant de la ville, fixer à quatre ans le terme d'office du gérant ; déterminer les qualifications du gérant ; obliger le gérant à prêter serment et à fournir cautionnement ; déterminer les devoirs et les pouvoirs du gérant ; pourvoir à la nomination et à la destitution des employés de la ville, sauf le secrétaire, par le gérant ; ordonner toutes dispositions transitoires pour permettre le fonctionnement de la dite loi.

La Tuque, 10 décembre 1920.

L'avocat de la requérante.

4567—51-4 G.-ROMULUS DuCHARME.

Notice is hereby given that the town of La Tuque will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain amendments to its charter, for the following purposes :

To extend the boundaries of the town by annexing to the said town this part of the lots Nos. 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47 of the cadaster plan for the first range of Mailhiot township, extending itself to the river said "Petite Bostonnais ;"

To grant power of establishing a uniform tax of \$5.00 (five dollars) on each person living in the town of La Tuque, being otherwise not compelled to pay any municipal tax, rent tax, commercial tax or others, such \$5.00 tax collectable as soon as any body being subject to said tax reside in the town ;

To withdraw the right of being inscribed on electoral list to every person, being qualified to vote as proprietor, renter or tenant, if on the first day of March such person owes to the municipality any tax or water tax. (Special tax excepted.)

To provide for the administration of the town by the council and a manager ; to provide as to the way of making nomination or destitution of the manager of the town, to fix the term of office of the manager at four years ; to determine the qualifications of the manager ; to compel the manager to be sworn and give security ; to determine the duties and powers of the manager ; to provide for the appointment and dismissal of the employees of the town, except the secretary, by the manager ; to order any transitory provisions for to enable the working of the said act.

La Tuque, 10th December, 1920.

G.-ROMULUS DuCHARME,

4568—51-4 Attorney for the petitioner.

Avis est par les présentes donné que "Le Presbytère de Montréal", en communion avec l'Eglise Presbytérienne du Canada, sollicitera de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi autorisant ledit presbytère à nommer une commission de syndics doués de pouvoirs corporatifs pour détenir de la propriété mobilière et immobilière, avec pouvoir de vendre ou gager la propriété mobilière ou immobilière, d'hypothéquer la propriété immobilière.

Cette commission syndicale sera sujette, premièrement, au contrôle dudit presbytère, et, deuxièmement, au contrôle de l'assemblée générale de l'Eglise Presbytérienne Canadienne.

Montréal, le 1er décembre 1920.

Le procureur des requérants,

4575—51-4 DONALD-McKENZIE ROWAT.

Notice is hereby given that the Presbytery of Montreal, in connection with the presbyterian Church in Canada, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing the said presbytery to appoint a board of trustees with corporate powers for the purpose of holding moveable and immovable property, with power to sell or pledge moveable or immovable property and to hypothecate immovable property, such board of trustees to be subject, first, to the control of the said presbytery, and secondly, to the control of the general assembly of the Presbyterian Church in Canada.

Montreal, 1st December, 1920.

DONALD McKENZIE ROWAT,

4576—51-4 Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que "La Société de Construction de Montréal" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir le pouvoir d'emprunter sur obligations ou débentures ou autrement, une somme n'excédant pas un million de dollars, et de faire toutes les affaires de courtier en obligations, débentures et autres valeurs négociables, et pour autres fins.

Montréal, 10 décembre 1920.

LA SOCIETE DE CONSTRUCTION DE MONTREAL.

Par le gérant et vice-président,

4577—51-4 EMILE GOBET.

Public notice is hereby given that "La Société de Construction de Montréal" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for to be empowered to borrow on bonds, debentures or otherwise, a sum not exceeding one million dollars, and to carry on the business of brokers in bonds, debentures and other negotiable securities, and for other purposes.

Montreal, 10th December, 1920.

LA SOCIETE DE CONSTRUCTION DE MONTREAL.

per EMILE GOBET,

4578—51-4 Manager and vice president.

Avis public est par le présent donné que la compagnie du chemin de fer de Bagotville et de Saint-Laurent présentera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, un bill lui permettant de commencer les travaux de construction du chemin de fer qu'elle est autorisée à construire, dans un délai de trois ans, et à les parfaire dans un délai de sept ans, de l'entrée en vigueur de ce bill.

Québec, ce 10 décembre 1920.
Les procureurs de la Compagnie de chemin
de fer de Bagotville et de Saint-Laurent,
ROY, LANGLAIS, LAVERGNE
4579-51-4 & GODBOUT.

Public notice is hereby given that the "Compagnie de chemin de fer de Bagotville et de Saint-Laurent" will present a bill to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to grant the company permission to begin the construction works of the railway it is authorized to build within a delay of three years, and to complete them within a delay of seven years from the coming into force of said bill.

Québec, 10th December, 1920.
ROY, LANGLAIS, LAVERGNE
& GODBOUT,
Attorneys for the Compagnie de chemin de
fer de Bagotville et de Saint-Laurent.
4580-51-4

Avis est par les présentes donné que, lors de sa prochaine session, monsieur Joseph-Alphonse Thibault, de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'un bill pour autoriser le Collège des Chirurgiens-Dentistes de la province de Québec à lui accorder une licence nécessaire pour pratiquer sa profession de dentiste en cette province, après examen.

Montréal, 13 décembre 1920.
Les avocats et agents de Joseph-Alphonse
Thibault,
LAVALLÉE, DESMARAIS &
4593-51-4 DE SERRES.

Notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, Mr. Joseph-Alphonse Thibault, of Montreal, will apply for an act to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to grant him the necessary license to practice dental surgery in this Province, after examination.

Montreal, 13th December, 1920.
LAVALLÉE, DESMARAIS &
DE SERRES,
Attorneys and agents for Joseph-Alphonse
Thibault.
4594-51-4

Avis est par les présentes donné que William-Harvey Green, résidant en la ville de Saint-Lambert, district de Montréal, commis, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but de faire changer son nom en celui de William-Harvey-Green Smith.

14 décembre 1920.
Les agents pour W.-H. Green,
4599-51-4 DESAULNIERS & GRAVEL,
Notaires.

Notice is hereby given that William-Harvey Green, of the town of Saint-Lambert, district of Montreal, clerk, will address a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the purpose of having his named changed in that of William-Harvey-Green Smith.

14th December, 1920.
DESAULNIERS & GRAVEL,
Notaries,
4600-51-4 Agents for W.-H. GREEN.

Avis est aux présentes donné que "The Alma and Jonquières Railway Company", corporation dont le siège social est dans la cité de Québec, sollicitera de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi amendement sa charte, loi 3 Georges V, chapitre 85, tel qu'amendée par les lois 5 Georges V, chapitre 118 et 8 Georges V, chapitre 106, pour prolonger le délai pendant lequel on pourra commencer à construire et compléter le chemin de fer, et pour autres fins.

Montréal, le 15 décembre 1920.
Les avocats de la requérante,
4621-51-4 PENTLAND, GRAVEL
& THOMSON.

Public notice is hereby given that The Alma and Jonquières Railway Company, a corporation having its head office at the city of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to amend its charter, the act 3 George V, chapter 85, as amended by the acts 5 George V, chapter 118, and 8 George V, chapter 106, by extending the delay during which the construction of its railway may be commenced and completed, and for other purposes.

Québec, 15th December, 1920.
PENTLAND, GRAVEL
& THOMSON,
4622-51-4 Solicitors for applicants.

Le curé et les marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Alphonse-d'Youville donnent avis qu'ils s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi les autorisant à emprunter une somme totale de \$250,000, dont \$30,000 d'abord afin de pourvoir à la construction d'une chapelle, et la balance plus tard afin de pourvoir à la construction d'une église; à prélever les deniers nécessaires pour le remboursement de ces emprunts au moyen d'une répartition ou cotisation et d'une taxe spéciale sur les immeubles et à raison des immeubles appartenant à des catholiques romains ou à des compagnies, sociétés par actions ou corporations comprenant des catholiques romains, dans la proportion de l'intérêt de ces derniers et validant l'érection de la dite paroisse de Saint-Alphonse-d'Youville en paroisse civile avec effet rétroactif

The curé and churchwardens of l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Alphonse-d'Youville give notice that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing them to borrow a total amount of \$250,000, of which \$30,000 firstly so as to provide for the construction of a chapel, and the balance later on so as to provide for the construction of a church; to levy the necessary money for the reimbursement of the said loans by means of an allotment or assessment and a special tax on the immovables and on account of the immovables belonging to Roman Catholics or to companies, joint stock companies or corporations comprising Roman Catholics, in the proportion of the interest of these latter and legalizing the erection of the said parish of Saint-Alphonse-d'Youville into a civil parish with retroactive effect to the date of the

à la date du décret canonique d'érection de ladite paroisse, et pour autres fins.

Montréal, le 15 décembre 1920.

LE CURE ET LES MARGUILLIERS DE L'ŒUVRE ET FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINT-ALPHONSE D'YOUVILLE.

4623—51-4 par A. FISET, Ptre-C. SS. R, curé

Avis public est par les présentes donné que les électeurs propriétaires des terrains constituant la paroisse canonique de Sainte-Sabine, composée des propriétés formant partie des municipalités de Saint-Alexandre et de Sainte-Brigide, dans le comté d'Iberville, et des municipalités de Notre-Dame-de-Stanbridge, de North Stanbridge et de la partie ouest du canton de Farnham, dans le comté de Missisquoi, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander qu'une loi soit passée incorporant la dite paroisse canonique de Sainte-Sabine, en y ajoutant le lot No. 937 du canton de Stanbridge et formant partie de la paroisse de Notre-Dame-de-Stanbridge, en municipalité rurale située entièrement dans le comté de Missisquoi, sous le nom de "Municipalité de Sainte-Sabine."

Granby, le 14 décembre 1920.

Le procureur des requérants,

4625—51-4 GEO.-H. BOIVIN.

Avis est par les présentes donné que la Commission des écoles catholiques de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir certaines modifications aux lois qui la régissent, et notamment : l'autorisation d'un pouvoir d'emprunt additionnel de \$700,000 pour l'achat de terrains et la construction de nouvelles écoles ; l'amendement à la loi 5, Geo. V, chapitre 38, section 3, relativement à la création d'un fonds de pension et d'assurances pour ses instituteurs et ses employés ; le changement de l'âge initial de scolarité des enfants qui fréquentent ses écoles, et pour autres fins.

Le secrétaire général et trésorier de la Commission des écoles catholiques de Montréal,

4627—51-4 AYME LA FONTAINE.

Avis public est ici donné par les soussignés qu'ils demanderont à la Législature, à sa prochaine session, lors de la présentation du bill amendement la charte de la cité de Montréal, l'insertion en icelle d'une clause autorisant la cité à payer l'indemnité pour dommages subis par suite du pillage des locaux de diverses personnes par une foule, lorsque ladite cité s'est trouvée sans protection durant la grève des constables et pompiers, en décembre 1918.

Montréal, 14 décembre 1920.

Les avocats des requérants,

4615—51-4 JACOBS & PHILLIPS.

Avis public est aux présentes donné que les exécuteurs testamentaires et les héritiers de feu Thomas-Connolly Aylwin, en son vivant de la cité de Québec, avocat, solliciteront de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi pourvoyant à l'administration de sa succession pendant la durée de l'usufruit créé par son dernier testament.

Québec, le 16 décembre 1920.

Les avocats des requérants,

4651—51-4 PENTLAND, GRAVEL & THOMSON.

canonical decree of erection of the said parish, and for other purposes.

Montreal, 15th December, 1920.

THE CURE AND CHURCHWARDENS OF L'ŒUVRE ET FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINT-ALPHONSE D'YOUVILLE.

4624—51-4 by A. FISET, Ptre, C. SS. R. curé.

Public notice is hereby given that the electors and proprietors of the real estate comprised within the limits of the canonical parish of Saint Sabine, composed of the immoveable properties now forming part of the municipalities of Saint Alexander and Saint-Brigide, in the county of Iberville, and of the municipalities of Notre-Dame-de-Stanbridge, of North Stanbridge and of the west part of the township of Farnham, in the county of Missisquoi, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, and ask for the passing of an act to incorporate the said canonical parish of Saint Sabine with lot No. 937 of the township of Stanbridge, and now forming part of the parish of Notre-Dame-de-Stanbridge, as a local municipality situate entirely in the county of Missisquoi, under the name of "Municipality of Saint-Sabine."

Granby, 14th December, 1920.

GEO.-H. BOIVIN,

4626—51-4 Solicitor for petitioners.

Notice is hereby given that the Catholic School Commission of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain certain modifications to the laws governing it, and notably : the authorization of an additional borrowing power of \$700,000 for the purchase of land and the construction of new schools ; the amendment to the act 5, Geo. V, chapter 38, section 3, relative to the creation of a pension and insurance fund for its teachers and employees ; the changing of the initial school age of children frequenting its schools, and for other purposes.

AYME LA FONTAINE,

General Secretary and Treasurer of the Catholic School Commission of Montreal.

4628—51-4

Public notice is hereby given by the undersigned, that they will apply to the Legislature, at its next session, when the bill amending the charter of the city of Montreal is presented, to have a clause inserted therein, authorizing the city to pay indemnity for damages suffered as a result of the looting of the premises of various persons by a mob, when the said city was without protection during the police and firemen's strike in December, 1918.

Montreal, 14th December, 1920.

JACOBS & PHILLIPS,

4616—51-4 Attorneys for applicants.

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the testamentary executors and heirs of the late Thomas-Connolly Aylwin, in his lifetime of the city of Quebec, advocate, to adopt a law to provide for the administration of his estate during the existence of the usufruct created by his last will.

Québec, 16th December, 1920.

PENTLAND, GRAVEL & THOMSON,

4652—51-4 Solicitors for applicants.

Avis public est par les présentes donné que la Canadian Northern Montreal Land Company, Limited, et la Mount-Royal Land Company, Limited, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi incluant le territoire suivant dans les limites de la municipalité de la ville de Mount-Royal, savoir : partie des lots Nos 52, 58, 61, 63, 68 et tous les lots Nos 69, 70, 70a, 71, 82 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges.

Montréal, 16 décembre 1920.

CANADIAN NORTHERN MONTREAL LAND

COMPANY, LIMITED.

Par le secrétaire,

H.-S. ADLINGTON.

MOUNT-ROYAL LAND COMPANY, LIMITED.

Par le secrétaire,

4653—51-4

RACHEL McCMILLAN.

Avis public est aux présentes donné que "The Scottish Trust Company" sollicitera de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi amendement la charte de la compagnie à l'effet de prolonger le délai fixé pour son début en affaires, et pour d'autres fins.

Montréal, le 16 décembre 1920.

Les avocats des requérants,

BROWN, MONTGOMERY &

4655—51-5

McMICHAEL.

Avis public est donné que "La Strathcona Fire Insurance Company" demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, de voter une loi pour amender la loi 8 Edouard VII, chapitre 122, de manière à mieux définir ses pouvoirs et à lui en accorder d'additionnels, et en particulier de manière à lui accorder le droit d'assurer contre tous dommages résultant d'accidents d'automobile, contre les dommages causés à l'occasion d'une émeute, ceux causés par la rupture de tous réservoirs à l'eau et ceux résultant d'accidents d'aéroplane, ainsi que contre les périls de la navigation et contre le vol avec ou sans effraction, ainsi que l'autorisation de garantir la fidélité des personnes occupant des charges ou emplois et d'agir comme agents représentant toutes compagnies d'assurance et autres fins.

Montréal, le 3 décembre 1920.

THE STRATHCONA FIRE INSURANCE CO.,

Le président,

J.-E. OLIVIER.

Le trésorier,

4387—50-4

J.-E. MARCHAND.

Province de Québec, district de Montréal.

Nous, soussigné, tous de la cité et du district de Montréal, sollicitent aux présentes l'introduction d'un bill privé dans l'Assemblée législative de la province de Québec, à l'effet d'obtenir la constitution en corporation du "Montefiore Hebrew Orphan's Home, de Montréal", sous le nom précité, dont les objets seront d'hospitaliser et d'entretenir les orphelins abandonnés, de surveiller leur éducation, et de porter secours d'une manière générale aux enfants sans parents, nous solliciterons aussi d'autres privilèges qui ne sont pas incompatibles avec la présente pétition.

Montréal, 20 décembre 1920.

(Signé) J.-B. MILLER,

" M. GOODMAN,

" A. COOPER,

" FRAIDA BELLINGTON,

" W. MIGICOVSKY.

Les avocats des requérants,

COHEN, GENDRON & BERNSTEIN.

4389—50-4

Public notice is hereby given that a demand will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the Canadian Northern Montreal Land Company, Limited, and the Mount-Royal Land Company, Limited, for the passation of a bill including into the limits of the municipality of the town of Mount-Royal, the following territory : part of lots Nos. 52, 58, 61, 63, 68 and all the lots Nos 69, 70, 70a, 71, 82 of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges.

Montreal, 16th December, 1920.

CANADIAN NORTHERN MONTREAL LAND

COMPANY, LIMITED.

Per H. S. ADLINGTON,

Secretary.

MOUNT ROYAL LAND COMPANY, LIMITED.

Per RACHEL MAAMILLAN,

Secretary.

4654—51-4

Public notice is hereby given that The Scottish Trust Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an act amending the charter of the company extending the delay fixed for its commencement of business, and for other purposes.

Montreal, 16th December, 1920.

BROWN, MONTGOMERY

& McMICHAEL,

Solicitors for applicant.

4656—51-5

Public notice is hereby given that "The Strathcona Fire Insurance Company" will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act to amend the act 8 Edward VII, chapter 122, so as to better define its powers grant the company additional powers, and in particular empower the company to transact the business of general automobile accident insurance, riot insurance, water reservoir, accident insurance, aeroplane accident insurance, general marine insurance, burglary and larceny insurance, surety insurance, and to act as agents for any insurance companies and for other purposes.

Montreal, 3rd December, 1920.

THE STRATHCONA FIRE INSURANCE CO.

J.-E. OLIVIER,

President.

J.-E. MARCHAND,

Treasurer.

4388—50-4

Province of Quebec, district of Montreal.

We, the undersigned, all of the city and district of Montreal, hereby make application to present a private bill before the Legislative Assembly of the Province of Quebec, for the purpose of obtaining the incorporation of the Montefiore Hebrew Orphan's Home, of Montreal, under the above name, whose object will be to give shelter and maintenance to destitute orphans, to supervise their education, and to give assistance in general to orphan children, and to seek other privileges which are not incompatible with the present petition.

Montreal, 20th December, 1920.

(Signed) J.-B. MILLER,

" M. GOODMAN,

" A. COOPER,

" FRAIDA BELLINGTON,

" W. MIGICOVSKY.

COHEN, GENDRON & BERNSTEIN,

4390—50-4

Attorneys for petitioners.

Avis est par les présentes donné que la Compagnie de chemins de fer de Québec et de l'Île d'Orléans, ayant son siège social dans la cité de Québec, s'adressera à la prochaine Législature pour étendre la durée de sa charte.

Montréal, le 6 décembre 1920.

Le procureur de la pétitionnaire,
4429-50-4 ROLAND MAILLET.

Notice is hereby given that the "Compagnie de chemins de fer de Québec et de l'Île d'Orléans" having its head office in the city of Québec, will apply to the next Legislature to extend the duration of its charter.

Montreal, 6th December, 1920.

ROLAND MAILLET,
Attorney for applicants.

Avis public est aux présentes donné que l'Hôpital Général de Montréal et l'Hôpital "Western" de Montréal solliciteront de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "The Montreal General Hospital", corporation qui comprendra lesdits "Hôpital Général de Montréal" et "Western Hospital of Montreal"; cette loi remplacera la loi 1 Geo. V, chap. 96, constituant en corporation ledit Hôpital Général de Montréal, ainsi que les lois 7 Geo. V, chap. 104 et 8 Geo. V, chap. 135 qui l'amendent, aussi la loi 37 Victoria chap. 40, constituant en corporation ledit "Western Hospital of Montreal" et la loi 7 Edouard VII, chap. 122 qui l'amende; accordera à ladite corporation à être constituée le droit de prendre, détenir, posséder et utiliser de la propriété immobilière et mobilière, et de la vendre, transférer, louer ou concéder; appliquera à cette corporation les dispositions de la Loi 4 Geo. V, chap. 51; accordera à cette corporation les droits, pouvoirs et privilèges convenant à une telle corporation.

Montréal, 4 décembre 1920.

Les procureurs des requérants,
MEREDITH, HOLDEN, HAGUE,
4445-50-4 SHAUGNESSY & HEWARD.

Public notice is hereby given that the Montreal General Hospital and the Western Hospital of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to incorporate a corporation under the name of "The Montreal General Hospital", in which corporation shall be amalgamated the said "Montreal General Hospital" and the said "Western Hospital of Montreal"; to replace the act 1 Geo. V, chap. 96, incorporating the said Montreal General Hospital and the acts 7 Geo. V, chap. 104 and 8 Geo. V, chap. 135 amending, the same, and the act 37 Victoria chap. 40 incorporating the said Western Hospital of Montreal and the act 7 Edward VII, chap. 122 amending the same; to grant to the said corporation to be so incorporated the right to take, hold, possess and use immovable and moveable property, and to sell, convey, let or lease the same; to apply to such corporation the provisions of the act 4 Geo. V, chap. 51; and to grant to such corporation such rights, powers and privileges as are appropriate to a corporation of this nature.

Montreal, 4th December, 1920.

MEREDITH, HOLDEN, HAGUE,
SHAUGNESSY & HEWARD.
4446-50-4 Attorneys for applicants.

Avis est par les présentes donné que, lors de sa prochaine session, Monsieur J.-Eddie Lamontagne, de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec pour obtenir la passation d'un bill pour autoriser le collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec, à lui accorder une licence nécessaire pour pratiquer sa profession de dentiste en cette province, après examen.

Montréal, 6 décembre 1920.

Les avocats et agents de J.-EDDIE LAMONTAGNE,
LEVALLEE, DESMARAIS
4447-50-4 & DESERRES.

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, Mr. J.-Eddie Lamontagne, will apply for an act to authorize the college of Dental Surgeons of the Province of Quebec to grant him the necessary license to practice dental surgery in this Province, after examination.

Montreal, 6th December, 1920.

LEVALLEE, DESMARAIS
& DESERRES,
Attorneys for the applicant
4448-50-4 J.-EDDIE LAMONTAGNE.

Avis est aux présentes donné, qu'à la prochaine session de la Législature de Québec, M. Wilfrid Gordon Leahy, de Montréal, sollicitera l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec, à lui accorder, après examen, la licence nécessaire à la pratique de la chirurgie-dentaire, dans la province de Québec.

Les avocats et procureurs de

de W.-G. LEAHY,
Montréal, 6 décembre 1920.

LAVALLEE, DESMARAIS &
4449-50-4 DESERRES.

Notice is hereby given that, at the next session of the Quebec Legislature, Mr. Wilfrid Gordon Leahy, of Montreal, will apply for an act to authorize the college of Dental Surgeons of the Province of Quebec, to grant a license necessary to practice dental surgery in this Province of Quebec, after examination.

Montreal, 6th December, 1920.

LAVALLEE, DESMARAIS &
DESERRES,
Attorneys and agent
4450-50-4 of W.-G. LEAHY.

Avis est par les présentes donné, que lors de sa prochaine session, Monsieur Ephrem Vinet, de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec pour obtenir la passation d'un bill pour autoriser le collège des Chirurgiens dentistes de la province de Québec à lui accorder une licence nécessaire pour pratiquer sa profession de dentiste en cette province, après examen.

Montréal, 6 décembre 1920.

Les avocats et agents de Ephrem Vinet,
LACALLEE, DESMARAIS &
4453-50-4 DESERRES.

Notice is hereby given, that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, Mr. Ephrem Vinet will apply for an act to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to grant him the necessary license to practice dental surgery in this Province, after examination.

Montreal, 6th December, 1920.

LLAALLEE, DESMARAIS &
DESERRES,
Attorneys for the applicant Ephrem Vinet,
4454-50-4

Avis est par les présentes donné, que lors de sa prochaine session, Monsieur Louis-Orille Geoffrion, de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'un bill pour autoriser le collège des Chirurgiens-dentistes de la province de Québec, à lui accorder une licence nécessaire pour pratiquer sa profession de dentiste en cette province, après examen.

Montréal, 6 décembre 1920.

Les avocats et agents de L.-Orille Geoffrion,
LAVALLEE, DESMARAI &
4451-50-4 DESERRES.

Avis est par les présentes donné, que lors de sa prochaine session, Monsieur Léon Leduc, de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec pour obtenir la passation d'un bill pour autoriser le collège des Chirurgiens-dentistes de la province de Québec à lui accorder une licence nécessaire pour pratiquer sa profession de dentiste en cette province, après examen.

Montréal, 6 décembre 1920.

Les avocats et agents de Léon Leduc,
LAVALLEE, DESMARAI &
4455-50-4 DESERRES.

Avis est par les présentes donné, que lors de sa prochaine session, Monsieur J.-A. Lacasse, de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'un bill pour autoriser le collège des Chirurgiens-dentistes de la province de Québec, à lui accorder une licence nécessaire pour pratiquer sa profession de dentiste en cette province, après examen.

Montréal, 6 décembre 1920.

Les avocats et agents de J.-A. Lacasse,
LAVALLEE, DESMARAI &
4457-50-4 DESERRES.

Avis est par les présentes donné que lors de sa prochaine session la ville de Saint-Lambert s'adressera à la Législature de Québec, pour obtenir la passation d'une législation privée, pour les fins de modifier l'acte des cités et villes, ainsi que les actes spéciaux se rapportant à ladite ville en rapport avec son nom, la mise en nomination, l'élection et le terme d'office du maire et des échevins; les devoirs de l'ingénieur; l'approbation des règlements; le coût des conduits d'eau principaux et le matériel; les intérêts sur les taxes et les comptes passés dus; pour déclarer réclamation privilégiée et exempt de l'enregistrement les taxes pour l'eau, la lumière, pouvoir et les compteurs; pouvoir d'emprunter; taxes sur les poteaux; l'approbation des emprunts; emprunts temporaires et intérêts sur iceux; répartition des lots de coins; terrains de jeux et de récréation; annexion de la ville de Greenfield Park et du territoire adjacent; ratification des règlements passés par la ville incluant le règlement No 121, et pour d'autres fins.

Montréal, 6 décembre 1920.

Le secrétaire-trésorier,
JAMES-R. BEATTY.
(Signé) James-R. Beatty. 4471-50-4

Avis public est donné que la ville de Kipawa s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender la loi la constituant en corporation, savoir: le statut 10 George V, chapitre 110 (1920), en changeant son nom en celui de ville de Témiscamingue; en prolongeant le délai durant lequel elle pourra acquérir de la Kipawa Company, Limited, les

Notice is hereby given, that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, Mr. Louis-Orille Geoffrion will apply for an act to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec, to grant him the necessary license to practice dental surgery in this Province, after examination.

Montreal, 6th December, 1920.

LAVALLEE, DESMARAI &
DESERRES,
Attorneys for the applicant Louis-Orille
4452-50-4 Geoffrion.

Notice is hereby given, that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, Mr. Léon Leduc will apply for an Act to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec, to grant him the necessary license to practice dental surgery in this Province; after examination.

Montreal, 6th December, 1920.

LAVALLEE, DESMARAI &
DESERRES,
Attorneys for the applicant Léon Leduc,
4456-50-4

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, Mr. J.-A. Lacasse will apply for an act to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec, to grant him the necessary license to practice dental surgery in this Province, after examination.

Montreal, 6th December, 1920.

LAVALLEE, DESMARAI &
DESERRES,
Attorneys for the applicant of J.-A. Lacasse.
4458-50-4

Public notice is hereby given that the town of Saint-Lambert will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain special legislation for the purpose of modifying "The Cities and Towns Act", as well as special acts relating to the said town respecting its name, nomination, election and term of office of mayor and aldermen; duties of engineer; submission of by-laws; cost of water mains and appliances; interest on overdue taxes and accounts; taxes for water, light, power and meters to be declared privileged claims and exempt from registration; borrowing power; tax on poles; approval of loans; temporary loans and interest thereon; assessment of corner lots; recreation and play grounds; annexation of the town of Greenfield Park and adjacent territory; ratifying of the by-laws passed by the town including by-law number 121, and for other purposes.

Montreal, 6th December, 1920.

JAMES-R. BEATTY,
Secretary Treasurer.
(Signed) James-R. Beatty. 4472-50-4

Public notice is hereby given that the town of Kipawa will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its charter, the Act 10 George V, chapter 110 (1920), by changing the name of the town to that of "town of Témiscamingue"; by extending the delay during which the town may acquire from the Kipawa Company, Limited, the streets,

rues, squares, égouts, outillage, machineries, tuyaux, fils, poteaux, conduits, appareils, équipement et autres biens appartenant à ladite compagnie, et pour autres fins.

Kipawa, 4 décembre 1920.

Les procureurs de la pétitionnaire,
DESSAULES, GARNEAU, DESY &
4473-50-4 LORRAIN.

squares, sewers, plant, machinery, pipes, wires, poles, conduits, apparatus, equipment and other property belonging to such company, and for other purposes.

Kipawa, 4th December, 1920.

DESSAULES, GARNEAU, DESY &
4474-50-4 LORRAIN,
Solicitors for petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la cité d'Outremont s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale aux fins de confirmer les pouvoirs qui lui ont été donnés par sa charte et de modifier et amender au besoin certaines dispositions de ladite charte et de ses amendements, ainsi que la loi générale des cités et villes, entre autres, relativement aux règlements du conseil avec ou sans approbation des propriétaires fonciers, à l'aqueduc et autres utilités publiques, aux rôles d'évaluation et de perception et à leur contestation, au mode de perception des taxes et cotisations, à l'extension de ses pouvoirs de taxation, à la restriction de l'exemption de taxes dans certains cas, à l'augmentation de l'intérêt exigible sur les arrérages de taxes et cotisations, à la perception et à la remise des taxes scolaires, à la consolidation des taxes et cotisations pour fin de perception, aux franchises et privilèges dans les rues et places publiques de la municipalité et aux ouvertures et excavations, aux pouvoirs d'emprunt de la municipalité, aux conditions et formalités de ses emprunts, au fonds de réserve, à l'émission de débentures, aux sommes dues à la municipalité et à l'extension des pouvoirs de la Cour du recorder, et pour autres fins.

Montréal, 1er décembre 1920.

Les procureurs de la requérante,
BEAUBIEN, LAMARCHE
4483-50-4 & ANGERS.

Avis est présentement donné que Henry-Edward-Alexander Rawlings et Walter Thomas Rawlings, tous deux de la cité de Québec, en leurs qualités d'exécuteurs et fiduciaires d'après le dernier testament de feu Edward Rawlings, en son vivant des cité et district de Montréal, et Richard-Bois Scott, de Montréal susdit, en sa qualité de curateur dûment nommé à la substitution créée par ledit dernier testament, solliciteront de la Législature de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi les autorisant à vendre conjointement avec les exécuteurs et administrateurs de défunte Dame Lucretia Carter, en son vivant de Montréal susdit, épouse et puis veuve dudit Edward Rawlings, décédé, la propriété immobilière qui fait partie de, et est comprise dans la communauté de biens qui existait entre ledit Edward Rawlings et ladite défunte Dame Lucretia Carter, et pour d'autres fins.

Montréal, le 8 décembre 1920.

Les avocats des requérants,
DAVIDSON, WAINWRIGHT,
4509-50-4 ALEXANDER & ELDER.

Avis public est donné que le village de Petit Métis s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendement et refondant, pour fins municipales et scolaires, sa charte: la loi 60 Victoria, chapitre 70 (1897), changeant son nom en celui de "Village de Métis-sur-Mer", modifiant les limites de son territoire, soumettant la municipalité en partie aux dispositions du Code municipal, fixant la date et le mode d'élection du maire et des conseillers, accordant et étendant le droit d'expropriation dans son territoire ou en dehors pour la construc-

Public notice is hereby given that the city of Outremont will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to confirm the powers granted to it by its charter and to modify and amend, as may be deemed necessary, certain provisions of said charter and its amendments, as well as the cities and towns' act, amongst others in relation to the by-laws of the council, with or without their approval by owners of immovable property, to the waters works and other public utilities, to the valuation and perception rolls and their contestation, to the mode of collecting taxes and assessments, to the extension of the powers of taxation, to the restriction of the exemption of taxes in certain cases, to the increase of interest chargeable on arrears of taxes and assessments, to the collection and the remittance of school taxes, to the consolidation of taxes and assessments for collection purposes, to franchises and privileges in the streets and public places in the municipality and to openings and excavations, to the borrowing powers of the municipality, to the conditions and formalities of loans, to the reserve fund, to the issue of debentures, to the amounts due to the municipality and to the extension of the powers of the Recorder's Court, and for other purposes.

Montreal, 1st December, 1920.

BEAUBIEN, LAMARCHE & ANGERS,
4484-50-4 Attorneys for petitioner.

Public notice is hereby given that Henry-Edward-Alexander Rawlings and Walter-Thomas Rawlings, both of the city of Montreal, in their qualities of executors and trustees under the last will and testament of the late Edward Rawlings, in his lifetime of the city and district of Montreal, and Richard-Bois Scott of Montreal aforesaid, in his quality of curator duly appointed to the substitution created under the said last will and testament, will apply to the Legislature of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an act authorizing them to sell jointly with the executors and administrators of the late Dame Lucretia Carter, in her lifetime of Montreal aforesaid, wife and subsequently widow of the said late Edward Rawlings, the immovable property which formed part of and was comprised in the community of property which existed between the said late Edward Rawlings and the said late Dame Lucretia Carter, and for other purposes.

Montreal, December 8th, 1920.

DAVIDSON, WAINWRIGHT,
4510-50-4 ALEXANDER & ELDER,
Solicitors for applicants.

Public notice is hereby given that the Village of Little Metis will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending and revising, for municipal and school purposes, its charter: the act 60 Victoria, chapter 70 (1897), changing its name to that of "Village of Metis Beach", modifying the limits of its territory, placing the municipality partly under the provisions of the Municipal Code, fixing the dates and the mode of election of the mayor and councillors, granting and extending the right of expropriation within and without

tion, le maintien et l'approvisionnement d'un aqueduc, déterminant le mode d'expropriation, déclarant la municipalité propriétaire de certains biens meubles et immeubles, modifiant sa charte quant au rôle d'évaluation, l'imposition et la perception des taxes municipales et scolaires, les exemptions de taxes, l'intérêt exigible sur les arrérages de taxes, le pouvoir d'emprunt, l'émission d'obligations et les formalités s'y rattachant, la réglementation de certains négoce et industries l'octroi de permis, ses pouvoirs généraux de réglementation, et pour d'autres fins.

Village de Petit Métis, 6 décembre 1920.

Les procureurs de la pétitionnaire,
DESSAULLES, GARNEAU,
4531—50—4 DESY & LORRAIN.

La cité de Verdun donne avis qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, à sa prochaine session pour faire amender sa charte sur les sujets suivants, savoir :

Finances municipales, listes électorales, rôles d'évaluation et de cotisation et contestation des rôles, routes municipales, aqueduc, trottoirs, licences, taxes personnelles et immobilières, taxes d'eau, travaux municipaux et répartition de leur coût, règlements et mise en force de ces règlements, système d'éclairage et de pouvoir électrique, protection contre l'incendie, amélioration de la grève et répartition du coût des améliorations, organisation d'une Cour juvénile, expropriation, abolition des quartiers et déduction du nombre des échevins.

Montréal, 9 décembre 1920.

Les procureurs de la cité de Verdun,
4533—50—4 FAUTEUX & FAUTEUX.

Avis public est par le présent donné que la cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi modifiant et amendement sa charte, la loi 9 Edouard VII chapitre 86 et ses amendements, aux fins : 1. De définir autrement les qualifications pour être électeur municipal, et pour les charges de maire, d'échevin, et abolir la qualification foncière pour ses charges ; 2. De changer la date des élections générales du maire et des échevins, et prolonger le terme d'office du conseil actuel en conséquence ; 3. Changer les dispositions concernant : les assistants du secrétaire-trésorier, l'inspection du lait et de la crème et mieux pourvoir à leur conservation ; les dispositions concernant : la mise en force de la taxe spéciale pour construction d'aqueduc, la répartition du coût d'améliorations de la voirie, la préparation des rôles de perception de taxes, le mode d'élection du maire et des échevins pour adopter le système de représentation proportionnelle ; 4. D'autoriser : la nomination d'un seul estimateur, le paiement de la taxe foncière par versements, la confection de nouveaux rôles de taxes pour remplacer ceux annulables ou annulés pour cause d'irrégularités ou illégalités, l'acquisition par la ville de propriétés vendues pour taxes, des emprunts spéciaux pour améliorations diverses réparties spécialement, l'imposition de taxes d'affaires ou licences sur toute personne s'annonçant comme exerçant une profession, un métier, commerce ou autre moyen de profit dans la municipalité, l'installation de soupapes de sûreté automatiques sur les drains privés raccordés à l'égout public et la répartition du coût, la perception de droits d'entrée sur une partie du Parc Lasalle pour pourvoir à son embellissement et au maintien des attractions ; 5. Réglementer l'abattage des animaux ; 6. Confirmer les titres de la cité aux

its territory for the building, maintenance and supply of an aqueduct, determining the mode of expropriation, declaring the municipality proprietor of certain moveable and immoveable property, amending its charter as to the valuation roll, the levying and collecting of municipal and school taxes, the exemptions from taxation, the interest to be charged for arrears of taxes, the borrowing powers, the issue of debentures and formalities connected therewith, the regulating of certain trades and industries, the granting of permits, the general powers to pass by-laws, Village of Little Metis, 6th December, 1920. and for other purposes.

DESSAULLES, GARNEAU,
DESY & LORRAIN,
4532—50—4 Attorneys for petitioner.

The city of Verdun gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session for amendments to its charter on the following matters :

Municipal finances and administration thereof, electoral lists, valuation and assessments rolls and contestation thereof, municipal roads, water works, sidewalks, licences, real estate and personal taxes, water rates, municipal works and apportionment of the costs thereof, by-laws and the enforcement thereof, municipal lighting and power system, flood protection and river front improvement and the costs thereof, organization of a Juvenile Court, expropriation, reduction of number of aldermen and abolition of wards.

Montreal, 9th December, 1920.

FAUTEUX & FAUTEUX,
4534 Attorneys for the city of Verdun.

Public notice is hereby given that the city of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for the passing of an act modifying and amending its charter the Act 9 Edward VII, chapter 86 and its amendments or the purposes : 1. Of defining otherwise the qualifications for being a municipal elector and for the offices of mayor and alderman, and to abolish the property qualification for such offices ; 2. Of changing the date of the general elections for mayor and aldermen, and therefore to prolong the term of office of the present council, 3. Of changing the provisions respecting : the assistants of the secretary-treasurer, the inspection of milk and cream and to better provide for their keeping ; the provisions respecting : the putting into force of the special tax or construction of an aqueduct, the allotment of the cost of road improvements, the preparation of the tax collection roll, the mode of election of the mayor and aldermen to adopt the system of proportional representation ; 4. Of authorizing : the appointment of one valuator only, the payment of the property tax by instalments, the making of new assessment rolls to replace those that may be cancelled or cancelled through irregularities or illegalities, the acquisition by the city of property sold for taxes, special loans for various improvements specially allotted, the levying of business taxes or license on any persons making themselves known as carrying on a profession, trade, business or other means of profit within the municipality, the installation of automatic safety valves on private drains connected with the public sewer and the allotment of the cost, the collection of rights of entry to a part of Parc Lasalle to provide for its embellishment and maintenance of the attractions ; 5. Of regulating the slaughtering of animals ; 6. Of confirming the titles of the city to streets opened to the

rues ouvertes au public ; 7. Créer une commission du fonds d'amortissement ; 8. Soustraire de la dette de la ville dans l'application des articles 5776 et suivants S.R.Q., 1909, les montants empruntés pour la construction d'une usine de filtration ; 9. Abroger les dispositions de la charte devenues caduques, et pour autres fins.

Lachine, 7 décembre 1920.

Le procureur de la cité de Lachine,
4535-50-4 A.-S. PELLETIER.

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la ville d'Aylmer, pour l'adoption d'une loi revisant et refondant sa charte, amendement à son sujet les lois générales et spéciales, appliquant la loi des cités et des villes, concernant les sujets suivants : continuation des droits, pouvoirs, règlements, résolutions, ordonnances, actes, documents et droits déjà acquis ; quartiers de la cité ; composition des séances ; attributions du conseil et pouvoirs et réglementation ; élection et fonctions du maire et des échevins ; estimateur et rôle d'évaluation ; imposition des taxes et exemption de taxes ; emprunts et conventions avec les compagnies installées dans la ville et autres pouvoirs ; confection des travaux publics pour la réparation et l'amélioration des chemins existants ; la construction des trottoirs, services d'eau dans la municipalité, canaux d'égoûts et pouvoir au coût de ces travaux par emprunts remboursables par les propriétaires riverains ou autrement ; pouvoir de prélever certaines taxes spéciales ; confection du rôle d'évaluation.

Aylmer, le 7 décembre 1920.

Le procureur de la ville d'Aylmer,
4537-50-4 J.-WILFRID STE-MARIE.

Avis est par les présentes donné que la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, et la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'Economie), corporations légalement constituées, ayant leur siège social en la cité de Montréal, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, commençant le 11 janvier 1921, d'amender les différentes lois qui les régissent, afin d'obtenir de plus amples pouvoirs et spécialement aux fins suivantes :

1. Obtenir le pouvoir de placer les fonds de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'Economie) sur bons ou obligations émis par l'une ou l'autre des différentes provinces du Canada, ainsi que sur bons ou obligations émis par une corporation épiscopale ayant son siège social au Canada ;

2. Obtenir le pouvoir de créer des fonds de réserve ;

3. Préciser dans la charte de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'Economie) le mot "intérêt" de façon qu'il signifie le revenu net et le rendement effectif que la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'Economie) pourra retirer de ces placements, revenu net et rendement effectif qui pourront être partagés entre ses sociétaires ;

4. Accorder au conseil de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal le pouvoir de fixer par règlement la quotité des contributions payables par les sociétaires de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'Economie) et d'en déterminer les dates et les modes de paiement.

Montréal, 7 décembre 1920.

Les procureurs des requérants
4539-50-4 PERRAULT & RAYMOND.

public ; 7. Of creating a sinking und commission ; 8. Of withdrawing from the debt of the city in the application of articles 5776 and following R.S.Q., 1909, the amounts borrowed for the construction of a filtration plant. 9. Of repealing the provisions of the charter that have lapsed, and for other purposes.

Lachine, 7th December, 1920.

A.-S. PELLETIER,
4536-50-4 Attorney for the city of Lachine.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the town of Aylmer, for an act to revise its charter, to amend in its respect the general and special laws, making applicable thereto the cities and towns' Act respecting the following objects ; continuation of the rights, powers, by-laws, resolutions, ordinances, acts, documents and rights already acquired ; wards of the city ; composition of the sittings ; attributions of the council and powers and regulation ; election and functions of the mayor and aldermen ; valuers and valuation roll ; levying of taxes and exemption from taxes ; loans and agreements with companies established in the town and other powers ; the execution of public works for the repair and improvement of existing roads ; the building of sidewalks, water service in the municipality, sewers and provide for the cost of such works by loans redeemable by the reparation proprietors or otherwise ; power to levy certain special taxes ; the making of the valuation roll.

Aylmer, 7th December, 1920.

J.-WILFRID STE-MARIE,
4538-50-4 Attorney for the town of Aylmer

Notice is hereby given that the "Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal" and the "Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal" (Caisse Nationale d'Economie), bodies politic and corporate duly incorporated, having their head office in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, commencing on the 11th January, 1921, for an act to amend the various laws governing them so as to extend their powers and especially for the following purposes :

1. To obtain the power to invest the funds of the "Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal" (Caisse Nationale d'Economie) in bonds or debentures issued by any of the Canadian Provinces, and also in bonds or debentures issued by any Episcopal corporation having its head office in Canada ;

2. To obtain the power to create a reserve fund ;

3. To precise in the charter of the "Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal" (Caisse Nationale d'Economie) the word "interest" so that it will signify the net revenue and effective yield which the "Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal" (Caisse Nationale d'Economie) may derive from its investments, net revenue and effective yield that may be divided between its members ;

4. To grant to the council of the "Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal" the power to fix by by-law the quota of the contributions payable by the members of the "Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal" (Caisse Nationale d'Economie) and to determine the dates and modes of payment thereof.

Montreal, 7th December, 1920.

PERRAULT & RAYMOND,
4540-50-4 Attorneys for applicants.

PROVINCE DE QUEBEC.

Avis public est par le présent donné que "Les Prévoyants du Canada" demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la refonte de sa charte pour mieux définir ses pouvoirs, les amplifier et obtenir des pouvoirs additionnels aux fins suivantes :

1. Obtenir que la "loi des compagnies de Québec," 1920, et ses amendements, s'appliquent à la dite corporation ;
2. Obtenir le pouvoir d'établir un fonds de retraite, une caisse de remboursement et de fiducie ;
3. Obtenir l'autorisation d'aider et créer des œuvres philanthropiques, nationales et de colonisation ;
4. Autoriser le bureau de direction à charger un intérêt au lieu d'une amende aux sociétaires en retard dans leur paiement.

Québec, 9 décembre 1920.

Les procureurs dûment autorisés,
BELLEAU, BAILLARGEON,
4515—50-4 BELLEAU & BOULANGER.

Avis public est par les présentes donné que la Ville Montréal-Nord s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir une loi spéciale amendant sa charte et l'acte des cités et villes, à l'effet de pouvoir : (a) être autorisée à étendre son système d'aqueduc de façon à approvisionner d'eau tous ceux qui en font la demande, et à emprunter à cette fin ; (b) émettre des débetures pour les donner en paiement des obligations pouvant lui résulter et lui résultant de l'exécution des pouvoirs conférés par la loi 5, George V, chapitre 108, section 25 ; (c) emprunter par bons ou débetures pour le paiement de sa dette flottante, et pour autres fins.

Montréal, 7 décembre 1920.

Le sec.-trés.,
4521—50-4 J.-A. CADIEUX.

Avis public est par les présentes donné que "L'Union Saint-Joseph-de-Saint-Henri" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir une loi spéciale amendant les lois 58 Victoria, chapitre 79 et 6 George V, 1ère session, chapitre 85, de façon à pouvoir admettre au nombre de ses membres, les femmes généralement et les enfants des sociétaires ; émettre des certificats payables après un certain nombre d'années ou avec contributions mobiles ; accorder des certificats comportant prolongation du terme de l'assurance ; racheter les certificats des sociétaires ; obtenir certains pouvoirs concernant le paiement des bénéfices et indemnités et le placement des fonds de l'Union, et établissant l'insaisissabilité des sommes dues par l'Union à ses membres, la validité des paiements faits et la capacité des assurés quant à leur application, au paiement de leurs contributions et aux bénéfices reçus, et pour autres fins.

Montréal, 6 décembre 1920.

Le président,
ALBERT McCAUGHAN
Le secrétaire-trésorier,
4523—50-4 P.-G. POIRIER.

Avis public est par le présent donné que "La Corporation du comté de Laval" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet d'être autorisée à emprunter par bons, débetures ou autrement, pour un terme n'excédant pas quarante et un ans, avec intérêt au taux n'excédant pas six pour cent l'an, payable semi-

PROVINCE OF QUEBEC.

Public notice is hereby given that "Les Prévoyants du Canada" will ask the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to revise their charter, to define their powers, extend them and obtain additional powers for the following purposes :

1. To make the Quebec Companies Act, 1920, and amendments, applicable to their corporation ;
2. To secure the power of creating a *Caisse de retraite*, a repayment fund, and *Caisse de remboursement* and a Trust Fund ;
3. To obtain the authorization to assist and create philanthropic, national and colonization enterprises ;
4. To have their board of directors authorized to charge interest instead of a fine to members in arrear in their payments.

Quebec, 9th December, 1920.

BELLEAU, BAILLARGEON,
BELLEAU & BOULANGER,
4516—50-4 Attorneys duly authorized.

Public notice is hereby given that the "Town of Montreal North" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain a special act amending its charter and the cities and towns' act so as : (a) to be authorized to extend its waterworks system for to supply water to all those applying therefor, and to borrow for such purpose ; (b) to issue debentures to give in payment for obligations that may result and result from the execution of the powers conferred by the act 5 George 5, chapter 108, section 25 ; (c) to borrow through bonds or debentures for the payment of its floating debt, and for other purposes.

Montreal, 7th December, 1920.

J.-A. CADIEUX,
4522—50-4 Sec.-Treas.

Public notice is hereby given that "L'Union Saint-Joseph-de-Saint-Henri" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session to obtain a special act amending the Acts 58 Victoria, chapter 79, and 6 George V, 1st session, chapter 85, so as to be able to admit among its members, the women generally and children of the associates ; to issue certificates payable after a certain number of years or with unfixed contributions ; to grant certificates permitting the prolongation of the term of insurance ; to redeem the certificates of the members ; to obtain certain powers respecting the payment of benefits and indemnities and the investment of the funds of l'Union, and establishing the exemption from seizure of the amounts due by L'Union to its members, the validity of the payments made and the capacity of the insured as to their application, the payment of their contributions and the benefits received, and for other purposes.

Montreal, 6th December, 1920.

ALBERT McCAUGHAN,
President,
P. G. POIRIER,
4524—50-4 Sec. Treas.

Public notice is hereby given that the Corporation of the county of Laval will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to be empowered to borrow on bonds, debentures or otherwise, for a term not exceeding forty one years, with interest at a rate not exceeding six per cent per annum, payable semi annually, the sum of fifty thousand dollars,

annuellement, la somme de cinquante mille piastres pour payer sa dette flottante, et une autre somme n'excédant pas dix mille piastres pour pourvoir à l'érection d'un bureau d'enregistrement et bureau pour les fins du conseil de comté, avec un coffre fort en métal ou une voûte à l'épreuve du feu pour la conservation des livres, papiers et actes de bureau, et pourvoir à l'achat ou à l'expropriation du terrain convenable pour l'ériger, tel édifice devant être situé dans la division d'enregistrement pour le comté de Laval, et pour faire contribuer toutes les corporations et municipalités situées dans les limites de la même division d'enregistrement et assujettir les immeubles des contribuables de ces municipalités au paiement des capitaux et intérêts des emprunts ci-dessus mentionnés; et pour faire statuer que toutes les corporations et municipalités situées dans les limites du territoire de l'île de Jésus et dans la division d'enregistrement pour le comté de Laval feront partie de la corporation et de la municipalité du comté de Laval pour être régies par le Code municipal de Québec et être assujetties au paiement de toutes les taxes générales et spéciales pour les fins du conseil de comté seulement, nonobstant toutes lois à ce contraire.

Sainte-Rose, 7 décembre 1920.

Le procureur de la corporation du

comté de Laval,
4519—50-4 HORMISDAS PELLETIER.

Le curé et les marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de Très-Saint-Sacrement, Lachine, donnent avis qu'à la prochaine session de la Législature, ils demanderont l'adoption d'une loi pour les constituer en corporation, sous le nom de "Syndics de la paroisse de Très-Saint-Sacrement (Lachine), autoriser lesdits syndics à prélever une cotisation sur tous les immeubles appartenant à des catholiques romains ou à des compagnies, sociétés par actions, ou corporations, dont la majorité en valeur des actionnaires seront des catholiques romains, et autres fins.

Montréal, le 7 décembre 1920.

LE CURÉ ET LES MARGUILLIERS DE L'ŒUVRE ET
FABRIQUE DE TRÈS SAINT-SACREMENT, LACHINE.

par J.-E. PROVOST,
4525—50-4 Ptre curé.

Avis est par les présentes donné que Charles-A. Pratt, de la ville de Longueuil, Marie-Louise-Evelina Pratt, de la cité de Montréal, veuve de feu Joseph-Gustave Laviolette, Marie-Angelina-Virginie Pratt, de la cité de Montréal, veuve de feu Georges Matthews, et Aloysia Pratt, de la cité de Montréal, épouse de P.-F. Woodcock, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous héritiers de la succession de feu John Pratt, en son vivant marchand, de la cité de Montréal, s'adresseront au parlement de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi relative à la dite succession de feu John Pratt, et amendement la loi 51-52 Victoria chap. 127, et la loi 1 Edouard VII, chap. 94, tel qu'amendée par la loi 7 Edouard VII, chap. 137, par la loi 1 George V, chap. 114, et par la loi 4 George V, chap. 133, afin de faire augmenter les rentes qui leur sont payées par ladite succession, en vertu du testament dudit feu John Pratt, et en vertu desdites lois et pour, autres fins.

Montréal, 7 décembre 1920.

Les procureurs des requérants,
GEOFFRION, GEOFFRION
4527—50-4 & PRUD'HOMME.

to pay its floating debt, and another sum not exceeding ten thousand dollars to provide for the erection of a registry office and an office for the council with safety vault for the safekeeping of the books, papers and deeds of the office, provide to the purchase or expropriation of a suitable piece of land for their erection, such building to be situated in the registration division for the county of Laval, and assess all the corporations and municipalities situated within the limits of the said registration division and subject the immoveables of the ratepayers of the said municipalities to the payment of the capital and interests of the aforesaid loans; to enact that all the corporations and municipalities situated within the territory of Ile de Jesus and the registration division for the county of Laval shall form part of the corporation and of the municipality of the county of Laval to be governed by the Municipal Code of Quebec, and to subject them to the payment of all general and special taxes for county, council purposes only, notwithstanding any laws to the contrary.

Sainte-Rose, 7th December, 1920.

HORMISDAS PELLETIER,
Attorney for the corporation of the county
4520—50-4 of Laval.

The curé and churchwardens of l'Œuvre et Fabrique de Très-Saint-Sacrement, Lachine, give notice that at the next session of the Legislature, they will apply for the passing of an act to incorporate them, under the name of "Syndics de la paroisse de Très-Saint-Sacrement (Lachine), to authorize the said syndics to levy an assessment on all the immoveables belonging to Roman Catholics or to companies, firms or corporations of which the majority in value of the shareholders will be Roman Catholics, and other purposes.

Montreal, 7th December, 1920.

THE CURÉ AND CHURCHWARDENS OF L'ŒUVRE
ET FABRIQUE DE TRÈS SAINT-SACREMENT,
LACHINE.

by J.-E. PROVOST,
4526—50-4 Priest Curé.

Notice is hereby given that Charles A.-Pratt, of the town of Longueuil, Marie-Louise Pratt, of the city of Montreal, widow of the late Joseph-Gustave Laviolette, Marie-Angelina-Virginie Pratt, of the city of Montreal, widow of the late Georges Matthews, and Aloysia Pratt, of the city of Montreal, wife of P.-F. Woodcock, of the same place, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, all heirs to the estate of the late John Pratt, in his lifetime merchant, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act respecting the said estate of the late John Pratt, and amending the act 51-52 Victoria chap. 127, and the act 1 Edward VII, chap. 94 as amended by the act 7 Edward VII, chap. 137, by the act 1 George V, chap. 114 and by the act 4 George V, chap. 133, so as to increase the rents paid to them by the said estate, by virtue of the will of the said late John Pratt and under the said acts, and for other purposes.

Montreal, 7th December, 1920.

GEOFFRION, GEOFFRION
& PRUD'HOMME,
4528—50-4 Attorneys for applicants.

Avis est par les présentes donné, que le "Club Winchester" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte amendant sa charte, aux fins d'annuler son capital-actions et de lui donner le pouvoir, entre autres choses, d'acquérir et posséder des immeubles, les hypothéquer, vendre ou transporter, émettre des bons garantis sur ses immeubles, et de faire toutes choses requises pour la mise en opération du club.

Montréal, 30 novembre 1920.

Les procureurs du requérant,
ST-GERMAIN, GUERIN
4475-50-4 & RAYMOND.

AVIS DE PETITION

A la prochaine session des chambres Législatives de Québec, Louis Chabot, étudiant en droit, de la ville de Shawinigan Falls, district de Trois-Rivières, par ses procureurs soussignés, présentera une pétition pour autoriser le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen oral seulement.

Les procureurs du requérant,
PELISSIER, WILSON
4477-50-4 & SAINT-PIERRE.

Avis est par les présentes donné que la ville de Montréal-Est s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant la loi la constituant en corporation de ville, pour les fins suivantes :

Procédures et formalités pour l'adoption et l'approbation des règlements par les électeurs ; pourvoir aux paires de la ville et au remboursement d'une créance à la succession Ouimet, emprunts et avances en anticipation de la perception des taxes ; hypothèques consenties à la ville et leur mainlevée ; échange ou modification des garanties données par ses créanciers ; appel des rôles d'évaluation et conditions préalables à cet appel ; qualification des électeurs et des échevins ; organisation ; territoire et toutes autres fins de nature à assurer la paix, l'ordre, le bon gouvernement, le bien-être général et l'amélioration de la municipalité.

LA VILLE DE MONTREAL-EST.
Le secrétaire-trésorier,
4479-50-5 J.-EMERY CODERRE.

Avis est aux présentes donné au public que la Commission scolaire protestante de la cité de Montréal sollicitera de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi à l'effet d'augmenter les taux du rôle d'évaluation des protestants relativement à ladite taxe scolaire du total actuel de sept dixièmes jusqu'à un total de dix-dixièmes d'une piastre d'après la valeur cotisée, ce total devant être reparté comme suit par le trésorier de la cité :

Deux dixièmes pour la taxe spéciale d'intérêt et fonds d'amortissement prélevé sous l'autorité de la loi de la Législature 9 Edouard VII, chapitre 38.

Huit dixièmes pour la taxe générale d'entretien des écoles.

Montréal, 9 décembre 1920.

Les avocats des requérants,
GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
4545-50-4 & LANGUEDOC.

Avis est par les présentes donné que les Syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi, (nommés conformément à la loi 9, Georges V, chapitre 139), s'adresseront à la Législature

Notice is hereby given that "The Winchester Club" will, at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, apply for an act amending its charter, in order to annul its capital-stock and give it power, among other things, to acquire and hold real estate and the same to hypothecate, sell or transfer, to issue bonds secur on its real estate and to do all such things as are requisite for the carrying on of the club.

Montreal, 30th November, 1920.

St-GERMAIN, GUERIN
& RAYMOND,
4476-50-4 Attorneys for applicant.

NOTICE OF PETITION

At the next sitting of the Legislative Assembly of Quebec, Louis Chabot, law student, of the town of Shawinigan Falls, in the district of Three Rivers, shall, by the undersigned, his attorneys, place a petition entitling the Bar of the Province of Quebec to admit him, after oral examination only, as one of its members.

PELISSIER, WILSON
& SAINT-PIERRE,
4478-50-4 Attorneys for the petitioner

Notice is hereby given that the town of Montreal East will present a petition to the Legislature of Quebec, at its next session, asking for the adoption of a law amending the law constituting the city as a body politic and corporate for the following ends :

Proceedings and formalities for the adoption and approval of by-laws by the electors ; maintenance of parks of the city and the re-payment of a debt to the Ouimet estate ; borrowings and advances against the collection of taxes ; hypothecs executed by the city and their discharge ; exchange or modification of guarantees given by its creditors ; appeal from the valuation roll and conditions precedent to this appeal ; qualification of electors and aldermen ; organization ; boundaries and all other means of a nature for the securing of peace, order, good government, general well-being and amelioration of the municipality.

THE TOWN OF MONTREAL EAST.
J.-EMERY CODERRE,
4480-50-4 Secretary-Treasurer.

Public notice is hereby given that the Protestant board of school commissioners of the city of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session, for the passing of an act for an increase in the rates of the Protestant panel of the said school tax from the total of seven mills as at present to a total of mills on the dollar of the assessed valuation, the total of seven mills as at present to a total of such total to be apportioned by the city treasurer as follows :

Two mills to the special tax for interest and sinking fund purposes levied under the act of the Legislature 9 Edward VII, chapter 38.

Eight mills to the general tax for the maintenance of the schools.

Montreal, 9th December, 1920.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
& LANGUEDOC,
4546-50-4 Solicitors for applicants.

Notice is hereby given that the "Syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier-de-Chicoutimi" (appointed according to the law 9, George V, chapter 139), will apply to the Legislature of

de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant ladite loi 9 Georges V, chapitre 139 :

a. Confirmant l'élection desdits syndics, et continuant leurs pouvoirs ;

b. Ratifiant une cession faite et consentie par la corporation épiscopale catholique romaine de Chicoutimi à l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi ;

c. Ratifiant les divers actes de cotisations imposées par ces syndics ;

d. Les autorisant à en imposer d'autres, et à faire tous les emprunts nécessaires, ratifiant ceux qui ont déjà été faits ;

e. Les autorisant à contracter certains emprunts et à prendre toutes les mesures nécessaires pour compléter tous les travaux de construction de la cathédrale de Chicoutimi, et

f. Leur donnant le droit de reviser et compléter tous les ans les divers actes de cotisations, et

g. Demandant tous autres pouvoirs nécessaires aux fins ci-dessus, et aux fins visées par ladite loi 9, Georges V, chapitre 139, en autant qu'il n'y aura pas été dérogé par la loi amendée.

Québec, 6 décembre 1920.

Pour les pétitionnaires,
(Signé) JOS. SIROIS, N. P.,
4481—50-4 de Sirois & Sirois.

Province de Québec, district de Beauharnois, cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Salaberry-de-Valleyfield s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi ratifiant un arrangement passé entre le conseil de la cité de Salaberry-de-Valleyfield et la compagnie "Montreal Cotton, Limited", selon les termes du règlement No 286 du conseil de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, pourvoyant à l'approvisionnement par ladite compagnie, d'énergie électrique à la cité de Salaberry-de-Valleyfield, en considération d'une commutation de taxes accordée par le conseil de la cité à la dite compagnie.

Salaberry-de-Valleyfield, ce vingt-unième jour de décembre mil neuf cent vingt.

Le greffier de ladite cité,
4759—53-4 L.-JOS. BOYER.

Avis public est donné par Olivier Campeau, de Montréal, ancien chef de police, qu'à la prochaine session de la législature de Québec, lors de l'étude du bill de la cité de Montréal, il demandera l'adoption d'un amendement à la charte de la cité, lui assurant une pension ou rente viagère, et pour d'autres fins.

Montréal, 21 décembre 1920.
4761—53-4 OLIVIER CAMPEAU.

Avis public est donné que John-Joseph Barry, ancien secrétaire du département et de la commission de police de Montréal, et ancien sous-rédacteur du "Bulletin Municipal", qu'à la prochaine session de la Législature de Québec, lors de l'étude du bill de la cité de Montréal, il demandera l'amendement de la loi 62 Victoria, chapitre 58, telle qu'amendée, de façon à lui assurer une pension, et pour d'autres fins.

Montréal, 21 décembre 1920.
4763—53-4 JOHN-JOSEPH BARRY.

Quebec, at its next session, for the adoption of a law amending said law 9 George V, chapter 139, and :

a. Confirming the election of said syndics and extending their powers ;

b. Ratifying an assignment made and granted by the Roman Catholic Episcopal Corporation of Chicoutimi to the churchwardens of the parish of Saint-François-Xavier de Chicoutimi ;

c. Ratifying different assessment rolls imposed by these syndics ;

d. Authorizing them to impose others and to contract loans, ratifying the loans which have already been contracted ;

e. Authorizing them to contract certain loans and to take the necessary measures to complete all the construction works of the Chicoutimi Cathedral ;

f. Giving them the right to revise and complete every year the different assessments rolls and

g. Asking any other powers necessary to the above ends and to the ends which said law 9, George V, chapter 139, had in view, in so far as no derogation to it will have been introduced by the proposed bill.

Quebec, 6th December, 1920.

For the petitioners,
JOS. SIROIS, N. P.,
4482—50-4 of Sirois & Sirois.

Province of Quebec, district of Beauharnois, city of Salaberry-de-Valleyfield.

Public notice is hereby given that the city of Salaberry-de-Valleyfield will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an act to ratify an agreement made between the council of the city of Salaberry-de-Valleyfield and the company "Montreal Cotton, Limited", according to the by-law No. 286 of the council of the city of Salaberry-de-Valleyfield, by which the company provide electric power to the city in consideration of a tax commutation granted by the council.

Salaberry-de-Valleyfield, this twenty first day of December, one thousand nine hundred and twenty.

The clerk of the city,
4760—53-4 L.-JOS. BOYER.

Public notice is hereby given that Olivier Campeau, of Montreal, former chief of police, will apply to the Legislature of Quebec, at its coming session, when the city of Montreal bill is under consideration, for the passing of an amendment granting to him a life pension, and for other purposes.

Montreal, 21st December, 1920.
4762—53-4 OLIVIER CAMPEAU.

Public notice is given that John-Joseph Barry, former secretary of the Police Department and Police Commission of Montreal, and former assistant editor of the "Municipal Bulletin", will apply at the coming session of the Legislature of Quebec, when the bill of the city of Montreal is under consideration for an amendment to the act 62 Victoria, chapter 58, as amended, so as to secure a life pension to him and for other purposes.

Montreal, 21st December, 1920.
4764—53-4 JOHN-JOSEPH BARRY.

Avis public est donné par Thomas-Arthur Gauthier, de Montréal, ex-premier assistant-greffier de la Cour du recorder, qu'à la prochaine session de la Législature de Québec, lors de l'étude du bill de la cité de Montréal, il demandera l'adoption d'un amendement à la charte de la cité, lui assurant une pension ou rente viagère, et pour d'autres fins.

Montréal, 23 décembre 1920.

THOMAS-ARTHUR GAUTHIER.

4773—53-4

Public notice is hereby given that Thomas-Arthur Gauthier, of Montreal, farmer, first deputy clerk of the Recorder's Court, will apply to the Legislature of Quebec, at its coming session, when the city of Montreal bill is under consideration, for the passing of an amendment granting to him a life pension, and for other purposes.

Montreal, 23rd December, 1920.

THOMAS-ARTHUR GAUTHIER.

4774—53-4

Avis est par les présentes donné que monsieur Jean *alias* Johnny Bouchard, cultivateur, et monsieur l'abbé Joseph Tremblay, prêtre, tous deux de Chicoutimi, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, et demanderont l'adoption d'une loi ratifiant et déclarant obligatoire, pour les parties et les appelés à une substitution créée par acte de donation de feu Raphael Bouchard audit Jean *alias* Johnny Bouchard, le cinquième jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-six, devant M^{re} Jean Gagné, notaire, à Chicoutimi, sous le numéro 5477 de ses minutes, la vente, par ledit Jean *alias* Johnny Bouchard audit abbé Joseph Tremblay, devant M^{re} Georges St-Pierre, notaire, à Chicoutimi, le 19 décembre 1920, sous le numéro 15925 de ses minutes, d'une ferme formée des lots numéros soixante-huit et soixante-neuf (68 et 69) du rang sud-ouest du cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi.

Québec, 27 décembre 1920.

Les procureurs des pétitionnaires,

4777—53-4 LAPOINTE & ROCHETTE.

Public notice is hereby given that Mr. Jean *alias* Johnny Bouchard, farmer, and the Reverend Joseph Tremblay, priest, both of Chicoutimi, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to ratify a deed of sale by said Jean *alias* Johnny Bouchard to said Reverend Joseph Tremblay, priest, before Georges St-Pierre, notary, Chicoutimi, the 19th of December, 1920, under the number 15925 of its minutes, of a farm formed by lots Nos. sixty eight and sixty nine (68 and 69) range south-west of the official cadastre for the parish of Chicoutimi, and declaring such deed of sale binding for the parties thereto and for the substitutes to a substitution created by a deed of donation by the late Raphael Bouchard to said Jean *alias* Johnny Bouchard, on the 5th of July, 1886, before Jean Gagné, notary, Chicoutimi, under the number 5477 of its minutes.

Quebec, 27th December, 1920.

LAPOINTE & ROCHETTE,

4778—53-

Attorneys for the petitioners.

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la Législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte d'incorporation ; pour demander d'être autorisée à emprunter une somme de \$876,000 pour payer le coût de travaux permanents dans les rues et places publiques de la cité, pour l'érection d'un dispensaire ; pour travaux permanents pour le département de l'aqueduc ; pour payer l'échange sur l'emprunt de \$2,125,000 pour payer le découvert de la Commission de l'exposition ; pour abroger la disposition de sa charte concernant les dommages causés par les émeutes ; pour définir les pouvoirs du recorder de la cité de Québec ; pour amender la loi concernant la publication des règlements du conseil, dans les journaux ; pour souscrire un montant comme aide à l'Université Laval ; pour faire ratifier par le lieutenant-gouverneur en conseil toute émission de débentures dans certains cas ; pour étendre le délai pour le rapport du trésorier au ministre des affaires municipales ; pour autoriser la négociation d'un emprunt à renouveler dans les six mois précédent ledit renouvellement ; pour exempter de la taxe personnelle toute personne âgée de plus de 65 ans ; pour autoriser l'emploi d'une somme de \$12,000. déjà empruntée, pour travaux permanents dans la cité ; pour augmenter le salaire du maire et donner un salaire annuel aux échevins ; pour faire l'inspection annuelle des manufactures, magasins et théâtres pour la prévention des incendies ; pour la division du quartier Saint-Sauveur en deux quartiers ; pour valider certains procédés du Conseil ; pour faire disparaître les clauses concernant les exemptions de taxes ; pour exiger des compagnies d'assurance contre le feu un état annuel des montants payés pour feu et des montants reçus en primes ; pour établir un système d'assurance municipale contre le feu ; pour régler la vente des terrains vacants ou bâtis appartenant

Public notice is hereby given that the city of Quebec will apply to the Legislature of this Province, at its next session to obtain certain amendments to its charter of incorporation ; to ask authorization to borrow a sum of \$876,000.00 to pay for the cost of permanent works in the streets and public places of the city ; for the erection of a dispensary ; for permanent works for the waterworks department ; to pay the change or discounts on the loan of \$2,125,000.00 ; to pay the overdrawn account of the exhibition commission ; to cancel the clause of the charter concerning damages caused by riots ; to better define the powers of the Recorder of the city of Quebec ; to amend the law concerning the publication in the news papers of the by-laws of the council ; to subscribe a certain sum to help Laval University ; to obtain ratification by the Lieutenant-Governor in Council of the issue of debentures in certain cases ; to extend the delay for the transmission of the report of the city treasurer to the minister of the municipal affairs ; to authorize the negotiation of a loan to be renewed within the six months preceeding the said renewal ; to exempt from the personal tax all persons being over sixty-five years of age ; to authorize the employment of a sum of \$12,000.00 already borrowed for permanent works in the city ; to increase the salary of the mayor and to pay an annual salary to the aldermen ; to have an inspection made annually of manufactures, stores and theatres for the prevention of fires ; to divide Saint-Sauveur ward into two wards ; to validate certain procedures of the Council ; to wipe out the clauses concerning exemptions of taxes ; to compel fire insurance companies to supply to the city each year a statement of the amount paid by them for fire and of the amount received by them in premiums ; to establish a system of municipal insurance against fire ; to regulate the sale of lots of land whether vacant or built upon

à la cité ; pour autoriser de construire au-dessus d'un passage public entre la rue Saint-Paul et la rue Sous-le-Cap ; pour annexer à la cité une partie de la municipalité de Sillery et de la municipalité de Notre-Dame-des-Anges ; pour autoriser les cotiseurs à dresser un rôle d'évaluation pour tous les immeubles, ledit rôle contenant les taxes foncières sur lesdits immeubles, et dresser, de plus, un rôle de perception pour toutes les autres taxes, et pour autres fins.

Par ordre,
Le greffier de la cité de Québec,
H.-J.-B. CHOUINARD.

Québec, 28 décembre 1920. 4801—53-4

Avis est par les présentes donné que Alfred-Octave Fages et John-Archibald Fages, tous deux de la cité de Montréal, présenteront à la Législature, à sa prochaine session, un bill les autorisant à procéder de leur vivant au partage de leur part indivise des biens substitués, dont ils ont actuellement la jouissance.

Québec, 29 décembre 1920.

Les avocats des pétitionnaires,
4811—53-4 DEMERS & DEMERS.

Avis est par les présentes donné que la cité de Montréal s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, la loi 62 Victoria, chapitre 58, et aux différentes lois qui l'amendent, savoir :

1. Expropriations annuelles ;
2. Délai additionnel pour remplir certaines obligations imposées par les lois d'annexion de certaines municipalités ;
3. Surtaxe sur les compagnies de services d'utilité publique ;
4. Ratification de différents actes de vente d'immeubles par la cité de Montréal ;
5. Taxes spéciales pour représentations, exhibitions et spectacles sur les terrains ouverts au public, sur agents financiers, commerçants d'animaux, exhibitions de boxe, pompes à gazoline, numéros de licences.

Par ordre,
Le greffier de la cité,
RENE BAUSET.

Bureau du greffier de la cité,
Hôtel de ville, Montréal, 24 décembre 1920.
4793—53-4

Avis public est, par les présentes, donné par, et de la part de la Commission de la charte de la cité de Montréal, sous l'empire de la loi 10 Geo. V, chapitre 56, section 21, que conformément aux dispositions de ladite loi, elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi ou charte pour la cité de Montréal, contenant toutes les dispositions nécessaires pour assurer la paix, l'ordre et le bon gouvernement de ladite cité par les contribuables, et pour consolider et amender, en autant que cela peut être nécessaire ou opportun, la loi 62 Victoria, chapitre 58, et tous ses amendements, et pour d'autres fins.

Montréal, 24 novembre 1920.

Commission de la charte de Montréal.

Le président,
H. LAPORTE.

Le secrétaire,
RENE BAUSET.

4795—53-4

belonging to the city ; to authorize the city to build over a public thoroughfare between Saint-Paul street and Sous-le-Cap street ; to annex to the city a portion of the municipality of Sillery and a portion of the municipality of Notre-Dame-des-Anges ; to authorize the assessors to prepare a valuation roll of all immoveable property, said roll containing the assessment tax on said immoveable properties and moreover to prepare another roll of perception for all other taxes, and for other purposes.

By order,

H. J. B. CHOUINARD,
City clerk of Quebec.

Quebec, 28th December, 1920. 4802—53-4

Public notice is hereby given that Alfred Octave Fages and John-Archibald Fages, both of the city of Montreal, will present at the next session of the Quebec Legislature, a bill authorizing them to proceed to the division of their undivided share of the entailed estate, the possession of which they are now enjoying.

Quebec, 29th December, 1920.

DEMERS & DEMERS,
4812—53-4 Attorneys for plaintiffs.

Public notice is hereby given that the city of Montreal will apply to the Legislature of Quebec at its next session, for amendments to its charter the act 62 Victoria, chapter 58, and to the different acts amending the same, namely :

1. Annual expropriations ;
2. Additional delay for the fulfilment of certain obligations imposed by the acts providing for the annexation of certain municipalities ;
3. Surtax on public utility companies ;
4. Ratification of different deeds of sale of immoveables by the city of Montreal ;
5. Special taxes for performances, and shows on lots of land open to the public, on financial agents, cattle dealers ; boxing exhibitions ; gazoline pumps ; license numbers.

By order,

RENE BAUSET,
City clerk.

City clerk's office, City Hall.
Montreal, 24th December, 1920. 4794—53-4

Public notice is hereby given by and on behalf of the "Montreal charter Commission", a commission constituted by virtue of the act 10 George V, chapter 86, section 21, that in terms of said act it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passage of an act of charter for the city of Montreal, containing all necessary provisions for assuring the peace and order of the said city and its good government by the ratepayers, and in so far as necessary or desirable consolidating and amending the act 62 Victoria chapter 58, and all acts amending the same, and for other purposes.

Montreal, 24th November, 1920.

Montreal Charter Commission.

H. LAPORTE,
President.

RENE BAUSET,
Secretary.

4796—53-4

Département du trésor

Treasury Department

Avis est par le présent donné qu'un permis a été accordé à "La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la municipalité de la paroisse de Saint-Eustache", en vertu de l'article 6870 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909 (4 Geo. V, ch. 54, s. 1) pour transiger les affaires d'assurance mutuelle contre le feu sur les bâtiments situés sur tout bien-fonds imposable dans la municipalité de Saint-Eustache, comté de Deux-Montagnes, dans la province de Québec, ainsi que les grains, foin, fourrages et autres articles contenus dans lesdits bâtiments.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-deuxième jour de décembre 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

F.-L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 4767—53-2

Notice is hereby given that a license has been issued to "La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la municipalité de la paroisse de Saint-Eustache", pursuant to article 6870 of the Revised Statutes of the Province of Québec, 1909 (4 Geo. V, chap. 54, s. 1) for the transaction, of the business of mutual insurance against fire on buildings situated upon all taxable property in the municipality of Saint-Eustache, county of Two Mountains, in the Province of Québec, as well as any grain, hay, fodder and other articles contained in such buildings.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Québec, 1909, this twenty second day of December, 1920.

For the Treasurer of the Province of Québec.

F.-L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec. 4768—53-2

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 6864. Dame Marie Roy, épouse commune en biens de Joseph Drapeau, journalier, de la ville de Saint-Germain-de-Rimouski, dit district, dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre ledit Joseph Drapeau, défendeur.

Rimouski, 9 décembre 1920.

Les procureurs de la demanderesse,

ASSELIN, ASSELIN & SIMARD.

4765—53-5

Province of Québec, district of Rimouski, Superior Court, No. 6864. Dame Marie Roy, wife common as to property of Joseph Drapeau, laborer, of the town of Saint-Germain-de-Rimouski, said district, duly authorized to *ester en justice*, has instituted, this day, an action for separation as to property against the said Joseph Drapeau, defendant.

Rimouski, 9th December, 1920.

ASSELIN, ASSELIN & SIMARD,

Attorneys for plaintiff.

4766—53-5

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 2568.

Dame Mae Maguire, de Québec, épouse de Henry Bogue, agent de manufactures, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Henry Bogue, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 22ième jour de décembre 1920.

Québec, 27 décembre 1920.

Les procureurs de la demanderesse,

FRANCŒUR, VIEN & LARUE.

4775—53-5

Canada, Province of Québec, district of Québec, Superior Court, No. 2568.

Dame Mae Maguire, of Québec, wife of Henry Bogue, manufacturers' agent, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Henry Bogue, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 22nd day of December, 1920.

Québec, 27th December, 1920.

FRANCŒUR, VIEN & LARUE,

Attorneys for plaintiff.

4776—53-5

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 2420.

Dame Elmière Beaucage, de Charlesbourg, épouse commune en biens de Louis Burque, ci-devant de Charlesbourg et actuellement dans les états-unis d'Amérique, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Louis Burque, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

Québec, 21 décembre 1920.

Les procureurs de la demanderesse,

GALPEAULT, ST-LAURENT,

4817—53-5 GAGNÉ, METAYER & DEVLIN.

Canada, Province of Québec, district of Québec, Superior Court, No. 2420.

Dame Elmière Beaucage, of Charlesbourg, wife common as to property of Louis Burque, heretofore of Charlesbourg, and presently in the United States of America, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Louis Burque, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

Québec, 21st December, 1920.

GALPEAULT, ST-LAURENT,

GAGNÉ, METAYER & DEVLIN,

Attorneys for plaintiff.

4818—53-5

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 3238.

Dame Augustine Lemay, épouse commune en biens de Joseph Cauchon, tous deux de Saint-Marc-des-Carrières, dûment autorisée à ester en justice par ordonnance de Cour, demanderesse ; vs ledit Joseph Cauchon, de Saint-Marc-des-Carrières, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le premier jour d'octobre mil neuf cent vingt.

Québec, 20 décembre 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
4693—52-5 BEDARD & FLYNN.

Province de Québec, district de Saint-François, No 846. Dans la Cour supérieure.

Dame Fidelia Lessard, du village de Dixville, dit district, épouse de No mand Morin, du même lieu, journalier, dûment autorisée, a intenté une action en séparation de biens contre ledit Normand Morin, le dixième jour de décembre courant 1920.

Le procureur de la demanderesse,
4573—51-5 W.-L. SHURTLEFF.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No. 1069. Dame Eliza Lafrance, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Chartrand, boulanger, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Joseph Chartrand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre ledit défendeur.

Montréal, 9 décembre 1920.

Les avocats de la demanderesse.
4591—51-5 MONTY & DURANLEAU.

Province de Québec, district de Joliette, Cour supérieure, No 8951.

Dame Maria Bédard, épouse commune en biens de Joseph Martel, cultivateur, de la paroisse de Saint-Lin, dans le district de Joliette, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Joseph Martel, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 2 décembre 1920 par la demanderesse contre le défendeur.

L'avocat de la demanderesse,
4611—51-5 ULRIC BOURGEOIS.

District de Montréal, Cour supérieure, No 2673.

Dame Adelina Baulne, épouse commune en biens de Alfred Pickering, des cité et district de Montréal, a institué une action en séparation de biens contre son mari, le 14 décembre 1920.

Le procureur de la demanderesse,
WILFRID BESSETTE.
Montréal, 14 décembre 1920. 4613—51-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2499.

Dame Emma Baron, épouse commune en biens de André-U. Martineau, journalier, du village de Saint-Vincent-de-Paul, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit André-U. Martineau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 18 novembre 1920.

Montréal, le 6 décembre 1920.
Le procureur de la demanderesse,
4425 CHARLEMAGNE RODIER.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 3238.

Dame Augustine Lemay, wife common as to property of Joseph Cauchon, both of Saint-Marc-des-Carrières, duly authorized to *ester en justice*, by ordinance of the Court, plaintiff ; vs Joseph Cauchon, of Saint-Marc-des-Carrières, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the first day of October, one thousand nine hundred and twenty. Quebec, 20th December, 1920.

BEDARD & FLYNN,
4694—52-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Saint Francis, No. 846. In the Superior Court.

Dame Fidelia Lessard, of the village of Dixville, in said district, wife of Normand Morin, of the same place, laborer, duly authorize, has instituted an action in separation as to property against the said Normand Morin, on the tenth day of December instant 1920.

W.-L. SHURTLEFF,
4574—51-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1069.

Dame Eliza Lafrance, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Chartrand, baker, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Joseph Chartrand, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, against the said defendant. Montreal, 9th December, 1920.

MONTY & DURANLEAU,
4592—51-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court, No 8951.

Dame Maria Bédard, wife common as to property of Joseph Martel, farmer, of the parish of Saint-Lin, district of Joliette, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Joseph Martel, defendant.

An action for separation as to property has been instituted on the 2nd day of December, 1920, by the plaintiff against the defendant.

ULRIC BOURGEOIS,
4612—51-5 Attorney for plaintiff.

District of Montreal, Superior Court, No. 2673.

Dame Adelina Baulne, wife common as to property of Alfred Pickering, of the city and district of Montreal, has instituted an action for separation as to property against her husband, on the 14th of December, 1920.

WILFRID BESSETTE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 14th December, 1920. 4614—51-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2499.

Dame Emma Baron, wife common as to property of André-U. Martineau, laborer, of the village of Saint-Vincent-de-Paul, district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs said André-U. Martineau, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 18th of November, 1920.

Montreal, 6th December, 1920.
CHARLEMAGNE RODIER,
4426 Attorney for the plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 773.

Dame Aline Pelton, de Montréal, épouse de Edmond-Joseph Clermont, architecte, de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Edmond-Joseph Clermont, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 30 novembre 1920.

Montréal, 2 décembre 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
4427-50-5 ARCHAMBAULT &
MARCOTTE.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 773. Dame Aline Pelton, from Montreal, wife of Edmond-Joseph Clermont, architect, of the same place, duly authorized to take suit, plaintiff; vs said Edmond-Joseph Clermont, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this cause on the 30th of November, 1920.

Montreal, 2nd December, 1920.

ARCHAMBAULT & MARCOTTE,
4428-50-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Hull, Cour supérieure.

Dame Lythia Jeanvennes, épouse commune en biens de Anatole Barbeau, cultivateur, du canton de Wakefield, district de Hull, demanderesse; vs Anatole Barbeau, cultivateur, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le troisième jour de décembre 1920.

Hull, 3 décembre 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
4487-50-5 DEVLIN & STE. MARIE.

Canada, Province of Quebec, district of Hull, Superior Court.

Dame Lythia Jeanvennes, wife common as to property of Anatole Barbeau, farmer, of the township of Wakefield, district of Hull, plaintiff; vs Anatole Barbeau, farmer, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 3rd of December, 1920.

DEVLIN & STE. MARIE,
4488-50-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, No 5211.

Dame Alma Bilodeau, épouse de Aurèle Nadeau, cultivateur, de Sainte-Rose, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Aurèle Nadeau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19 novembre courant.

Saint-Joseph, Beauce, 24 novembre 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
TALBOT, BEAUDOIN & BOULIANNE.
4263-49-5

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 5211.

Dame Alma Bilodeau, wife of Aurèle Nadeau, farmer, of Sainte-Rose, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Aurèle Nadeau, defendant.

An action in separation of property has been instituted in this cause on the 19th day of November instant.

Saint-Joseph, Beauce, 24th November, 1920.

TALBOT, BEAUDOIN & BOULIANNE,
4264-49-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 5031. Dame Violet-Maud-Wornall, de la cité de Verdun, district de Montréal, épouse commune en biens de William-George Porter, dessinateur, du même lieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari.

Montréal, 1er décembre 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
PARISEAULT, ARCHAMBAULT &
4357-49-5 BRUCHESI.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 5031. Dame Violet-Maud-Wornall, of the city of Verdun, district of Montreal, wife common as to property of William-George Porter, draughtsman, of the same place, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband.

Montreal, 1st December, 1920.

PARISEAULT, ARCHAMBEAULT &
4358-49-5 BRUCHESI,
Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 683.

Dame Céline Garon, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Zacharie Allaire, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs ledit Zacharie Allaire, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 27 octobre 1920.

Sherbrooke, 25 novembre 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
4281-49-5 O'BREADY & PANNETON.

Province of Quebec, district of Saint Francis, in the Superior Court, No. 683.

Dame Céline Garon, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Zacharie Allaire, farmer, of the same place, plaintiff; vs Zacharie Allaire, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis.

An action in separation of property has been instituted in this cause on the 27th day of October, 1920.

Sherbrooke, 25th November, 1920.

O'BREADY & PANNETON,
4282-49-5 Attorneys for plaintiff.

Actions en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district de Montréal,
Cour supérieure, No 2673.

Dame Arthémise Jacques dit Drouin, épouse
commune en biens de Charles Pelletier, journalier,
de Saint-Sulpice, district de Montréal, dûment
autorisée à ester en justice, a intenté une action
en séparation de corps et de biens en cette cause,
le 10 décembre courant 1920.

Montréal, 10 décembre 1920.

Le procureur de la demanderesse,
4549—51-5 J.-P. LANCTOT.

Canada, province de Québec, district des Trois-
Rivières, Cour supérieure, No 334.

Dame Marie-Anne Perron, de la cité et du
district des Trois-Rivières, épouse commune en
biens de Wellie Nault, autrefois de la cité des
Trois-Rivières et actuellement de la ville de La
Tuque, judiciairement autorisée à ester en jus-
tice, demanderesse; vs Wellie Nault, autrefois
de la cité des Trois-Rivières et maintenant de
la ville de La Tuque, district des Trois-Rivières,
défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens
a été instituée en cette cause le 13 novembre
1920.

Trois-Rivières, 3 décembre 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
4407—50-5 DESILETS & FORTIER.

Dans la Cour supérieure, pour la province de
Québec, dans le district de Saint-François, No.
792.

Dame Winnie-Bell Herring, épouse commune
en biens de George-Jason May, du canton d'Eaton,
dans le district de Saint-François, pour les fins
des présentes dûment autorisée à ester en justice,
demanderesse; George-Jason May, du canton
d'Eaton, dans le district de Saint-François, défen-
deur.

Une action en séparation de corps et de biens a,
ce jour, été instituée en cette cause.

Ce 23ième jour de novembre 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
4331—49-5 FRASER, RUGG &
MIGNAULT.

Actions for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Montreal,
Superior Court, No. 2673.

Dame Arthémise Jacques dit Drouin, wife
common as to property of Charles Pelletier,
laborer, of Saint-Sulpice, district of Montreal,
duly authorized to ester in justice, has instituted
an action for separation as to bed and board
against her said husband in this cause, on the
10th of December instant, 1920.

Montreal, 10th December, 1920.

J.-P. LANCTOT,
Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Three
Rivers, Superior Court, No. 334.

Dame Marie-Anne Perron, of the city and dis-
trict of Three Rivers wife common as to pro-
perty of Wellie Nault, formerly of the city of
Three Rivers, and presently of the town of La
Tuque, judicially authorized to ester in justice,
plaintiff; vs Wellie Nault, formerly of the city
of Three Rivers and now of the town of La Tuque,
district of Three Rivers, defendant.

An action for separation as to bed and board
and property has been instituted in this cause on
the 13th November, 1920.

Three Rivers, 3rd December, 1920.

DESILETS & FORTIER,
Attorneys for plaintiff.

Superior Court, for the Province of Quebec, in
the district of Saint Francis, No. 792.

Dame Winnie-Bell Herring, wife common as to
property of George-Jason May, of the township
of Eaton, in the district of Saint Francis, for the
purposes hereof duly authorized to ester in justice,
plaintiff; vs George-Jason May, of the said town-
ship of Eaton, in the district of Saint Francis,
defendant.

An action for separation from bed and board
has, this day, been instituted.

23rd November, 1920.

FRASER, RUGG & MIGNAULT,
4332—49-5 Attorneys for plaintiff.

Avis divers

Avis est par les présentes donné que le lieuten-
ant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministé-
riel portant le numéro 2336 et approuvé le
15 décembre 1920, a autorisé le "Baby Welfare
Committee" à changer son nom en celui de
"Child Welfare Association of Montreal", nom
sous lequel l'association sera, à l'avenir, connu.

L'avocat honoraire,
4683—52-2 J.-J. CREELMAN, C. R.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Lieutenant
Governor in Council, by an Order-in-Council
bearing the number 2336 and approved on 15th
December, 1920, has authorized the name of
"Baby Welfare Committee" to be changed to
"Child Welfare Association of Montreal", by
which name the association will, in future, be
known.

J.-J. CREELMAN, K.C.
Honorarv solicitor.

ELECTION : Etat des dépenses

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières.

Je, soussigné, Pierre-Napoléon Ferron, médecin, de la paroisse de Saint-Barnabé, dans le comté de Saint-Maurice, district des Trois-Rivières, étant assermenté déclare et dis :

Que ce qui suit est un état fidèle et exact des dépenses encourues par Léonide-Nestor-Arthur Ricard, notaire, de la ville de Shawenegan Falls, pour son élection comme député à la Législature de Québec, pour la division de Saint-Maurice, le dix-neuf octobre mil neuf cent vingt.

Liste et copies des listes électorales.	\$ 141.66
Voiturages.....	243.00
Impressions.....	46.75
Téléphone.....	27.65
Pension.....	27.00
Timbres de poste.....	5.00

Total.....\$ 491.06

Que au meilleur de ma connaissance je ne connais aucune autre dépense que celles ci-haut mentionnées.

Et j'ai signé,

l'agent d'élection,

P.-N. FERRON.

Assermenté devant moi, à Saint-Barnabé, ce treizième jour de décembre mil neuf cent vingt.

Le commissaire de la Cour supérieure,
district des Trois-Rivières,

A.-A. GELINAS.

Publié par le soussigné,

L'officier rapporteur pour le district
électoral de Saint-Maurice,
J.-AD. PROVENCHER.

4785

ELECTION : Statement of costs

Canada, province of Quebec, district of Three Rivers.

I, the undersigned, Pierre-Napoléon Ferron, physician, of the parish of Saint-Barnabé, in the county of Saint-Maurice, district of Three Rivers, being sworn declare and say :

That the following is a true and exact statement of the expenses incurred by Léonide-Nestor-Arthur Ricard, notary, of the town of Shawenegan Falls, for his election as member of the Quebec Legislature for the Saint-Maurice division, on the nineteenth October, one thousand nine hundred and twenty.

Voters' lists and copies.....	\$ 141.66
Carriage hire.....	243.00
Printing.....	46.75
Telephone.....	27.65
Hotel Bills.....	27.00
Postage.....	5.00

Total.....\$ 491.06

That to the best of my knowledge, I know of no other expenses than those above mentioned

And I have signed.

P.-M. FERRON,

Election agent.

Sworn before me, at Saint-Barnabé, this thirteenth day of December, one thousand nine hundred and twenty.

A.-A. GELINAS,

Commissioner of the Superior Court,
district of Three Rivers.

J.-AD. PROVENCHER,

Returning officer for the electoral
district of Saint-Maurice.

Faillite—avis de

Dans l'affaire du Cercle ouvrier de la Tuque, Qué., en dissolution.

Aux créanciers et associés dudit cercle en dissolution.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge Cannon en date du 24 décembre 1920, les soussignés ont été nommés liquidateurs, conformément à l'article 1896A du Code civil.

Les créanciers sont requis de nous produire leurs réclamations, dûment assermentées, dans les trente jours de cette date.

Québec, 27 décembre 1920.

Les liquidateurs,
LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux : 147 Côte de la Montagne,
Edifice Bossé, Québec.

4797

Province de Québec, district des Trois-Rivières
Re : La Compagnie électrique de Louiseville, limitée, Louiseville, P. Q., en liquidation volontaire.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à notre bureau le ou après le 14 janvier 1921.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

Les liquidateurs.
F.-R. VINET.
P.-H. DUFRESNE.

Bâtisse Banque Nationale,
99, rue Saint-Jacques.
Montréal, le 30 décembre 1920.

4799

Bankrupt notices

In the matter of Le Cercle Ouvrier, of La Tuque, in dissolution.

To the creditors and members of the said society in dissolution.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Honourable Judge Cannon dated 24th December, 1920, the undersigned have been appointed liquidators, according to the article 1896A of the Civil Code.

The creditors of the said society are requested to file us their claims, duly sworn to, within thirty days from this date.

Québec, 27th December, 1920.

LEFAIVRE & GAGNON.

Liquidators.

Offices : 147 Mountain Hill,
(Bossé building) Québec.

4798

Province of Quebec, district of Three Rivers.
Re : La Compagnie électrique de Louiseville, limitée, Louiseville, P. Q., in voluntary liquidation.

A 1st and final dividend has been prepared and will be payable at our office on or after the 15th January, 1921.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned

F.-R. VINET,
P. H. DUFRESNE,

Liquidators.

Banque Nationale building,
99 Saint James street.
Montreal, 30th December, 1920.

4800

Liquidation—Avis de

Avis est par le présent donné que la "Société Saint-Jean-Baptiste de Farnham, Qué.", société de secours mutuels incorporée en vertu de la loi 48 Victoria, chapitre 53, se propose de liquider ses affaires, et qu'à partir du 18 janvier 1921, elle ne prendra plus de nouveaux contrats et n'assumera plus de nouvelles responsabilités, et qu'elle a l'intention de nommer M. Alphonse Desautels, de Farnham, Qué., liquidateur, en vertu des dispositions de l'article 7063 R. S. P. Q., 1909, à une assemblée générale des membres de la dite société, qui sera tenue le même jour à la salle Saint-Jean-Baptiste, No 279 rue Principale, Farnham, Qué.

Donné à Farnham, dans le comté de Missisquoi, dans la province de Québec, ce quatorzième jour de décembre 1920.

Le secrétaire de la société,
4681—52-2 A. CHAMPIGNY.

Winding up Notice

Notice is hereby given that the "Société Saint-Jean-Baptiste, de Farnham, Que.", a mutual benefit association incorporated in virtue of act 48 Victoria, chapter 53, intends to liquidate its business, and that from the 18th day of January, 1921, it will cease to take new contracts and assume new responsibilities, and that it is its intention to appoint Mr. Alphonse Desautels, of the town of Farnham, Que., as liquidator, in virtue of article 7063 R. S. P. Q., 1909, at a general meeting of the members of the said association, which will be held on the same day at Saint-Jean-Baptiste Hall, No. 279, Main street, Farnham, Que.

Given at Farnham, in the county of Missisquoi, in the Province of Quebec, this 14th day of December, 1920.

A. CHAMPIGNY,
4682—52-2 Secretary for the association.

Minutes de notaire

Québec, 21 décembre 1920.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. J.-Alfred Pouliot, notaire, résidant et pratiquant en la cité de Québec, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, repertoire et index de feu Louis Savard, en son vivant notaire, du même lieu, et actuellement en la possession du notaire Charles Morin, qui en est devenu cessionnaire en vertu d'un arrêté en Conseil en date du 3 octobre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
4721—52-5 C.-J. SIMARD.

Notarial Minutes

Quebec, 21st December, 1920.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant Governor in Council, by Mr. J.-Alfred Pouliot, notary, residing and practicing in the city of Quebec, whereby he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Louis Savard, in his lifetime notary, of the same place, and presently in the possession of the notary Louis Morin, to whom they have been transferred under an Order in Council dated the 3rd October, 1918.

C.-J. SIMARD,
4722—52-5 Assistant Provincial Secretary.

Ordre de Cour

Canada, province de Québec, district de Saint-François, dans la Cour supérieure, No 637.

Le vingt-troisième jour de décembre 1920.

Présent : Son honneur M. le juge Globensky.

Agence Mercantile de l'Est, Limited, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, demanderesse ;

vs

Alphonse Fafard, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, défendeur ;

&

Fred. Parkin, du canton d'Ascot, district de Saint-François, cultivateur, opposant.

La Cour sur la motion de l'opposant :

Vu l'allégation d'insolvabilité du défendeur en cette cause ;

Ordonne aux créanciers de la défenderesse, quine l'ont pas encore fait, de produire, leurs réclamations au greffe du protonotaire de la Cour supérieure du district de Saint-François, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent ordre, dans la *Gazette officielle de*

Rule of Court

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, In the Superior Court, No. 637.

The twenty third day of December, 1920.

Present : His Lordship Mr. Justice Globensky.

Agence Mercantile de l'Est, Limited, body politic and corporate having its chief place of business, in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, plaintiff ;

vs

Alphonse Fafard, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, defendant ;

&

Fred. Parkin, of the Ascot township, district of Saint Francis, farmer, Opposant.

The Court on motion by opposant :

That in as much as there is allegation of defendant's insolvency in this cause ;

Doth order the creditors of defendant, who may not yet have filed their claims, to do so in the office of the prothonotary of the Superior Court for the district of Saint Francis, within fifteen days from the date of the first insertion of this order in the *Quebec Official Gazette*, accord-

Québec, aux termes des articles 673 et 674 du Code de procédure civile. Le tout avec dépens.
(Signé) ARTHUR GLOBENSKY,
J.C.S.

Vraie copie :

ART. LAGUEUX,
Dép. P.C.S. 4823-53-2

ing to articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure. The whole with costs.

(Signed) ARTHUR GLOBENSKY,
J.C.S.

A true copy,

ART. LAGUEUX,
Dep. P.S.C. 4824-53-2

Soumissions

Province de Québec, ville de Kénogami.

Avis public est par le présent donné que la ville de Kénogami demande des soumissions écrites pour la vente de \$80,000. obligations par coupures de \$100 et \$500 dont 175 de \$100. et 125 de \$500 portant intérêt à 6% payables à Kénogami; Québec & Montréal, daté du 1er décembre 1920 remboursables le 1er décembre 1925.

Les soumissions devront comprendre le coût de l'impression des obligations et l'intérêt couru sur ces obligations jusqu'à la date de leur livraison.

Un chèque accepté représentant 1% du total de l'émission devra accompagner chaque soumission.

La corporation ne s'engage à accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ces soumissions seront prises en considération par le Conseil de la ville à sa séance qui sera tenue mardi, le 10 janvier mil neuf cent vingt-un à 8 heures P. M. ou à ses ajournements.

Les soumissions devront être déposées entre les mains du secrétaire-trésorier avant 5 heures P. M., le 10 janvier 1921.

4809 Le secrétaire-trésorier,
A. ROCHE.

Avis public est par le présent donné que la ville de Laval-sur-le-Lac recevra jusqu'à deux heures P.M., samedi, le 8 janvier prochain, au bureau du soussigné, des soumissions cachetées et marquées "Soumissions pour débetures", pour ces débetures au montant de \$60,000.00, émises en vertu du règlement No 16, approuvé par le lieutenant-gouverneur en Conseil.

Ces débetures sont datées du 1er novembre 1920, et sont rachetables par séries jusqu'au 1er novembre 1950, à la Banque Provinciale du Canada, à Montréal et à Québec, et portent intérêt à 6% payable aux mêmes endroits, les premiers mai et novembre de chaque année suivant leurs dates d'échéances respectives; elles sont par dénominations de \$100.00 et \$500.00, comportent cent obligations de chacune de ces deux dénominations.

Des soumissions seront aussi acceptées pour une période de cinq ans, au choix du soumissionnaire.

Un chèque accepté représentant 5% du montant de l'émission, soit \$3,000.00, devra accompagner chaque soumission, lequel chèque sera remis au soumissionnaire dont l'offre sera acceptée qu'après l'exécution du contrat.

Ni la plus haute ni la plus basse soumission sera acceptée, et toutes les soumissions devront spécifier si le prix offert est pour la série de trente ans ou pour la série de cinq ans, aussi bien s'il comprend ou non les intérêts accrus au moment de la date de la livraison des obligations.

Ces soumissions seront soumises à la considération du conseil à une séance qui sera tenue le même jour à deux heures P.M.

Donné à Laval-sur-le-Lac, ce 24 décembre 1920.

4755 Le secrétaire-trésorier,
HORACE GOHIER.

Tenders

Province of Quebec, town of Kenogami.

Written tenders will be received by the town of Kenogami for the sale of \$80,000 of bonds in denominations of \$100 and \$500, there being 175 of \$100 and 125 of \$500, bearing interest at 6% payable at Kenogami, Quebec and Montreal, dated the 1st December, 1920, redeemable the 1st December, 1925.

The tenders must include the cost of the printing of the bonds and accrued interest on the bonds up to the date of their delivery.

An accepted cheque equal to 1% of the total issue must accompany each tender.

The lowest or any tender not necessarily accepted by the corporation.

These tenders will be taken into consideration by the Council of the town, at its sitting to be held on Tuesday, the 10th January, one thousand nine hundred and twenty one, at 8 o'clock P. M. or adjournments thereof.

The tenders must be in the hands of the secretary-treasurer before 5 o'clock P. M., the 10th January, 1921.

4810 A. ROCHE,
Secretary Treasurer.

Public notice is hereby given that the town of Laval-sur-le-Lac will receive until two o'clock P.M., on Saturday, the 8th January next, at the office of the undersigned, tenders sealed and endorse as follows: "Tenders for Debentures" for debentures at the amount of \$60,000.00, issued in virtue of its by-law No. 16, approved by the Lieutenant-Governor in Council.

These debentures are dated November 1st, 1920, and are redeemable by series until November 1st, 1950, at la Banque Provinciale du Canada, in Montreal and Quebec, and bearing interest at 6% per annum, payable at the same places, on May and November 1st of each year, according to their respective date of expiration; they are by denominations of \$100.00 and \$500.00, comprising one hundred obligations of each one of these two denominations.

Tenders will also be accepted for a period of five years, at tenderer's choice.

Tenders must be accompanied by a certified cheque equal to 5% of the issue, representing \$3,000.00, which will be given back to the tenderer whose tender is accepted only after his contract is fulfilled.

None of the tenders will be necessarily accepted, and every tender must specify whether the price offered is for the thirty years or for the five years' series, and whether it includes or not the accrued interest on the bonds at the time of their delivery.

Tenders will be considered at a public sitting of the council which will be held on the same day, at two o'clock, P.M.

Given at Laval-sur-le-Lac, this 24th day of December, 1920.

4756 HORACE GOHIER,
Secretary-Treasurer.

Vente par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3578.

Avis public est aux présentes donné que, par jugement de la Cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 1er avril 1920, dans une cause dans laquelle Fred-Leo Powers, de la cité et du district de Montréal, estimateur de réclamations, est demandeur; et Patrick-Albert Powers, Thomas Chambers et Henri Labrecque, en sa qualité de tuteur *ad hoc* à l'enfant mineur, Willie Chambers; Annie-Henrietta Powers, fille majeure; Patrick Malone et Jeremiah McCarthy, ce dernier en sa qualité de tuteur *ad hoc* à Mary-Agnès, enfant mineure de feu Mary Isabella Powers, tous de la cité et du district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles décrits comme suit, à savoir :

Deux lopins de terre situés et ayant front sur la rue Charlevoix, dans la cité de Montréal, connus et désignés sous le numéros soixante-six et soixante-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf (66 et 67—3399) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec toutes les bâtisses dessus construites. Lesdits immeubles susmentionnés seront mis à l'enchère et adjugés au plus haut et dernier enchérisseur à la séance de la Cour supérieure, dans la division de pratique d'icelle, au Palais de justice de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de JANVIER 1921, à DIX HEURES ET DEMIE de l'avant-midi, par ordre de la Cour, sujets aux charges, causes et conditions portées au cahier des charges, et que toutes oppositions à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à l'encontre de ladite licitation doivent être produites au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour susmentionné pour la vente et l'adjudication; et que toute opposition à fin de conserver doit être produite dans les 6 jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de produire lesdites oppositions dans les délais prescrits aux présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, le 21 décembre 1920.

Les procureurs du demandeur,
4743—52-2 WALSH & WALSH.

Sale by licitation

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3578.

Public notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, on 1st April, 1920, in a cause in which Fred-Leo Powers, of the city and district of Montreal, claim investigator, is plaintiff; and Patrick-Albert Powers, Thomas Chambers and Henri Labrecque, in his quality as tutor *ad hoc* to minor child, Willie Chambers; Annie-Henrietta Powers, spinster of full age; Patrick Malone and Jeremiah McCarthy, the latter in his quality as tutor *ad hoc* to Mary Agnes, minor child of the late Mary-Isabella Powers, all of the city and district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit :

Two lots of land situated and fronting on Charlevoix street, at the city of Montreal, and known and designated as numbers sixty-six and sixty-seven of the official subdivision of the original lot number three thousand three hundred and ninety nine (66 and 67-3399) of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with all the buildings thereon erected. The said immoveables above mentioned will be put up to action and adjudged to the highest and last bidder at the sitting of the Superior Court, in the practice division thereof, in the Court House, at Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of JANUARY, 1921, at HALF PAST TEN in the forenoon by order of the Court subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court and all oppositions *à fin d'annuler*, *à fin de charge* or *à fin de distraire* to the said licitation must be deposited in the office of the prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as above mentioned for the sale and adjudication; and every opposition *à fin de conserver* must be deposited within 6 days after the adjudication, and in default by the parties to file said oppositions within the delays prescribed by these presents, they shall be foreclosed from doing so.

Montreal, 21st December, 1920.

WALSH & WALSH,
4744—52-2 Attorneys for plaintiff.

VENTE PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Arthabaska, à savoir : } DAME VITALINE
No 653. } DUROCHER,
demanderesse; vs WILFRID JODOIN, défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

Une portion de terre située en la paroisse de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, au village de Carmel, au 8e rang du canton de Wendover, contenant 193 pieds de largeur sur 296 pieds de pro-

SHERIFF'S SALE ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.
Arthabaska, to wit : } DAME VITALINE
No. 653. } DUROCHER,
plaintiff; vs WILFRID JODOIN, defendant.

As belonging to said defendant :

A piece of land situated in the parish of Notre-Dame-du-Bon-Conseil, in the village of Carmel, in the 8th range of the township of Wendover, containing 193 feet in width by 296 feet in depth, English measurement; bounded in front by the

fondeur, mesure anglaise; tenant en front au chemin public entre Wendover & Simpson et des autres trois côtés par M. Foucault; ladite portion de terre étant la partie sus-désignée du lot No 306 du cadastre officiel dudit canton de Wendover—avec bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, le QUATRIÈME jour de FEVRIER prochain (1921) à MIDI.

Bureau du shérif.

Le shérif,

J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 27 décembre 1920.

[Première publication, 31 décembre 1920]

4791—53-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Québec.

Arthabaska, à savoir : } **BENJAMIN DE-**
No 1189. } **MERS,** deman-
deur ; vs ERNEST BOISSONNEAU, défendeur.
Comme appartenant au défendeur.

Une terre connue et désignée comme étant le lot No 10 du cadastre officiel fait pour le 6e rang du canton de Nelson, comté de Mégantic, contenant environ deux cents acres en superficie ; bornée au nord-est par le lot No 9 et au sud-ouest par le lot No 11, qui tous deux appartiennent au Révd curé Houde, sur la profondeur du rang six—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anastasia-de-Nelson, le DOUZIÈME jour de JANVIER prochain (1921), à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 3 décembre 1920.

[Première publication, 11 décembre 1920]

4433—50-2

public road between Wendover & Simpson and on the three other sides by Mr. Foucault; the said piece of land being the above designated part of lot No 306 of the official plan and book of reference of the said township of Wendover—with buildings.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-du-Bon-Conseil, on the FOURTH day of FEBRUARY next (1921), at TWELVE o'clock noon.

Sheriff's office.

J.-E. GIROUARD,

Sheriff.

Arthabaska, 27th December, 1920.

[First publication, 31st December, 1920]

4792—53-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.

Arthabaska, to wit : } **BENJAMIN DE-**
No. 1189. } **MERS,** plaintiff;
vs ERNEST BOISSONNEAU, defendant.

As belonging to said defendant:

A piece of land known and designated as being the lot No 10 of the official plan and book of reference made for the 6th range of the township of Nelson, in the county of Mégantic, containing about 200 acres in superficies ; bounded on the north east side by lot No. 9 and on the south west side by lot No. 11, which both lots belonging to the Revd. Mr. Houde, parish priest, upon the depth of the 6th range—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Anastasia de Nelson, on the TWELFTH day of JANUARY next (1921), at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

J.-E. GIROUARD,

Sheriff.

Arthabaska, 3rd December, 1920.

[First publication, 11th December, 1920]

4434—50-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **THOMAS DROUIN,**
No 5075. } demandeur ; contre
AUGUSTIN ROY ET AL, défendeurs.

1. Un certain terrain ou emplacement, à détacher de la terre du bailleur, située en la paroisse de L'Enfant-Jésus-de-Beauce, par le côté nord-est de la rivière Chaudière, portant le numéro sept cent soixante et dix (part. 770) du cadastre officiel de Saint-Joseph-de-Beauce, contenant ledit emplacement quarante-cinq pieds de front, sur cent quatorze pieds de profondeur, le tout mesure anglaise; borné en front au sud-ouest à la rue Royal, en arrière au terrain du chemin de fer "Le Québec Central", joignant au sud-est à trois pieds de l'emplacement de M. Alphonse Cliche et au nord-ouest à l'emplacement d'Augustin Roy—avec maisons et bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; à la charge d'une rente annuelle foncière de \$10.00, selon bail à rente devant Mtre Gosselin, enregistré ;

2. Un certain terrain ou emplacement situé à l'Enfant-Jésus, Beauce, côté sud-ouest de la rivière Chaudière étant et faisant partie du numéro quinze du cadastre officiel de Saint-Joseph, maintenant de l'Enfant-Jésus, étant de quarante-cinq pieds de front sur deux cent trente-sept pieds de profondeur du côté nord-ouest

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **THOMAS DROUIN,**
No. 5075. } plaintiff ; against
AUGUSTIN ROY ET AL, defendants.

1. A certain lot of land or emplacement, to be detached from the land of the lessor, situate in the parish of L'Enfant-Jésus-de-Beauce, by the northeast side of the Chaudière River, bearing the number seven hundred and seventy (part. 770) of the official cadastre of Saint-Joseph-de-Beauce, containing forty five feet in front by one hundred and fourteen feet in depth, the whole English measure ; bounded in front to the southwest by Royal street, in rear by the land of the Quebec Central Railway, on the south east at a distance of three feet from the emplacement of Alphonse Cliche and on the northwest by the emplacement of Augustin Roy—with the houses and buildings thereon erected, circumstances and dependencies—subject to an annual ground rent of \$10.00, as per lease before Mtre Gosselin, registered ;

2. A certain lot of land or emplacement situate at L'Enfant-Jésus-de-Beauce, southeast side of the Chaudière River, being and forming part of the number fifteen of the official cadastre of Saint-Joseph, now L'Enfant-Jésus, measuring forty five feet in front by two hundred and thirty seven feet in depth, on the north-west side on the

BEAUCE

à la ligne de Lucipe Grondin et deux cent trente-trois pieds et demi du côté sud-est à la ligne de Noel Jacques et de Thomas Vachon ; borné comme suit : du côté nord-est à l'ancien chemin appartenant à Joseph-P. Nadeau, du côté sud-est à Thomas Vachon et Noel Jacques, du côté sud-ouest à Joseph-P. Nadeau, côté nord-ouest à Lucipe Grondin, formant une superficie de 10,575 pds—avec maisons et bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ; sujet à une rente foncière annuelle de \$14.50 audit M. Nadeau et selon ledit acte.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de l'Enfant-Jésus, le ONZE JANVIER prochain 1921, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

GUSTAVE GARANT.

Saint-Joseph, Beauce, 1er décembre 1920.

[Première publication, 11 décembre 1920]

4435—50-2

line of Lucipe Grondin and two hundred and thirty three feet and a half on the southeast side on the line of Noel Jacques and Thomas Vachon ; bounded as follows : on the northeast side by the old road belonging to Joseph-P. Nadeau, on the southeast side by Thomas Vachon and Noel Jacques, on the south west side by Joseph-P. Nadeau and on the northwest side by Lucipe Grondin, making an area of 10,575 feet—with the houses and buildings thereon erected—circumstances and dependencies. Subject to an annual ground rent of \$14.50 to the said Mr. Nadeau as per deed.

To be sold at the church door of the parish of L'Enfant-Jésus, on the ELEVENTH day of JANUARY next, 1921, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff.

Saint-Joseph, Beauce, 1st December, 1920.

[First publication, 11th December, 1920]

4436—50-2

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Saint-Jean, à savoir : } EGBERT-G. MAHON
No 4280. } demandeur ; contre
AIME BEDARD, de la cité de Montréal, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur :

Un emplacement situé dans le village de Saint-Rémi, dans le comté de Napierville, contenant soixante-dix pieds de largeur, mesure française, sur un arpent de profondeur environ, tel qu'il est actuellement clôturé, étant une partie du lot connu et désigné sous le numéro un, (partie No 1), sur les plan et livre de renvoi officiels dudit village de Saint-Rémi ; borné en front par la rue Notre-Dame, en arrière au nord-ouest, et d'un côté au nord-est par partie dudit lot numéro un (ptie No 1), et d'autre côté au sud-ouest par le lot numéro trois, appartenant à Charles Crête—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Rémi, dans le district d'Iberville, le HUITIEME jour de FEVRIER prochain (1921), à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

ARTHUR LASNIER.

Saint-Jean, 27 décembre 1920.

[Première publication, 31 décembre 1920]

4813—53-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Saint John's, to wit : } EGBERT-G. MAHON,
No. 4280. } plaintiff ; against
AIME BEDARD, of the city of Montreal, defendant.

Seized as belonging to said defendant :

An emplacement situate in the village of Saint-Rémi, in the county of Napierville, containing seventy feet in width, French measure, by one arpent in depth or thereabouts, as presently fenced in, being part of the lot known and designated under the number one (Pt. No. 1) on the official plan and book of reference of said village of Saint-Rémi ; bounded in front by Notre-Dame street, in rear to the northwest and on one side to northeast by part of the said lot number one (Pt. No. 1) and on the other side, to the southwest, by the lot number three, belonging to Charles Crête—with the buildings thereon.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Rémi, in the district of Iberville, on the EIGHTH day of FEBRUARY next (1921), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

ARTHUR LASNIER,

Sheriff.

Saint John's, 27th December, 1920.

[First publication, 31st December, 1920]

4814—53-2

JOLIETTE

Dans la Cour Supérieure.

Province de Québec,

District de Joliette.

No 8872.

} ROY-O. CAMP-
BELL, deman-
deur ; vs DAME

OLIVE BRISSON ET VIR, défendeurs.

Une terre située en la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, dans le neuvième rang du Sablé, connue sous le numéro deux cent quatre-vingt-neuf (299) du cadastre officiel pour ladite paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue le MARDI, le PREMIER jour du mois de FEVRIER 1921, à la porte de

In the Superior Court.

Province of Quebec,

District of Joliette.

No. 8872.

} ROY-O. CAMP-
BELL, plain-
tiff ; vs DAME

OLIVE BRISSON ET VIR, defendants.

A land situate in the parish of Saint-Gabriel-de-Brandon, in the ninth range of Sablé, known under the number two hundred and ninety nine (299) of the official cadastre for the said parish of Saint-Gabriel-de-Brandon—with the buildings thereon.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint-Gabriel-de-Brandon, in the

l'église paroissiale de ladite paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, dans le district de Joliette, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
GEORGE DES ROCHES.

Bureau du shérif, ce 27 décembre 1920.
[Première publication, 31 décembre 1920]
4805—53-2

district of Joliette, at ONE o'clock in the afternoon.

GOERGE DES ROCHES,
Sheriff.

Sheriff's office, 27th December, 1920.
[First publication, 31st December, 1920]
4806—53-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LA CITÉ DE LACHINE, corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires dans la cité de Lachine, district de Montréal, demanderesse ; contre JOSEPH-ALBERT-PIERRE DESCARRIES, défendeur.

1. De la partie est du lot No 6 de la subdivision officielle du lot 1B des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, mesurant 22 pds et 6 pes de largeur par 99 pds et 2 pes de profondeur dans la ligne ouest et 99 pds et 5 pes dans la ligne est, formant une superficie d'environ 2230 pds; borné en front par la rue Broadway, en arrière vers le sud par le lot No 1 B-11 desdits plan et livre de renvoi, d'un côté vers l'est par le lot 1 B-7 desdits plan et livre de renvoi et de l'autre côté vers l'ouest par le résidu du lot 1 B-6—sans bâtisse ;

2. Du lot No 7 de la subdivision officielle dudit lot No 1-B des plan et livre de renvoi de la ville de Lachine, dans le comté Jacques-Cartier; borné en front au nord par la rue Broadway, d'un côté vers l'est par la 44ème avenue, au sud par le lot No 11 de la subdivision du lot 1-B et à l'ouest par le lot No 6 de la subdivision du lot 1-B—sans bâtisse.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 7 décembre 1920. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 11 décembre 1920]
4497—50-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } THOMAS DUCHARME, notaire, des cité et district de Montréal, demandeur ; vs JOSEPH-ISIDORE LANGLOIS, des cité et district de Montréal, défendeur.

Un lot de terre connu et désigné sous le No 303, de la subdivision officielle du lot numéro vingt-neuf (29) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, ayant front sur la rue Duquesne.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.
Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 7 décembre 1920. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 11 décembre 1920]
4501—50-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE CITY OF LACHINE, a body politic and corporate, having its place of business in the city of Lachine, district of Montreal, plaintiff ; against JOSEPH ALBERT PIERRE DESCARRIES, defendant.

1. The east part of the lot No. 6 of the official subdivision of the lot 1B of the official plan and book of reference of the town of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, measuring 22 ft and 6 inches in width by 99 ft and 2 inches in depth in the west line and 99 ft and 5 inches in the east line, forming a superficies of about 2230 ft ; bounded in front by Broadway street, in rear towards the south by the lot 1 B-11 of said plan and book of reference, on one side towards the east by the lot 1 B-7 of said plan and book of reference and on the other side by the residue of the lot 1 B-6—without building ;

2. The lot No. 7 of the official subdivision of said lot No. 1-B of the official plan and book of reference of the town of Lachine, in the county of Jacques-Cartier; bounded in front on the north by Broadway street, on one side towards the east by the 44th avenue, on the south by the lot No. 11 of the subdivision of the lot 1B and on the west by the lot No. 6 of the subdivision of the lot 1B—without building.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of JANUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.
Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Montreal, 7th December, 1920. Sheriff.
[First publication, 11th December, 1920]
4498—50-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } THOMAS DUCHARME, notary, of the city and district of Montreal, plaintiff ; vs JOSEPH-ISIDORE LANGLOIS, of the city and district of Montreal, defendant.

A lot of land known and designated under the No. 303 of the official subdivision of the lot number twenty nine (29) on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, fronting on Duquesne street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Montreal, 7th December, 1920. Sheriff.
[First publication, 11th December, 1920]
4502—50-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **DAME OLIVINE DAVID**, de la ville de Montréal-Nord, veuve de Ferdinand Germain, en son vivant cultivateur, du même lieu, en sa qualité de tutrice aux enfants mineurs issus de son mariage avec ledit Ferdinand Germain, demanderesse ; contre **OCTAVE-VALIDA-ALFRED EMOND**, manufacturier, de la cité de Montréal, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Sanguinet, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le No six cent quatre-vingt-quatre (684) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, contenant quarante-sept (47) pieds de largeur sur la profondeur de quatre-vingt-cinq (85) pieds, le tout, plus ou moins, sans garantis de mesure précise—avec les bâtisses dessus érigées, portant le No civique 250 de la rue Sanguinet.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain, à MIDI.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 7 décembre 1920. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 11 décembre 1920]
4499—50-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **HOME LOAN AND MORTGAGE COMPANY, LIMITED**, corporation légale dûment constituée sous l'empire de la loi de la province de la Colombie Anglaise, dont le siège social et la principale place d'affaires sont dans la cité de Vancouver, dite province, demanderesse ; contre **HIRSCH BORTZ ALIAS NATHAN BORTZ ET MYRE BORTZ**, tous deux des cité et district de Montréal, défendeurs.

Les emplacements, dans les cité et district de Montréal, faisant partie du lot numéro deux cent onze des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte de la Visitation, et plus particulièrement décrits audit plan officiel comme étant les subdivisions numéros vingt-deux et vingt-trois dudit lot officiel (211-22 et 23) ayant front sur l'avenue Papineau,—avec les bâtisses qui se trouvent sur ledit lot de la division numéro 23.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité et le district de Montréal, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 7 décembre 1920. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 11 décembre 1920]
4503—50-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **LA VILLE DE MONTREAL-EST**, corporation municipale ayant son principal bureau d'affaires, dans la ville de Montréal-Est, district de Montréal, demanderesse ; contre **JOSEPH-A. HARDY**, de la cité d'Outremont, dit district, défendeur.

Les subdivisions 5 et 6 du lot No 82 du cadastre de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, situé dans le district de Montréal, dans la ville de Montréal-Est ; lesdits lots ayant front sur la rue Saint-Julie.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **DAME OLIVINE DAVID**, of the town of Montreal, North, widow of Ferdinand Germain, in his lifetime farmer, of the same place, in her quality of tutrix to the minor children issued from her marriage with the said Ferdinand Germain, plaintiff ; against **OCTAVE-VALIDA-ALFRED EMOND**, manufacturer, of the city of Montreal, defendant.

An emplacement fronting on Sanguinet street, in the city of Montreal, known and designated under the number six hundred and eighty four (684) of the official plan and book of reference of Saint-Louis ward, of the city of Montreal, containing forty seven (47) feet in width by eighty five (85) feet in depth, the whole more or less, without warranty as to precise measurements—with the buildings thereon erected, bearing civic number 250 in Sanguinet street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of JANUARY next, at TWELVE o'clock noon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX, Sheriff.
Montreal, 7th December, 1920.
[First publication, 11th December, 1920]
4500—50-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **HOME LOAN AND MORTGAGE COMPANY, LIMITED**, a body politic and corporate duly incorporated under the law of the Province of British Columbia, having its head office and chief place of business in the city of Vancouver, said Province, plaintiff ; against **HIRSCH BORTZ ALIAS NATHAN BORTZ AND MYRE BORTZ**, both of the city and district of Montreal, defendants.

Those certain emplacements, in the city and district of Montreal, forming part of lot number two hundred and eleven on the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote de la Visitation, and more particularly described on said official plan as subdivisions numbers twenty two and twenty three of said official lot (211-22 and 23) fronting on Papineau avenue, together with the buildings on said subdivision lot number 23.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX, Sheriff.
Montreal, 7th December, 1920.
[First publication, 11th December, 1920]
4504—50-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **THE TOWN OF MONTREAL-EAST**, a municipal corporation having its principal place of business in the town of Montreal-East, district of Montreal, plaintiff ; against **JOSEPH-A. HARDY**, of the city of Outremont, said district, defendant.

The subdivisions 5 and 6 of the lot No. 82 of the cadastre of the parish of Pointe-aux-Trembles, situated in the district of Montreal, in the town of Montreal-East ; the said lots fronting on Sainte-Julie street.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le TROISIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures du matin.
Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 28 décembre 1920. L.-J. LEMIEUX
[Première publication, 31 décembre 1920]
4819—53-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir : } D.-J.-H. ST-AUBIN,
No 3338. } demandeur, contre
ALFRED CHOQUETTE, défendeur.

Deux lots de terre situés en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Lacombe, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges, sous les numéros trent-huit et trente-neuf de la subdivision officielle du lot numéro vingt-sept (27-38-39)—avec toutes les bâtisses y érigées, ainsi que les servitudes actives et passives, le tout formant une seule et même exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité, de Montréal, le TROISIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 28 décembre 1920. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 31 décembre 1920]
4821—53-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.
Montréal, à savoir : } LES COMMISSAI-
No 17766. } RES D'ECOLLES
de la cité de Verdun, corps légalement constitué, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Verdun, district de Montréal, demandeurs ; contre WEDGEWOOD PARK COMPANY, LIMITED, corps légalement constitué, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, défenderesse.

Les lots de terre étant les subdivisions Nos 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519 du lot officiel No 4671 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, situés en la cité de Verdun, et ayant front sur la 4ième avenue ;

Les lots de terre étant les subdivisions Nos 547, 546, 545, 544, 543, 542, 541, 540, 539, 538, 537, 536, 534, 533, 532, 531, 530, 529, 528, 527, 526, 525, 524, 335, 334, 333, 332, 331, 330, 329, 328, 327, 326, 325, 324, 323, 322, 321, 320, 319, 318, 317, 316, 315, 314, 313, 312, 311, 310, 309, 308, 307, 306, 305, 304, 303, 302, 158, 157, 156, 155, 154, 153, 152, 151, 150, 149, 148, 147, 146, 145, 144, 143, 142, 137, 136, 135, 134, 133, 132, 131, 130, 129, 128, 127, 126, 125, 124, 28, 27, 26, 25, 24, 23, 22, 16, 14, 12, 7, 43, 44, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 174, 175, 176, 177, 181, 182, 183, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 198, 199, 200, 204, 205, 206, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588 du lot officiel No 4671 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, situés en la cité de Verdun, et ayant front sur la 5ième avenue ;

Les lots de terre étant les subdivisions Nos 431, 430, 429, 428, 427, 426, 425, 424, 423, 422, 421, 420, 419, 418, 417, 416, 415, 414, 413, 412, 411, 410, 409, 408, 407, 406, 405, 404, 403, 402, 401, 400, 399, 398, 241, 240, 239, 238, 237, 236, 235, 234, 233, 232, 231, 230, 229, 228, 227, 226, 225, 224, 223, 222, 221, 220, 219, 218, 217, 216,

on the THIRD day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Montreal, 28th December, 1920. Sheriff.
[First publication, 31st December, 1920]
4820—53-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit : } D. J.-H. ST-AUBIN,
No. 3338. } plaintiff ; against
ALFRED CHOQUETTE, defendant.

Two lots of land situated in the city of Montreal, fronting on Lacombe street, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote-des-Neiges, under the numbers thirty eight and thirty nine of the official subdivision of the lot number twenty seven (27-38 and 39)—with all the buildings thereon erected and the active and passive servitudes attached thereto, the whole forming one single plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Montreal, 28th December, 1920. Sheriff.
[First publication, 31st December, 1920]
4822—53-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit : } THE SCHOOL COMMIS-
No. 17766. } SIONERS of the city
of Verdun, a legally constituted body, having its principal place of business in the city of Verdun, district of Montreal, plaintiffs ; against WEDGEWOOD PARK COMPANY, LIMITED, a legally constituted body, having its principal place of business in the city and district of Montreal, defendant.

The lots of land being the subdivisions Nos. 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519 of the official lot No. 4671 on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, situate in the city of Verdun, and fronting on 4th avenue ;

The lots of land being the subdivisions Nos. 547, 546, 545, 544, 543, 542, 541, 540, 539, 538, 537, 536, 534, 533, 532, 531, 530, 529, 528, 527, 526, 525, 524, 335, 334, 333, 332, 331, 330, 329, 328, 327, 326, 325, 324, 323, 322, 321, 320, 319, 318, 317, 316, 315, 314, 313, 312, 311, 310, 309, 308, 307, 306, 305, 304, 303, 302, 158, 157, 156, 155, 154, 153, 152, 151, 150, 149, 148, 147, 146, 145, 144, 143, 142, 137, 136, 135, 134, 133, 132, 131, 130, 129, 128, 127, 126, 125, 124, 28, 27, 26, 25, 24, 23, 22, 16, 14, 12, 7, 43, 44, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 174, 175, 176, 177, 181, 182, 183, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 198, 199, 200, 204, 205, 206, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588 of the official lot No. 4671 on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, situate in the city of Verdun, and fronting on 5th avenue ;

The lots of land being the subdivisions Nos. 431, 430, 429, 428, 427, 426, 425, 424, 423, 422, 421, 420, 419, 418, 417, 416, 415, 414, 413, 412, 411, 410, 409, 408, 407, 406, 405, 404, 403, 402, 401, 400, 399, 398, 241, 240, 239, 238, 237, 236, 235, 234, 233, 232, 231, 230, 229, 228, 227, 226, 225, 224, 223, 222, 221, 220, 219, 218, 217, 216,

215, 214, 213, 212, 211, 210, 209, 208, 82, 81, 80, 79, 78, 76, 75, 74, 73, 72, 71, 70, 69, 66, 65, 99, 100, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479 du lot officiel No 4671 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, situés en la cité de Verdun, et ayant front sur la 6e avenue;

Les lots de terre étant les subdivisions Nos 30, 31, 86, 116, 117, 118, 121, 168, 169, du lot officiel No 4671 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, situés en la cité de Verdun, et ayant front sur la rue Wellington;

Les lots de terre étant les subdivisions Nos 160, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 295, 296, 298, 299, 300, 356, 358, 359, 443, 444 du lot officiel No 4671 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, situés en la cité de Verdun, et ayant front sur la rue Verdun;

Les lots de terre étant les subdivisions Nos 348, 349, 350, 351, 352, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 558, 559, 560, du lot officiel No 4671 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, situés en la cité de Verdun, et ayant front sur la rue Ballantyne.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif, Le shérif,

Montréal, 28 décembre 1920. 4835—53-2
[Première publication, 31 décembre 1920]

The lots of land being the subdivisions Nos. 30, 31, 86, 116, 117, 118, 121, 168, 169 of the official lot No. 4671 on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, situate in the city of Verdun, and fronting on Wellington street.

The lots of land being the subdivisions Nos. 160, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 295, 296, 298, 299, 300, 356, 358, 359, 443, 444 of the official lot No. 4671 on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, situate in the city of Verdun, and fronting on Verdun street;

The lots of land being the subdivisions Nos. 348, 349, 350, 351, 352, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 558, 559, 560 of the official lot No. 4671 on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, situate in the city of Verdun, and fronting on Ballantyne street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office, L.-J. LEMIEUX, Sheriff.

Montreal, 28th December, 1920. 4836—53-2
[First publication, 31st December 1920]

QUÉBEC

Québec, à savoir : } DAME DELVINA CO-
No 2643. } TE, épouse séparée
de biens de Alphonse Breton, ancien marchand,
tous deux de Québec, et ledit Alphonse Breton mis
en cause pour assister et autoriser sadite épouse;
contre EUGENE ST. LAURENT et ALFRED
VEZINA, tous deux de Québec, *es-qualité* de
tuteur et subrogé-tuteur aux enfants mineurs:
Marguerite-Julienne et Irène St. Laurent.

Le lot No 3769 (trois mille sept cent soixante-neuf) du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, maintenant quartier Saint-Jean-Baptiste, de la cité de Québec, étant un terrain situé rue Saint-Jean—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Vente à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGTIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
Québec, 16 décembre 1920. Shérif.
[Première publication, 18 décembre 1920]
[Deuxième publication, 31 décembre 1920]
4641—51-2

Québec, à savoir : } ROCH DUSSAULT, de
No 2575. } Saint-Jean-Baptiste-
des-Ecureuils, dans le district de Québec, rentier;
contre JOHN-W.-M. WALLACE, de la cité de
Québec.

1. Le lot No 3330 (trois mille trois cent trente) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Jean,

QUEBEC

Quebec, to wit : } DAME DELVINA CO-
No. 2643. } TE, wife separated as
to property of Alphonse Breton, former merchant,
both of Quebec, and the said Alphonse Breton
mis-en-cause to assist and authorize his said wife;
against EUGENE ST. LAURENT and ALFRED
VEZINA, both of Quebec, *es-qualité* of
tutor and subrogate tutor to the minor children:
Margueritte, Julianne and Irène St. Laurent.

The lot No. 3769 (three thousand seven hundred and sixty nine) of the official cadastre for Montcalm ward, now Saint-Jean-Baptiste ward, of the city of Quebec, being a lot of land situate on Saint John street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Sale at my office, in the city of Quebec, on the TWENTIETH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,
Québec, 16th December, 1920. Sheriff.
[First publication, 18th December, 1920]
[Second publication, 31st December, 1920]
4642—51-2

Quebec, to wit : } ROCH DUSSAULT, of
No. 2575. } Saint-Jean-Baptiste-
des-Ecureuils, in the district of Quebec, annuitant;
against JOHN-W.-M. WALLACE, of
Quebec.

1. The lot No. 3330 (three thousand three hundred and thirty) of the official cadastre for Saint

maintenant quartier Saint-Jean-Baptiste, de la cité de Québec, étant un emplacement situé au coin nord-ouest des rues Richelieu et côte Sainte-Geneviève, ayant 79 pieds et 4 pouces de front sur 28½ pieds de profondeur—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. Le lot No 3427 (trois mille quatre cent vingt-sept) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Jean, maintenant quartier Saint-Jean-Baptiste, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la côte Sainte-Geneviève, mesurant 84 pieds et 4 pouces sur la ligne qui le divise des Nos 3426 et 3428, 79 pieds et 8 pouces sur la ligne qui le divise du No 3330, 59 pieds et 9 pouces sur la côte Sainte-Geneviève et 60 pieds sur la ligne qui le divise des Nos 3331 et 3425—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATRIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif.

Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 29 décembre 1920.

[Première publication, 31 décembre 1920]

[Deuxième publication, 15 janvier 1921]

4837—53-2

John ward, now Saint-Jean-Baptiste ward, of the city of Quebec, being an emplacement situated at the northwest corner of Richelieu and Cote Sainte-Geneviève streets, measuring 79 feet and 4 inches in front by 28½ feet in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. The lot No. 3427 (three thousand four hundred and twenty seven) of the official cadastre for Saint John ward, now Saint-Jean-Baptiste ward, of the city of Quebec, being an emplacement situated on Cote Sainte-Geneviève, measuring 84 feet and 4 inches on the line which divides it from the Nos 3426 and 3428, 79 feet and 8 inches on the line which divided it from the No. 3330, 59 feet and 9 inches on Cote Sainte-Geneviève and 60 feet on the line which divides it from the Nos 3331 and 3425—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold *en bloc*.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FOURTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Quebec, 29th December, 1920.

[First publication, 31st December, 1920]

[Second publication, 15th January, 1920]

4838—53-2

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Sorel, à savoir : EDMOND BROSSARD ET No 1656.) AL, demandeurs; contre EUPHEMIE *alias* PHEBEE MORACHE, ès-qualité de curatrice à son époux, Pierre Lamothe, interdit, défenderesse.

Une terre située pour une partie sur la concession sud, et pour l'autre partie sur la deuxième concession sud, en la paroisse de Saint-Pierre-de-Sorel, dans le comté de Richelieu, contenant cent seize arpents et soixante perches en superficie, plus ou moins; tenant d'un bout vers le nord-ouest à la première rivière Pot-au-Beurre et de l'autre bout vers le sud-est à la ligne limitative entre les paroisses de Saint-Pierre et Saint-Robert, d'un côté vers le nord-est aux lots Nos 360 et 381 et de l'autre côté, vers le sud-ouest aux lots Nos 362 et 378 et connue et désignée comme étant les lots numéros trois cent soixante-un; trois cent soixante-dix-neuf et trois cent quatre-vingt (361, 378 et 380) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Pierre-de-Sorel susdite—avec une maison et toutes autres bâtisses y érigées, moins et à distraire cependant dudit lot 380 une partie de terre, appartenant à Narcisse Gauthro Larochelle en vertu de bons titres, dûment enregistrés, de un arpent de largeur sur huit arpents de longueur; tenant d'un côté en haut et à un bout vers le sud au terrain dudit Pierre Lamothe et de l'autre côté en bas et vers le nord au terrain de Jean-Baptiste Lemoine, avec le droit de passer en aucun temps sur ledit lot No 380 pour communiquer sur ladite partie de terre ci-dessus distraite.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pierre-de-Sorel en la cité de Sorel,

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Sorel, to wit : EDMOND BROSSARD, ET No. 1656.) AL, plaintiffs; against EUPHEMIE *alias* PHEBEE MORACHE in her quality of curatrix to her husband, Pierre Lamothe, interdicted, defendant.

A land situate, partly in the south concession and partly in the second south concession, in the parish of Saint-Pierre-de-Sorel, in the county of Richelieu, containing one hundred and sixteen arpents and sixty perches in superficies, more or less; bounded at one end, towards the north-west, by the first river Pot-au-Beurre and at the other end, towards the south east, by the boundary line between the parishes of Saint-Pierre and Saint-Robert, on one side, towards the north-east, by the lots Nos 360 and 381 and on the other side towards the southwest, by the lots Nos 362 and 378, and known and designated as being the lots numbers three hundred and sixty one, three hundred and seventy eight and three hundred and eighty (361, 378 and 380) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Pierre-de-Sorel aforesaid—with a house and all other buildings thereon erected, less and to be deducted however from said lot 380 a parcel of land belonging to Narcisse Gauthro Larochelle by virtue of good titles, duly registered, of one arpent in width by eight arpents in length; bounded on one side at the top and at one end towards the south by the land of said Pierre Lamothe and on the other side at the bottom and towards the north by the land of Jean-Baptiste Lemoine, with the right to pass at any time over the said lot No. 380 to communicate with the said parcel of land hereinabove deducted.

To be sold at the parochial church door of Saint-Pierre-de-Sorel, in the city of Sorel, on

MARDI, le PREMIER jour de FEVRIER prochain (1921), à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,

JOS.-G. LARIVIERE.

Sorel, 29 décembre 1920.

[Première publication, 31 décembre 1920]
4803—53-2

TUESDAY, the FIRST day of FEBRUARY next, 1921, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. JOS.-G. LARIVIERE,

Sheriff.

Sorel, 29th December, 1920.

First publication, 31st December, 1920]
4804—53-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski. } EDMOND FOUR-
No 6838. } NIER; vs CHAR-
LES-P. ROSS, Mont-Joli, à savoir :

1. Un terrain de 77 pieds de front sur 90 de profondeur, plus ou moins mesure anglaise; borné au nord à P. Levesque, à l'est au chemin Mata-pédia, au sud à une rue, à l'ouest à C.-P. Ross, étant partie du lot No deux cent trois (p. 203) au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flavie—avec maison sus construite, à charge de la rente foncière de \$12.00 ;

2. Partie du lot No deux cent trois au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flavie de 77 pieds de front sur 90 de profondeur, plus ou moins bornée à l'est à C.-P. Ross, au sud à une rue, au nord à P. Levesque, à l'ouest à une rue, à charge de la rente foncière de \$12.00.

3. Partie du lot No deux cent vingt-deux (p. 222) au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flavie de 140 pieds côté ouest sur 59 pieds côté est, mesure anglaise, sur la profondeur du terrain de J.-B. Levesque, à l'ouest à une rue projetée, à l'est à la rue projetée; bornée au nord à un ruisseau, au sud à une rue projetée, le tout plus ou moins—avec moulin, machineries et accessoires, à charge de la rente foncière ;

4. Partie du lot No deux cent vingt-deux au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flavie, mesurant 60 pieds du côté ouest, 117 pieds du côté est sur environ 111 pieds de l'est à l'ouest, mesure anglaise, le tout plus ou moins; bornée au nord à R.-O. Asselin, à l'est à une rue projetée, au sud à un ruisseau, à l'ouest à Alb. Marquis, à charge de la rente foncière.

Pour être vendus à la porte de l'église du village de Mont-Joli, le DEUXIEME jour de FEVRIER prochain 1921, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

CHS. D'ANJOU.

[Première publication, 31 décembre 1920]

4783—53-2

TROIS-RIVIÈRES

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } FRANÇOIS-XA-
No 1239. } VIER THE-

RIEN, demandeur; vs LES HERITIERS de feu Alfred St-Onge, défendeurs.

Comme appartenant auxdits défendeurs, savoir :

Un emplacement situé en la ville de Louiseville, sur la rue Saint-Frédéric, connu et désigné sous

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District de Rimouski. } EDMOND FOUR-
No 6838. } NIER, vs CHAR-
LES-P. ROSS, Mont-Joli, to wit :

1. A lot of land of 77 feet in front by 90 in depth, more or less, English measure; bounded on the north by P. Levesque, on the east by Mata-pédia road, on the south by a street and on the west by C.-P. Ross, being part of the lot No. two hundred and three (pt. 203) on the official cadastre of the parish of Sainte-Flavie—with a house thereon erected, subject to a ground rent of \$12.00 ;

2. Part of the lot No. two hundred and three of the official cadastre of the parish of Sainte-Flavie of 77 feet in front by 90 in depth, more or less; bounded on the east by C.-P. Ross, on the south by a street, on the north by P. Levesque, on the west by a street, subject to a ground rent of \$12.00 ;

3. Part of the lot No. two hundred and twenty two (pt. 222) of the official cadastre of the parish of Sainte-Flavie of 140 feet west side, 59 feet east side, English measure, by the depth of the land of J.-B. Levesque, on the west to a projected street, on the east to a projected street; bounded on the north by a brook, on the south by a projected street, the whole more or less—with the mill, machinery and accessories thereon, subject to a ground rent ;

4. Part of the lot No. two hundred and twenty two of the official cadastre of the parish of Sainte-Flavie, measuring 60 feet on the west side, 117 feet on the east side by about 111 feet from east to west, English measure, the whole more or less; bounded on the north by R.-O. Asselin, on the east by a projected street, on the south by a brook, on the west by Alb. Marquis, subject to a ground rent.

To be sold at the church door of the village of Mont-Joli, on the SECOND day of FEBRUARY next, 1921, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's offices.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff.

[First publication, 31st December, 1920]

4784—53-2

THREE RIVERS

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers to wit : } FRANÇOIS-XAVIER
No 1239. } THERIEN, plain-

tiff; vs THE HEIRS of the late Alfred St. Onge, defendants.

As belonging to the said defendants, to wit :

An emplacement situate in the town of Louiseville, on Saint-Frédéric street, known and

le numéro cinq cent vingt-six (No 526) du cadastre officiel du comté de Maskinongé, pour ladite ville de Louiseville—avec maison, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, en la ville de Louiseville, le PREMIER jour de FEVRIER prochain 1921, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif,

Le shérif,
CHS. DUMOULIN.

Trois-Rivières, 27 décembre 1920.

[Première publication, 31 décembre 1920]
4779—53-2

designated under the number five hundred and twenty six (No. 526) of the official cadastre of the county of Maskinongé, for the said town of Louiseville—with house, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, in the town of Louiseville, on the FIRST day of FEBRUARY next, 1921, at TWO o'clock in the afternoon.

CHS DUMOULIN,

Sheriff's office,

Three Rivers, 27th December, 1920.

[First publication, 31st December, 1920]

4780—53-2

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir :) **ERNEST LACERTE**, demandeur;
No. 416.) **vs ANTOINE VAILLANCOURT**, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, les droits immobiliers ci-après, savoir : L'usufruit, durant la vie du défendeur, sur les immeubles suivants :

1. Sur un immeuble situé en la paroisse de Yamachiche, à la concession des terres de travers, connu et désigné sous partie du lot numéro six cent quatre (ptie. 604) du cadastre officiel d'enregistrement du comté de St-Maurice, pour la paroisse de Yamachiche, ayant cent pieds de largeur, c'est-à-dire la largeur du dit numéro, sur la profondeur qu'il y a depuis le chemin de front des terres de travers à aller à la petite rivière d'Yamachiche; joignant au nord à Gilbert Désaulniers et au sud Zacharie Neveu ;

2. Sur une portion de terre située en la paroisse de Yamachiche, à la concession des terres de travers, connue et désignée sous partie du lot numéro six cent vingt-cinq (ptie. 625) dudit cadastre pour Yamachiche, ayant un demi arpent de largeur sur douze arpents de profondeur, prenant du terrain d'Elie Bourassa à aller à Antonio Vaillancourt; joignant de chaque côté à ce dernier ;

3. L'usufruit, durant la vie du défendeur, sur une partie ci-après décrite d'une terre située en la paroisse de Yamachiche, à la concession nord de la grande rivière, connue et désignée sous les lots numéros quatre cent quatre-vingt-seize, quatre cent quatre-vingt-quatorze et partie du lot numéro quatre cent quatre-vingt-treize (496, 494 et ptie. 493) du cadastre officiel d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Yamachiche, ayant d'abord à la grande rivière deux arpents de largeur pour aller en diminuant graduellement jusqu'au chemin de front du dit rang, de manière à avoir un arpent et quart de largeur au dit chemin passé ledit chemin de front, ladite terre reprend deux arpents de largeur pour aller sur la même largeur jusqu'à la petite rivière Yamachiche, joignant au nord à Edgar Vaillancourt et au sud à Hilaire Désaulniers—avec une maison et autres bâtisses y érigées; ledit usufruit portant sur la partie suivante de la susdite terre et sur les bâtisses, bâtiments et autres constructions y érigés savoir : cette partie de ladite terre depuis la grande rivière à aller au chemin de front de ladite concession pouvant former environ sept arpents en superficie, sur cette réserve cependant l'acquéreur jouira d'un quart d'arpent de terre pour semer des patates et élever des petits animaux.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne d'Yamachiche, dans le comté de Saint-Maurice, le PREMIER jour de

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit :) **ERNEST LACERTE**, plaintiff; vs **ANTOINE VAILLANCOURT**, defendant.

As belonging to said defendant the hereunder immoveable rights, to wit : the usufruct during the lifetime of the defendant on the following immoveables :

1. On an immoveable situate in the parish of Yamachiche, at the concession of the "terres de travers," known and designated as part of the lot number six hundred and four (pt. 604) of the official cadastre of the registration of the county of Saint-Maurice, for the parish of Yamachiche of one hundred feet in width, behing the width of said number, by the depth from the front road of the "terres de travers" to the little Yamachiche river bounded on the north by Gilbert Desaulniers and on the south by Zacharie Neveu ;

2. On a parcel of land situate in the parish of Yamachiche, at the concession of the terres de travers" known and designated as part of the lot number six hundred and twenty five (pt. 625) of said cadastre of Yamachiche, measuring one half arpent in width by twelve arpents in depth, starting from the land of Elie Bourassa and ending at the land of Antonio Vaillancourt; bounded on both sides by the latter.

3. The usufruct, during the lifetime of the defendant, on the part hereinafter described of a land situate in the parish of Yamachiche, to the north concession of the Grande Rivière, know and designated as being the lots number four hundred and ninety six, four hundred and ninety four and part of the lot number four hundred and ninety three (496, 494 and pt. 493) of the official cadastre of the registration of the county of for the Saint-Maurice parish of Yamachiche, measuring at the Grande-Rivière two arpents in width and gradually decreasing in width up to the front road where it measures one arpent and a quarter in width, past said front road it widens again to two arpents, the said width continuing up to the litte all the building and other constructiyn erected thereon, to with this Yamachiche river; bounded on the north by Edgar Vaillancourt and on the south by Hilaire Desaulniers—with a house and other buildings thereon erected; said usufruct bearing on the following part of the said land and part of land from the Grande Rivière to the front road of the said concession containing about seven arpents in superficies, on that reserve however the purchaser shall have the enjoyment of one quarter arpent of land to saw potatoes and raise small animals.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Anne d'Yamachiche, in the county of Saint-Maurice, on the FIRST day of FEBRUARY

FEVRIER prochain 1921, à DIX heures de l'avant-midi. RY next, 1921, at TEN o'clock in the forenoon.

Bureau du shérif.

Le shérif,
CHS DUMOULIN.

Sheriff's office.

CHS. DUMOULIN,
Three Rivers, 27th December, 1920. Sheriff.
[First publication, 31st December, 1920]

Trois-Rivières, 27 décembre 1920.
[Première publication, 31 décembre 1920]
4781—53-2

4782—53-2

Nomination

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif de faire la nomination suivante :

Québec, le 28 décembre 1920.

Monsieur Gustave Perrault, d'Arthabaska, avocat et conseiller en loi du Roi, magistrat de district pour les districts de Québec, Trois-Rivières, Joliette, Montcalm, Hull et Pontiac, et, en outre exerce sa juridiction concurremment avec les autres magistrats de district dans toute l'étendue de la province.

4825

Appointment

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointment, viz :

Québec, 28th December, 1920.

Gustave Perrault, of Arthabaska, advocate, King's Counsel, to be district magistrate, for the districts of Quebec, Three Rivers, Joliette, Montcalm, Hull and Pontiac, and in addition thereto to have jurisdiction concurrently with an other district magistrates throughout the Province.

4826

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner.—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU qu'en
Assistant-Procureur- } vertu des disposi-
Général. } tions de l'article 3236
des Statuts refondus de Québec, 1909, le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, fixer les époques auxquelles commenceront les termes de la Cour du Banc du Roi dans l'exercice de sa juridiction de première instance, en matières criminelles, dans tous les districts de cette province et les changer pareillement :

ATTENDU que la date de l'ouverture du terme de la Cour du Banc du Roi dans l'exercice de sa juridiction criminelle, pour le district de Pontiac, a été fixée au 6 avril de chaque année, mais qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice de changer, pour l'année 1921 seulement, la date de l'ouverture du prochain terme de la Cour du Banc du Roi dans l'exercice de sa juridiction dans le district de Pontiac ;

A CES CAUSES, nous avons déclaré et ordonné, et, par les présentes déclarons et ordonnons, conformément aux dispositions de l'article 3236, des Statuts refondus de Québec, 1909, que, pour l'année 1921 seulement, la date de l'ouverture du prochain terme de la Cour du Banc du Roi, dans l'exercice de sa juridiction en première instance, en matières criminelles, dans le district de Pontiac, soit fixée au 10 février 1921 au lieu du 6 avril 1921.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner,

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS in and
Deputy Attorney } by virtue of the
General. } provisions of article
3236 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, the Lieutenant-Governor may, by proclamation, fix the periods at which the terms of the Court of King's Bench, Crown side, shall commence in any district, and may alter the same in like manner ;

WHEREAS the date of the opening of the term of the Court of King's Bench, Crown side, for the district of Pontiac, has been fixed on the 6th April of every year, but that for the proper administration of justice it is expedient to change, for the year 1921 only, the date of the opening of the next term of the Court of King's Bench, Crown side, in the district of Pontiac ;

THEREFORE, We have declared and ordered and do hereby declare and order, in accordance with the provisions of article 3236 of the Quebec Revised Statutes, 1909, that, for the year 1921 only, the date of the opening of the next term of the Court of King's Bench, Crown side, in the district of Pontiac, be fixed on the 10th February, 1921, instead of the 6th April, 1921.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby

sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. **TEMOIN :** Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable **SIR CHARLES FITZPATRICK**, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE, en l'année mil neuf cent vingt de l'ère chrétienne et de Notre règne la onzième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
4815 **C.-J. SIMARD.**

Canada,
Province de Québec,
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT,
Assistant-Procureur-Général. } **ATTENDU** qu'en vertu des dispositions du code municipal de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la "*Gazette officielle de Québec*," laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion, en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi :

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans un certain territoire situé dans la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, comté de Saint-Jean, Nous a été présentée, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, sous le nom de "La municipalité du village de Lacolle" ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que ce territoire contient au moins quarante maisons habitées, dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que le plan original fait suivant les exigences de la loi, et figurant le territoire dont l'érection en municipalité de village est demandée, ainsi que toutes

required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. **WITNESS :** Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable **SIR CHARLES FITZPATRICK**, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this TWENTY NINTH day of DECEMBER, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty and in the eleventh of Our Reign.

By command
C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of Québec,
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT,
Deputy Attorney General. } **WHEREAS** in and by virtue of the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, the Lieutenant-Governor-in-Council may, by proclamation, published in the *Quebec Official Gazette*, which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the divisions of such municipalities or their annexion, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same county, or also order the alteration of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immoveable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division or the annexion to a municipality, is applied for and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law :

WHEREAS, a petition signed by the majority of the proprietors of the immoveable property comprised within that certain territory situated in the municipality of the parish of Notre-Dame-du-Mont-Carmel, county of Saint-John's, has been presented to Us, making application to erect this territory into a village municipality under the name of "The municipality of the village of Lacolle" ;

WHEREAS it hath been shewn to Us, that this territory contains at least forty inhabited houses within a space not exceeding sixty superficial arpents.

WHEREAS it hath also been shewn to Us that the original plan made according to the requirements of the law, and showing the territory sought to be erected into a village municipality,

les autres subdivisions cadastrales, en la manière déterminée par les dispositions du code civil à cet égard, a été approuvé par Notre Ministre des Terres et Forêts ;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi pour l'érection des municipalités de village ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection de la municipalité du village de Lacolle ;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit :

Le territoire,—dans le comté de Saint-Jean,—à être érigé, en une municipalité séparée, sous le nom de "Municipalité du village de Lacolle", est pris dans les deuxième et troisième "concessions sur le Domaine" de la seigneurie de Lacolle et est détaché de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel ; ses limites, en référence aux données du cadastre officiel de la paroisse de Lacolle, sont décrites comme suit, savoir :

Partant du coin nord-est du lot No 94, sur la limite sud-ouest de la municipalité de la paroisse de Saint-Valentin, cette limite, jusqu'à la limite nord-ouest d'icelle paroisse, qui est aussi la ligne limitative entre les deuxième et troisième rang "concessions sur le Domaine" de la seigneurie de Lacolle ; de là, ladite ligne limitative vers le sud-ouest, jusqu'à la ligne séparative des lots Nos 195 et 196, puis, en suivant cette dernière, jusqu'à un point situé à neuf (9) arpents au nord-ouest de l'alignement ouest de la rue de l'église ; de ce point, une ligne droite—en travers les lots Nos 196, 198, 199, 201, 243 et 246—menée jusqu'au coin nord-ouest du lot No 269, puis, vers le sud-ouest, passant diagonalement au-dessus de la rivière Lacolle, une autre ligne menée jusqu'à la ligne séparative des lots 271 et 272 et cette dernière,—traversant le droit de voie du chemin de fer Canada Atlantic (No 868),—jusqu'à son extrémité sud-ouest ; de là, continuant dans la même direction, une ligne tirée en travers les lots Nos 276, 277, jusqu'au coin nord-est du lot No 279, puis, la ligne sud-est de ce dernier numéro et son prolongement en travers le lot No 280, jusqu'à la ligne nord-est du lot No 281, à cinq arpents six perches, plus ou moins, à l'ouest de l'alignement nord-ouest de la rue de l'église ; de là, vers le sud-est, la susdite ligne nord-est de 281 et celle qui lui fait suite, entre les lots Nos 76 et 77, prolongée en travers le droit de voie du chemin de fer "Quebec Montreal and Southern (No 866)," jusqu'à la ligne nord-ouest du lot No 82, puis, vers le nord-est, cette dernière ligne prolongée en travers le droit de voie du chemin de fer "Canada Atlantic (No 867)" et celle qui lui fait suite au nord-ouest du lot No 81, en la prolongeant jusqu'à l'axe de la rivière Lacolle ; de là, dans une direction générale sud-est, ledit axe, jusque vis-à-vis la ligne nord-ouest du lot No 92, puis enfin, en suivant, vers le nord-est, la direction de la ligne nord-ouest en dernier lieu mentionnée et de celle qui lui fait suite, au nord-ouest du lot No 93, jusqu'au point de départ.

Le territoire devant constituer le village de Lacolle, tel que renfermé dans les limites ci-dessus décrites, occupe une superficie de sept cent vingt-quatre (724) arpents, plus ou moins ; sera détaché de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de Lacolle à partir de ce jour.

as well as all other cadastral subdivisions, in the manner determined by the provisions of the Civil Code having reference there to, has been approved by Our Minister of Lands and Forests.

WHEREAS all the other requirements of the law for the erection of village municipalities have been complied with and that in consequence We have deemed fit to grant the application made to Us for the erection of the municipality of the village of Lacolle ;

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz :

All the territory bounded as follows :

The territory,—in the county of Saint John's— to be erected into a separate municipality, under the name of "Municipality of the village of Lacolle" is taken in the second and third "Concessions sur le Domaine" of the seigniorie of Lacolle and is detached from the municipality of the parish of Notre-Dame-du-Mont-Carmel ; its limits, with reference to the official cadastre of the parish of Lacolle, are described as follows, to wit :

Commencing at the northeast corner of the lot No. 94, on the southwest limit of the municipality of the parish of Saint-Valentin, said limit, to the northwest limit of said parish, which is also the divisional line between the second and third "Concessions du Domaine" of the seigniorie of Lacolle ; thence, the said divisional line south-westerly, to the divisional line of the lots Nos 195 and 196, then following the latter line to a point situate at nine (9) arpents to the northwest of the west alinement of Church street ; from this point, a straight line—across the lots Nos 196, 198, 199, 201, 243 and 246—drawn to the northwest corner of the lot No. 269, then, towards the southwest, passing diagonally over the river Lacolle, another line drawn to the divisional line of the lots Nos 271 and 272 and this last line—across the Canada Atlantic Railway right of way (No. 868)—to its southwest extremity ; thence, continuing in the same direction, a line drawn across the lots Nos 276, 277 to the northwest corner of the lot No. 279, then, the southeast line of this last lot and its production across the lot No. 280, to the northeast line of the lot No. 281, at five arpents, six perches, more or less, to the west of the northwest alinement of church street, thence, towards the southeast, the aforesaid northeast line of 281 and the production thereof, across the lots Nos 76 and 77, prolonged across the Quebec, Montreal and Southern right of way (No. 866), to the northwest line of the lot No. 82, then, towards the northeast, this last line prolonged across the Canada Atlantic Railway right of way and the production thereof to the northwest of the lot No. 81, produced up to the axis of the river Lacolle ; thence, in a general southeasterly direction, the said axis, up to opposite the northwest line of lot No. 92 then finally, following, towards the northeast, the direction of the northwest line lastly above mentioned and the production thereof, to the northwest of the lot No. 93, to the point of commencement.

The territory to constitute the village of Lacolle, as contained within the above described limits, covers an area of seven hundred and twenty four (724) arpents, more or less ; shall be detached from the municipality of the parish of Notre-Dame-du-Mont-Carmel, and shall hence forth form a separate municipality under the name of "The municipality of the village of Lacolle".

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce ONZIÈME jour de DECEMBRE en l'année mille neuf cent vingt, de l'ère chrétienne et de Notre règne la onzième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
4807 C.-J. SIMARD.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this ELEVENTH day of DECEMBER, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty, and in the eleventh year of Our Reign.

By command,

4808 C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que, à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, on sollicitera l'adoption d'une loi à l'effet de substituer "Billingsley" à "Poliwka" comme nom de famille des personnes suivantes :

Henry Billingsley Poliwka, Olive Annie Smith Poliwka, Wilson Billingsley Poliwka, John Malcolm Poliwka, Henry Kenneth Poliwka et Clifford Thomson Poliwka, tous de la cité de Québec, dans la province de Québec, et, Frederick Poliwka, Annie Gertrude Dennison Poliwka, Gordon Billingsley Poliwka, Gertrude Dorothy Poliwka, Lawrence Winston Poliwka, Beatrice Mabel Poliwka et George Frederick Poliwka, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Québec, 28 décembre 1920.

Les avocats des requérants,

PENTLAND, GRAVEL & THOMSON.
4839-53-4

Avis public est par les présentes donné que Dame Eugénie Desnoyers, épouse séparée de biens de Amédée Guillemette, hôtelier, de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, comté Jacques-Cartier, s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session, aux fins d'obtenir que l'immeuble portant le No 135 du cadastre du village de Sainte-Geneviève soit détaché de la municipalité de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds pour être annexé à la municipalité de Sainte-Geneviève.

Montréal, 23 décembre 1920.

Le procureur de la requérante,

4741-53-4 G.-EMILE DEPOCAS.

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, application will be made for the passing of a private bill changing the family name from Poliwka to Billingsley of the following persons :

Henry Billingsley Poliwka, Olive Annie Smith Poliwka, Wilson Billingsley Poliwka, John Malcolm Poliwka, Henry Kenneth Poliwka and Clifford Thomson Poliwka, all of the city of Quebec, in the Province of Quebec, and Frederick Poliwka, Annie Gertrude Dennison Poliwka, Gordon Billingsley Poliwka, Gertrude Dorothy Poliwka, Lawrence Winston Poliwka, Beatrice Mabel Poliwka and George Frederick Poliwka, all of the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Quebec, 28th December, 1920.

PENTLAND, GRAVEL & THOMSON,

Solicitors for applicants.
4840-53-4

Public notice is hereby given that Dame Eugénie Desnoyers, wife separate as to property of Amédée Guillemette, hotelkeeper, of Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, county of Jacques-Cartier, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to obtain that the immovable bearing the No. 135 of the cadastre of the village of Sainte-Geneviève be detached from the municipality of Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds and annexed to the municipality of Sainte-Geneviève.

Montreal, 23rd December, 1920.

G.-EMILE DEPOCAS,

4842-53-4 Attorney for applicant.

Département de l'Instruction publique

121-20

Québec, 22 décembre 1920.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil par arrêté ministériel, en date du 22 décembre 1920, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Rémi, paroisse, comté

Department of Public Instruction

121-20.

Quebec, 22nd December, 1920.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council, dated the 22nd December, 1920, to detach from the school municipality of Saint-Rémi, parish, county of

de Napierville, les lots Nos 179, 180 à 185 inclusivement, 186 à 201 inclusivement, 187, 189, 190, 192, 193, 194, 195, 202, 129, 205, p. 203, 204, p. 212, 206, p. 207, 208, 210, p. 211, p. 207, p. 212, p. 211, p. 212, 213, 214, 215, 216, p. 217, p. 217, p. 218, 219, p. 220, 222, p. 222, 221, 223, 224, 226, 227, 229, p. 232, 230, 231, p. 232, 233, 234, 235, 236, 237, 392a, 393, 394, 395, 396, 228, 397, 398 à 407 inclusivement, p. 408, p. 409, 410, 411, 412, p. 212, 413, 415, 196, 416, 414, 417, 418, 419 à 425 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Rémi, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Rémi, village, même comté. 4827

No. 1966 Elec.

Nomination de 2 commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en conseil en date du 22 décembre 1920, de nommer MM. Adélard Tremblay et Ludger Parent, commissaires d'écoles pour la municipalité de Port-Alfred, dans le comté de Chicoutimi. 4829

532-20.

Québec, 22 décembre 1920.

Demande est faite au surintendant d'annexer à la municipalité scolaire de Languedoc, comté de Temiscamingue, les lots Nos 6 à 31 inclusivement du rang VIII du canton de Privat; les lots Nos 32 à 62 inclusivement du rang I du canton de Languedoc; les lots Nos 6 à 62 inclusivement des rangs 2, 3, 4, 5, du canton de Languedoc, ces lots n'appartenant à aucune municipalité scolaire organisée. 4831-53-2

836-19.

Québec, 22 décembre 1920.

Demande est faite au surintendant de détacher de la municipalité scolaire de Lac-au-Saumon, comté de Matane, les lots Nos 1 à 12 inclusivement des rangs II, III, IV, V et VI du canton de Humqui et d'y ajouter les lots 1 à 12 inclusivement du rang VII du même canton, ces derniers n'appartenant à aucune municipalité scolaire organisée, et de les annexer à la municipalité scolaire de Matalik; de détacher les lots Nos 1 à 12 inclusivement du rang VIII du canton de Humqui de la municipalité scolaire de Saint-Léon-le-Grand, dans le comté de Matane, et de les annexer à la municipalité scolaire de Matalik, comté de Matane. 4833-53-2

Dividende

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure. *In re*: Dakour & Sirhan, Magog, Qué., insolubles.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 15 janvier 1921, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau, 83 rue Craig Ouest, Montréal.

Le curateur,

VINCENT LAMARRE,

Bureaux: 820 édifice "Power".

Montréal, 29 décembre 1920.

4843

Napierville, the lots Nos. 179, 180 to 185, both inclusive, 186 to 201, both inclusive, 187, 189, 190, 192, 193, 194, 195, 202, 129, 205, pt. 203, 204, pt. 212, 206, pt. 207, 208, 210, pt. 211, pt. 207, pt. 212, pt. 211, pt. 212, 213, 214, 215, 216, pt. 217, pt. 217, pt. 217, 218, 219, pt. 220, 222, pt. 222, 221, 223, 224, 226, 227, 229, pt. 232, 230, 231, pt. 232, 233, 234, 235, 236, 237, 392a, 393, 394, 395, 396, 228, 397, 398 to 407, both inclusive, pt. 408, pt. 409, 410, 411, 412, pt. 212, 413, 415, 196, 416, 414, 417, 418, 419 to 425, both inclusive of the official cadastre of the parish of Saint-Rémi, and to annex all the above territory to the school municipality of Saint-Rémi, village, same county. 4828

No. 1966 Elec.

Appointment of 2 school commissioners.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 22nd December, 1920, to appoint Messrs. Adélard Tremblay and Ludger Parent, school commissioners for the municipality of Port-Alfred, in the county of Chicoutimi. 4830

532-20.

Quebec, 22nd December, 1920.

Application is made to the Superintendent to annex to the school municipality of Languedoc, county of Temiscaming, the lots Nos 6 to 31, both inclusive, of range VIII of Privat township; the lots Nos 32 to 62, both inclusive, of range I of Languedoc township; the lots Nos 6 to 62, both inclusive, of ranges 2, 3, 4, 5 of Languedoc township, said lots forming no part of any organized school municipality. 4832-53-2

836-19

Quebec, 22nd December, 1920.

Application is made to the Superintendent to detach from the school municipality of Lac-au-Saumon, county of Matane, the lots Nos 1 to 12, both inclusive, of ranges II, III, IV, V and VI of Humqui township, and to add thereto the lots 1 to 12, both inclusive, of range VII of the same township, and to annex them to the school municipality of Matalik; to detach the lots Nos 1 to 12, both inclusive, of range VIII of Humqui township from the school municipality of Saint Léon-le-Grand, in the county of Matane, and to annex them to the school municipality of Matalik, county of Matane. 4834-53-2

Dividend

Province of Quebec, district of Saint-François, Superior Court. *In re*: Dakour & Sirhan, Magog, Que., insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be opened to objection until 15th January, 1921, after which date this dividend will be payable at my office, 83 Craig street West, Montreal.

VINCENT LAMARRE,

Curator.

Office: 820 "Power" bldg.

Montreal, 29th December, 1920.

4844

ERRATUM

ERRATUM

A la page 2806 de la *Gazette officielle* du 24 décembre 1920, aux numéros 4723-24, lisez : "The Hartt & Adair Coal Company, Limited" au lieu de : "The Art & Adair Coal Company, Limited."
4847

On page 2806 of the *Official Gazette* of the 24th December, 1920, numbers 4723-24, read : "The Hartt & Adair Coal Company, Limited" instead of "The Art & Adair Coal Company, Limited".
4848

Examens—Examinations

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF THE LAW.

Examens du 11 janvier 1921.—Examinations, January 11th, 1921.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Residence
1.—Anglin.....	G. G.....	26	Montréal.
2.—Aubé.....	Philippe.....	23	"
3.—Barcelo.....	L. J.....	25	"
4.—Barrette.....	Herman.....	23	"
5.—Beauchamp.....	Emilien.....	27	"
6.—Bonin.....	Rosario.....	25	Berthierville.
7.—Chauvin.....	Antoine.....	22	Sainte-Rose.
8.—Cohen.....	A. S.....	28	Montréal.
9.—Duguay.....	Joseph.....	26	"
10.—Dupuis.....	Vincent.....	31	"
11.—Ethier.....	Tancrède.....	24	"
12.—Gagnon.....	J. Edmond.....	23	"
13.—Gauthier.....	George.....	23	"
14.—Grigg.....	A. P.....	26	Westmount.
15.—Hamelin.....	H. P.....	24	Outremont.
16.—Hibbard.....	C. A. L.....	25	Montréal.
17.—Holdstock.....	Charles.....	29	"
18.—Kearney.....	John-D.....	27	Westmount.
19.—Lepage.....	J.-Antonin.....	30	Montréal.
20.—Liverman.....	Max.....	30	"
21.—Monarque.....	George.....	27	Sorel.
22.—Mondor.....	Charles A.....	25	Lanoraie.
23.—O'Halloran.....	Helbourne.....	27	Montréal.
24.—Rousseau.....	Joseph D.....	26	Saint Cuthbert.
25.—Séguin.....	Amédée.....	25	Rigaud.
26.—Shulman.....	M. (Nova Scotia Bar.).....	26	Montréal
27.—Tellier.....	Edouard.....	24	"
28.—Tellier.....	Léopold.....	30	"
29.—Tellier.....	Maurice.....	24	Joliette.
30.—Thibault.....	J. Maurice.....	28	Montréal.
31.—Versailles.....	Maurice.....	25	"

Montréal, 28 décembre.—28th December, 1920.

4780-90—53-2

Le secrétaire du barreau de Montréal,
J.-ARTHUR MATHEWSON,
Secretary of the Bar of Montreal.

BARREAU D'OTTAWA.—BAR OF OTTAWA.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examens de janvier 1921.—Examinations of January, 1921.

Nom Name	Prénoms Surnames	Age	Résidence
Parent.....	Paul-E.....	27	Québec.

24 décembre—24th December, 1920.

4787-88—53-2

Le secrétaire du barreau d'Ottawa,
P.-A. GAUDET,
Secretary of the Bar of Ottawa.

BARREAU DE MONTREAL—BAR OF MONTREAL,

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF THE LAW.

Examens du 11 janvier 1921—Examinations, 11th January, 1921.

	NOMS — NAMES	Prénoms — Surnames	Age	Résidence	Collèges
1	Archambault.	L.-R.	23	St-Jérôme.	Collège de Joliette.
2	Archambault.	S.	22	Montréal.	Coll. St-Jean & Cours de Boissieu.
3	Bercovitch.	R.-L.	21	"	Commercial School & Private tuition.
4	Beil.	L.-O.	20	"	Cours de Boissieu.
5	Boisvert.	Edmond.	19	"	Cours Leblond de Brumath & Boissieu.
6	Cohen.	L.-Z.	20	"	McGill University.
7	Dillon.	T.-P.	28	"	"
8	Derôme.	Jules.	20	"	Collège de Montréal.
9	Dufresne.	Robert.	20	"	Collège Loyola & Ste-Marie.
10	Greaves.	E.-M.	20	Westmount.	McGill University.
11	Gross.	M.	18	Montréal.	Montreal High School.
12	Hannen.	F.-R.	18	"	McGill University.
13	Hurtubise.	L.-V.	19	Ottawa.	Univ. d'Ottawa & Université McGill.
14	Joannette.	Honoré.	22	St-Laurent.	Collège de St-Laurent.
15	Macklaier.	W.-F.	19	Montréal.	Montreal High School & McGill Univ.
16	Martin.	E.-C.	22	Dewitville.	Ormsdown Academy & McGill Univ.
17	Massé.	Léopold.	21	Montréal.	Cours Leblond de Brumath & Boissieu.
18	Mousseau.	Gérald.	20	"	Coll. Ste-Marie & Loyola.
19	Notkin.	D.-M.	20	"	McGill Univ. & Laval University.
20	O'Brien.	J.-L.	21	"	Catholic High School & McGill Univ.
21	Pender.	G.-M.	"	"	"
22	Penverne.	Jean-J.	27	"	Ecole des Hautes Commerciales & Univ. McGill.
23	Prieur.	Henri.	31	"	Coll. de Montréal & Coll. Ste-Marie.
24	Savage.	J.-C.	24	St-Lambert.	Catholic High School & McGill Univ.
25	Shulman.	S.-A.	22	Montréal.	Montreal High School & McGill Univ.
26	Silverstein.	M.	20	"	McGill Univ. & Laval University
27	Taché.	Alexandre.	21	Ottawa.	Université d'Ottawa.
28	Wolfe.	C.	18	Montréal.	Catholic High School.

Montréal, 11 décembre 1920.—Montreal, 11th December, 1920.

Le secrétaire du barreau de Montréal,
J.-ARTHUR MATHEWSON,
Secretary of the Bar of Montreal.

4629-30—51-4

CANDIDATS A L'ÉTUDE DU DROIT—CANDIDATES TO STUDY AT LAW.

EXAMEN DE JANVIER 1921—EXAMINATION OF JANUARY 1921.

Nom — Name	Prénom — Surname	Résidences — Residences	Age	Collèges — College
Archambeault, Edouard.	Edouard.	Grondines.	20	Sém. de St-Sulpice.
Bastien.	Oscar.	Lorette.	24	Sém. de Québec.
Fleury.	Edouard.	St-Léon.	19	Collège St-Laurent.
Lacroix.	Gérard.	Québec.	22	Sém. de Québec.
Martel.	Joseph.	Mistassini.	22	Sém. de Chicoutimi.
Picard.	Louis-Philippe.	Québec.	21	Sém. de Québec.

Ce 11 décembre 1920—This 11th December, 1920.

Le secrétaire du barreau de Québec,
J.-A. GAGNE,
Secretary of the bar of Quebec.

CANDIDATS A LA PRATIQUE DU DROIT—CANDIDATES TO THE PRACTICE AT LAW.

EXAMEN DE JANVIER 1921—EXAMINATION OF JANUARY 1921.

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence
Cimon.	Antoine.	22	La-Malbaie.
Drolet.	Antonio.	22	Québec.
Guy.	Athanase.	24	Québec.
Lavoie.	Paul.	25	Québec.
Savard.	Antonio.	27	Chicoutimi.

Ce 27ième jour de décembre 1920—This 27th day of December, 1920.

Le secrétaire du barreau de Québec,
J.-A. GAGNE,
Secretary of the bar of Quebec.

4845-46—53-2

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 53.

Index of the Quebec Official Gazette, No 53.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Baron vs Martineau.....	2837
" Baulns vs Pickernig.....	2837
" Beaucage vs Burque.....	2836
" Bédard vs Martel.....	2837
" Bilodeau vs Nadeau.....	2838
" Garon vs Allaire.....	2838
" Jeanvennes vs Barbeau.....	2838
" Lafrance vs Chartrand.....	2837
" Lemay vs Cauchon.....	2837
" Lessard vs Morin.....	2837
" Maguire vs Bogue.....	2836
" Pelton vs Clermont.....	2838
" Royer vs Drapeau.....	2836
" Wornall vs Porter.....	2838

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Baron vs Martineau.....	2837
" Baulns vs Pickernig.....	2837
" Beaucage vs Burque.....	2836
" Bédard vs Martel.....	2837
" Bilodeau vs Nadeau.....	2838
" Garon vs Allaire.....	2838
" Jeanvennes vs Barbeau.....	2838
" Lafrance vs Chartrand.....	2837
" Lemay vs Cauchon.....	2837
" Lessard vs Morin.....	2837
" Maguire vs Bogue.....	2836
" Pelton vs Clermont.....	2838
" Royer vs Drapeau.....	2836
" Wornall vs Porter.....	2838

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—

Dme Herring vs May.....	2839
" Jacques dit Drouin vs Pelletier....	2839
" Perron vs Nault.....	2839

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—

Dme Herring vs May.....	2839
" Jacques dit Drouin vs Pelletier....	2839
" Perron vs Nault.....	2839

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 2815

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 2815

AVIS DIVERS :—

Child Welfare Association of Montreal.. 2839

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Child Welfare Association of Montreal.. 2839

BILLS PRIVÉS, ASSEMBLÉE LEGISLATIVE :—

Avis concernant les bills privés..... 2816

PRIVATE BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY :—

Notice relating to private bills..... 2816

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

Amendements à la charte de la cité de Montréal, concernant les recorders....	2819
Barry, John-Joseph.....	2833
Campeau, Olivier.....	2833
Canadian Northern Montreal Land Com- pany, Ltd & Mount-Royal Company, Ltd.....	2824
Chabot, Louis.....	2832
Club Winchester.....	2832
Cie chemin de fer de Québec et de l'Ile d'Orléans.....	2825
Cité de Lachine.....	2828
Cité de Montréal.....	2835
Cité d'Outremont.....	2827
Cité de Québec.....	2834
Cité de Salaberry-de-Valleyfield.....	2833
Cité de Verdun.....	2828
Commission de la charte de la cité de Montréal.....	2835
Commission scolaire protestante de la cité de Montréal.....	2832
Commission des écoles catholiques de Montréal.....	2823
Communauté des Sœurs de Charité de la Providence.....	2819
Corporation de la cité des Trois-Rivières.....	2820
Corporation du comté de Laval.....	2830
Curé et marguilliers de l'Œuvre et Fabri- que de Très-Saint-Sacrement.....	2831
Desnoyers (Dme) Eugénie.....	2856
Exécuteurs testamentaires et héritiers de feu Thomas-Connolly Aylwin.....	2823
Fages, Alfred-Octave et Fages, John- Archibald.....	2835
Gauthier, Thomas-Arthur.....	2834
Geoffrion, Louis-Orille.....	2826
Green, William-Harvey.....	2822
Jacobs & Phillips.....	2823

APPLICATIONS TO PARLIAMENT :—

Amendments to the charter of the city of Montreal, concerning the Recorders..	2819
Barry, John-Joseph.....	2833
Campeau, Olivier.....	2833
Canadian Northern Montreal Land Com- pany, Ltd & Mount-Royal Company, Ltd.....	2824
Chabot, Louis.....	2832
Club Winchester.....	2832
Cie chemin de fer de Québec et de l'Ile d'Orléans.....	2825
City of Lachine.....	2828
City of Montreal.....	2835
City of Outremont.....	2827
City of Quebec.....	2834
City of Salaberry-de-Valleyfield.....	2833
City of Verdun.....	2828
Montreal City Charter Commission.....	2835
Catholic School Commissioners of Mon- tréal.....	2823
Protestant Board of school commissioners of the city of Montreal.....	2832
Communauté des Sœurs de Charité de la Providence.....	2819
Corporation de la cité des Trois-Rivières.....	2820
Corporation of the county of Laval....	2830
Curé et marguilliers de l'Œuvre et Fabri- que de Très-Saint-Sacrement.....	2831
Desnoyers (Dme) Eugénie.....	2856
Testamentary executors and heirs of late Thomas-Connolly Aylwin.....	2823
Fages, Alfred-Octave and Fages, John- Archibald.....	2835
Gauthier, Thomas-Arthur.....	2834
Geoffrion, Louis-Orille.....	2826
Green, William-Harvey.....	2822
Jacobs & Phillips.....	2823

Lacasse, J.-A.	2826
La Compagnie du chemin de fer de Bagotville et de Saint-Laurent.	2822
Lamontagne, J.-Eddie.	2825
La Société de construction de Montréal.	2821
Leahy, Wilfrid-Gordon.	2825
Leduc, Léon.	2826
Le curé et les marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Alphonse-d'Youville.	2822
L'Orphelinat Apostolique de la Malbaie.	2820
Les Prévoyants du Canada.	2830
L'Union Saint-Joseph-de-Saint-Henri.	2830
Montefiore Hebrew Orphan's Home.	2824
Montreal General Hospital & Western Hospital of Montreal.	2825
Municipalité de Sainte-Sabine.	2823
O'Connor, P., et autres.	2820
Poliwka et autres.	2856
Presbytery of Montreal.	2821
Révérands Pères du Très Saint-Sacrement de Québec.	2819
Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.	2829
Succession Edward Rawlings.	2827
Succession John Pratt.	2831
Succession Raphael Bouchard.	2834
Syndics de la paroisse Saint-François-Xavier-de-Chicoutimi.	2832
The Alma & Jonquières Railway Co'y.	2822
The Scottish Trust Company.	2824
The Strathcona Fire Insurance Co.	2824
Thibault, Jos.-Alphonse.	2822
Village de Petit-Métis.	2827
Ville d'Aylmer.	2829
Ville de la Tuque.	2821
Ville de Montréal-Nord.	2830
Ville de Kipawa.	2826
Ville de Montréal-Est.	2832
Ville de Saint-Lambert.	2826
Ville de Shawinigan Falls.	2820
Ville du Lac Sergent.	2819
Ville Laval-de-Montréal.	2818
Vinet, Ephrem.	2825

Lacasse, J.-A.	2826
La Compagnie du chemin de fer de Bagotville et de Saint-Laurent.	2822
Lamontagne, J.-Eddie.	2825
La Société de construction de Montréal.	2821
Leahy, Wilfrid-Gordon.	2825
Leduc, Léon.	2826
The curé and churchwardens of l'Œuvre et Fabrique of the parish of Saint-Alphonse-d'Youville.	2822
L'Orphelinat Apostolique de la Malbaie.	2820
Les Prévoyants du Canada.	2830
L'Union Saint-Joseph-de-Saint-Henri.	2830
Montefiore Hebrew Orphan's Home.	2824
Montreal General Hospital & Western Hospital of Montreal.	2825
Municipality of Sainte-Sabine.	2823
O'Connor, P., and others.	2820
Poliwka and others.	2856
Presbytery of Montreal.	2821
Révérands Pères du Très Saint-Sacrement de Québec.	2819
Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.	2829
Estate Edward Rawlings.	2827
Estate John Pratt.	2831
Estate Raphael Bouchard.	2834
Syndics de la paroisse Saint-François-Xavier-de-Chicoutimi.	2832
The Alma & Jonquières Railway Co'y.	2822
The Scottish Trust Company.	2824
The Strathcona Fire Insurance Co.	2824
Thibault, Jos.-Alphonse.	2822
Village of Petit-Métis.	2827
Town of d'Aylmer.	2829
Town of la Tuque.	2821
Town of Montreal-North.	2830
Town of Kipawa.	2826
Town of Montreal-East.	2832
Town of Saint-Lambert.	2826
Town of Shawinigan Falls.	2820
Town of Lac Sergent.	2819
Town Laval-de-Montréal.	2818
Vinet, Ephrem.	2825

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Municipalité de Languedoc.	2857
Municipalité de Matalik.	2857
Municipalité scolaire de Saint-Rémi, village.	2856

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la municipalité de la paroisse de Saint-Eustache.	2836
--	------

ELECTION—ETAT DES DEPENSES :—

M. L.-N.-A. Ricard, district électoral de Saint-Maurice.	2840
--	------

ERRATUM :—

Page 2806, 24 décembre, 1920, Nos 4723-24.	2858
--	------

EXAMENS DU BARREAU :—

Montréal.	2858
Montréal.	2859
Ottawa.	2858
Québec.	2859

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Municipality of Languedoc.	2857
Municipality of Matalik.	2857
School municipality of Saint-Rémi, village.	2856

TREASURY DEPARTMENT :—

La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la municipalité de la paroisse de Saint-Eustache.	2836
--	------

ELECTION—STATEMENT OF COSTS :—

Mr. L.-N.-A. Ricard, electoral district of Saint-Maurice.	2840
---	------

ERRATUM :—

Page 2806, 24th December, 1920, Nos. 4723-24.	2858
---	------

BAR EXAMINATIONS :—

Montreal.	2858
Montreal.	2859
Ottawa.	2858
Quebec.	2859

FAILLITE—AVIS DE :—

Dakour & Sirhan, dividende.....	2857
La Cie électrique de Louiseville, ltée, dividende.....	2840
Le cercle ouvrier, nom. de liquidateur....	2840

LETTRES PATENTE :—

Routhier & Perron, Ltd.....	2817
-----------------------------	------

LETTRE PATENTE SUPPLÉMENTAIRE :—

The W.-M. Aitken & Co.....	2818
----------------------------	------

LIQUIDATION—AVIS DE :—

Société Saint-Jean-Baptiste de Farnham, Qué.....	2841
---	------

MINUTES DE NOTAIRE :—

En faveur de M. J.-Alf. Pouliot.....	2841
--------------------------------------	------

NOMINATIONS :—

Divers commissaires d'écoles.....	2853
Magistrat pour divers districts.....	2853

ORDRE DE COUR :—

Agence mercantile de l'Est, ltée vs Fafard.....	2841
--	------

PROCLAMATIONS :—

Convocation des Chambres pour l'expé- dition des affaires.....	2816
Cour du banc du Roi, district de Pon- tiac.....	2853
Municipalité du village de Lacolle.....	2854

SOUMISSIONS :—

Ville Laval-sur-le-Lac.....	2842
Ville de Kenogami.....	2842

VENTE PAR LICITATION :—

Powers vs Powers <i>et al.</i>	2843
--------------------------------------	------

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ARTHABASKA :—

Demers vs Boissonneau.....	2844
Durocher (Dme) vs Jodoin.....	2843

BEAUCE :—

Drouin vs Roy <i>et al.</i>	2844
-----------------------------------	------

IBERVILLE :—

Mahon vs Bedard.....	2845
----------------------	------

JOLIETTE :—

Campbell vs Dme Brisson <i>et vir.</i>	2845
--	------

MONTREAL :—

David (Dme) esqul vs Emond.....	2847
Ducharme vs Langlois.....	2846
Home Loan & Mortgage Co., Ltd vs Bortz <i>et al.</i>	2847
La cité de Lachine vs Descarries.....	2846
La ville de Montréal-Est vs Hardy.....	2847

BANKRUPT NOTICES :—

Dakour & Sirhan, dividend.....	2857
La Cie électrique de Louiseville, ltée, dividend.....	2840
Le cercle ouvrier, liquidator's appt.....	2840

LETTERS PATENT :—

Routhier & Perron, Ltd.....	2817
-----------------------------	------

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—

The W.-M. Aitken & Co.....	2818
----------------------------	------

WINDING UP NOTICE :—

Société Saint-Jean-Baptiste de Farnham, Que.....	2841
---	------

NOTARIAL MINUTES :—

In favor of Mr. J.-Alf. Pouliot.....	2841
--------------------------------------	------

APPOINTMENTS :—

Several school commissioners.....	2853
Magistrate for several districts.....	2853

RULE OF COURT :—

Agence mercantile de l'Est, ltée vs Fafard.....	2841
--	------

PROCLAMATIONS :—

Parliament convoked for dispatch of business.....	2816
Court of King's Bench, district of Poniac.....	2853
Municipality of the village of Lacolle...	2854

TENDERS :—

Town Laval-sur-le-Lac.....	2842
Town of Kenogami.....	2842

SALE BY LICITATION :—

Powers vs Powers <i>et al.</i>	2843
--------------------------------------	------

SHERIFFS' SALES :—

ARTHABASKA :

Demers vs Boissonneau.....	2844
Durocher (Dme) vs Jodoin.....	2843

BEAUCE :—

Drouin vs Roy <i>et al.</i>	2844
-----------------------------------	------

IBERVILLE :—

Mahon vs Bedard.....	2845
----------------------	------

JOLIETTE :—

Campbell vs Dme Brisson <i>et vir.</i>	2845
--	------

MONTREAL :—

David (Dme) esqul vs Emond.....	2847
Ducharme vs Langlois.....	2846
Home Loan & Mortgage Co., Ltd vs Bortz <i>et al.</i>	2847
The city of Lachine vs Descarries.....	2846
The town of Montreal-East vs Hardy..	2847

Les commissaires d'écoles de la cité de
Verdun vs Wedgewood Park Coy. Ltd. 2848
St-Aubin vs Choquette..... 2848

The school commissioners of the city of
Verdun vs Wedgewood Park Co'y, Ltd. 2848
St-Aubin vs Choquette..... 2848

QUEBEC :—

Côte (Dme) vs St-Laurent *et al* 2849
Dussault vs Wallace..... 2849

QUEBEC :—

Côte (Dme) vs St-Laurent *et al* 2849
Dussault vs Wallace..... 2849

RICHELIEU :—

Brossard *et al* vs Dme Morache *èsq.*..... 2850

RICHELIEU :—

Brossard *et al* vs Dme Morache *èsq.*..... 2850

RIMOUSKI :—

Fournier vs Ross..... 2851

RIMOUSKI :—

Fournier vs Ross..... 2851

TROIS-RIVIERES :—

Lacerte vs Vaillancourt..... 2852
Thérien vs Héritiers St-Onge..... 2851

THREE RIVERS :—

Lacerte vs Vaillancourt..... 2852
Thérien vs Heirs St. Onge..... 2851

